



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
UNIVERSITÉ ABBES LAGHROUR - KHENCHELA  
FACULTÉ DES LETTRES ET LANGUES  
DÉPARTEMENT : LITTÉRATURE ET LANGUE  
FRANÇAISE



**SUJET :**

« L'alternance codique et l'emprunt dans la presse francophone algérienne cas du journal Elwatan ».

*Mémoire présenté au Département des lettres et langues Étrangères  
Pour l'obtention d'un diplôme de Master II  
Option : Sciences du langage*

**Présenté par :**

 **Tebib Zahia**

**Dirigé par :**

 **M. Atamena Abdelmalik**

**Membres de jury :**

**Président :** M. Berouel Kamel. M.A.A Univ de Khanchela

**Examineur :** M. Boudjellal Hacene. M.A.A Univ de Khanchela

**Rapporteur :** M. Atamena Abdelmalik .M.A.A Univ de Khanchela

 **Année universitaire : 2015-2016**



## *Dédicace*

*Avec mes sentiments de gratitude les plus profonds,  
Je dédie ce modeste travail aux deux êtres qui me sont les  
plus chers,*

*A mon père et à ma mère,*

*A tous mes frères, à toutes mes sœurs*

*A toute la famille*

*A tous mes amis,*

*A tous ceux qui ont contribué à ma formation*

*Tebib.Zahia*





# Remerciements

*Notre premier remerciement revient au bon dieu de nous avoir donné le courage et la patience pour réaliser ce modeste travail.*

*Ce mémoire n'aurait pas été possible sans l'intervention, consciente, d'un grand nombre de personnes nous souhaitons ici les en remercier.*

*Nous tenons à remercier très chaleureusement : **M. Atamena Abdelmalik** qui nous a permis de bénéficier de son encadrement. Les conseils qu'elle nous a prodigués, la patience, la confiance qu'elle nous a témoigné ont été déterminants dans la réalisation de notre travail de recherche. Nos remerciements s'étendent également aux membres de jury qui vont critiquer, et enrichir ce modeste travail de recherche.*

*Nos remerciements s'étendent également à tous nos enseignants durant le cursus universitaire. Nos parents pour leur amour et leur soutien, nos frères et nos amis pour leur encouragement, tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail.*

*Enfin, merci à tous les professeurs du département de français qui ont été d'un apport considérable tout au long de notre cursus universitaire.*

## **Remerciements**

## **Dédicace**

## **Sommaire**

<b>Introduction.....</b>	<b>01</b>
<b>Première partie : Cadre théorique.....</b>	<b>07</b>
<b>Chapitre 01 : La situation linguistique en Algérie.....</b>	<b>07</b>
<b>1.L'arabe.....</b>	<b>08</b>
<b>1.1- L'arabe classique ou « littéraire ».....</b>	<b>09</b>
<b>1.2- L'arabe dialectal ou algérien.....</b>	<b>10</b>
<b>2-Le français.....</b>	<b>12</b>
<b>3- Le berbère.....</b>	<b>13</b>
<b>4- L'anglais.....</b>	<b>15</b>
<b>Chapitre 02 : L'alternance codique.....</b>	<b>16</b>
<b>1- Essai de définition : .....</b>	<b>16</b>
<b>1.2- Les deux types d'alternance codique.....</b>	<b>19</b>
<b>Chapitre 03 : l'emprunt.....</b>	<b>24</b>
<b>I. De la définition de l'emprunt linguistique.....</b>	<b>24</b>
<b>I.1. Réflexion sur l'emprunt et problèmes terminologiques.....</b>	<b>25</b>
<b>I.2. Définitions de l'emprunt et problèmes définitoires.....</b>	<b>27</b>
<b>I.3. Définition choisie de l'emprunt.....</b>	<b>29</b>
<b>II. l'emprunt dans tous ses états (typologie de l'emprunt) .....</b>	<b>31</b>
<b>II.1. L'emprunt de type intégral.....</b>	<b>32</b>
<b>II.2. L'emprunt intégral adapté.....</b>	<b>32</b>

<b>II.3. Les faux emprunts.....</b>	<b>32</b>
<b>II.4. L'emprunt hybride.....</b>	<b>33</b>
<b>Deuxième partie : Cadre Méthodologique.....</b>	<b>35</b>
<b>Chapitre 01 : corpus.....</b>	<b>35</b>
<b>1. Choix du sujet et du corpus.....</b>	<b>35</b>
<b>1.2. Constitution du corpus.....</b>	<b>35</b>
<b>1.2.1. Le journal Elwatan algérien.....</b>	<b>35</b>
<b>1.2.2. Contenu et format.....</b>	<b>36</b>
<b>1.2.3. Le corpus.....</b>	<b>37</b>
<b>Chapitre 02 : Les emprunts dans et Analyses des données le journal Elwatan.....</b>	<b>38</b>
<b>1-Intégration phonologique.....</b>	<b>38</b>
<b>2- Intégration graphique.....</b>	<b>41</b>
<b>2-Intégration morphosyntaxique.....</b>	<b>41</b>
<b>A- le nombre.....</b>	<b>41</b>
<b>B - le genre.....</b>	<b>43</b>
<b>4- Intégration morpho- lexicale.....</b>	<b>44</b>
<b>5-Intégration sémantique.....</b>	<b>44</b>
<b>A - Restriction de sens.....</b>	<b>45</b>
<b>B- Extension de sens.....</b>	<b>46</b>

<b>Chapitre 03 : l’alternance codique.....</b>	<b>47</b>
<b>1-Les grandes tendances de l’alternance de langues : .....</b>	<b>50</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>57</b>
<b>Références</b>	
<b>Annexes</b>	

# Introduction

## Introduction générale

La richesse de la situation linguistique algérienne fait d'elle une véritable source inépuisable d'interrogations et de recherches. La réalité sociolinguistique algérienne permet de montrer l'existence de différentes langues et variétés de langues, il s'agit surtout de la langue arabe, langue de la majorité des algériens, la langue française, qui occupe une place fondamentale dans notre société dans tous les secteurs (social, économique et éducatif) et la langue berbère avec ses différentes variétés. Nous relevons, comme résultat du contact de ces différentes langues, le fait qu'il y a un usage alternatif des langues qui sont surtout le français et l'arabe, usage qui s'explique par certaines visées pragmatiques.

Si la situation linguistique en Algérie est toujours problématique, elle peut être qualifiée néanmoins de véritable laboratoire dans l'étude du plurilinguisme puisqu'elle se caractérise par la coexistence de plusieurs langues qui sont l'arabe moderne ou standard, l'arabe algérien, le tamazigh, et le français.

La réalité sociolinguistique algérienne permet de montrer l'existence de trois catégories de locuteurs francophones algériens. Nous avons, premièrement les « francophones réels », c'est-à-dire, les personnes qui parlent réellement le français dans la vie de tous les jours ; deuxièmement, les « francophones occasionnels », et là, il s'agit des individus qui utilisent le français dans des situations bien spécifiques (formelles ou informelles) et dans ce cas nous relevons le fait qu'il y a un usage alternatif des langues qui sont le français et l'arabe, usage qui s'explique par certaines visées pragmatiques telles que ordonner, insulter, ironiser, tourner en dérision. Enfin, ce que nous nommons des « francophones passifs », et il est clair que cette catégorie concerne les locuteurs qui comprennent cette langue mais qui ne la parlent pas.

C'est pourquoi la langue française occupe toujours une place fondamentale dans notre société dans tous les secteurs : social, économique, éducatif. Mais, comme nous venons de le signaler, cette langue coexiste de toute évidence avec d'autres langues qu'elles soient institutionnelles (l'arabe classique / l'arabe

moderne) ou non institutionnelles, telles que les langues maternelles comme l'arabe algérien ou dialectal et toutes les variantes du berbère. Par rapport à ces langues, nous avons pu observer le fait que le français garde une place non dérisoire dans la vie quotidienne de chaque algérien.

Les emprunts, lexies qui « passent d'une langue à l'autre », sont au cœur des dynamiques interactionnelles qui caractérisent les langues vivantes. Elles sont toutes amenées à connaître le phénomène inévitable de contact linguistique. Parfois, les contacts peuvent être très étroits. Ainsi, l'anglais et le français entretiennent depuis des siècles des liens privilégiés, comparables, Elle se manifeste, en réalité, par de nombreux échanges lexicaux. En français, pratiqué à l'oral ou à l'écrit, il est tout à fait courant d'employer des mots d'origine anglaise. Parmi la multitude de contacts et d'influences linguistiques à travers le monde, il s'avère que l'influence de l'anglais est la plus notoire. Langue véhiculaire de la communication à l'échelle internationale, l'anglais est la langue de contact par excellence. C'est aussi celle qui fournit le plus d'emprunts aux langues contemporaines, à en juger le nombre d'anglicismes recensés.

Cette « anglicisation » des lexiques, que certains déplorent et que d'autres justifient et défendent, a longuement été discutée et analysée au cours du siècle dernier et des dernières décennies. Il reste que certaines langues évoluent dans des situations sociolinguistiques complexes et, par conséquent, elles méritent une attention toute particulière. Tel est le cas du français pratiqué en dehors des limites du territoire de la France.

En nous intéressant au sujet des emprunts, et ce faisant, à celui des anglicismes, nous nous sommes interrogée sur leur présence dans les variétés de langue. Il est admis que le français est resté, après les décolonisations successives d'après-guerre, une langue bénéficiant d'un statut privilégié dans plusieurs pays africains.

Elle exerce pourtant plusieurs fonctions La situation socio linguistique du l'Algérie est le reflet de l'Histoire du pays. L'amazighe, ou le berbère, constitue

la langue la plus anciennement attestée dans le pays, et plus largement à l'Algérie. La langue arabe, importée par les conquêtes du VII<sup>e</sup> siècle, dispose d'un statut très privilégié qu'elle doit à la religion d'État, l'Islam. Cependant, l'arabe, ou « arabe standard », ne constitue en aucun cas la langue véhiculaire des algériens : c'est l'arabe dialectal Algérien, communément appelé « darija » qui remplit cette fonction. Ces trois composantes du paysage linguistique algérien peuvent, plus précisément, être identifiées en fonction de leur domaine d'usage respectif, soit selon les situations dans lesquelles elles sont utilisées. Comme partout, l'anglais tend à se forger une place dans ce marché linguistique par le biais de son enseignement notamment. Il convient de rappeler que le français occupe une place importante dans le paysage sociolinguistique que nous venons de présenter. Compte tenu du contexte plurilingue qui caractérise l'Algérie.

**Nous pouvons formuler l'hypothèse selon laquelle ces langues exercent entre elles des influences incontestables et inévitables.**

Ces différents constats nous ont menée à nous interroger sur les emprunts utilisés dans la variété française pratiquée en Algérie. Celle-ci évolue dans un contexte hautement propice aux influences linguistiques : **nous formulons ici l'hypothèse selon laquelle ces influences se manifestent entre autres sous la forme d'emprunts linguistiques et d'alternance codique.** La langue française en Algérie est-elle aussi sujette à l'influence de l'anglais ? Les langues présentes interviennent-elles dans le langage des journalistes francophones algérien ?

Au vu de la situation sociolinguistique de l'Algérie, il est fortement probable que les langues locales « dominantes », à savoir l'arabe standard et l'arabe dialectal, influent sur la langue française en présence en Algérie. La société algérienne est caractérisée par une situation de plurilinguisme, qui serait la cause principale de l'alternance codique :

La présence d'emprunts lexicaux à l'arabe standard et à l'arabe algérienne constituerait des traces évidentes de ces influences linguistiques. L'alternance codique serait une manifestation secondaire de cette influence, provoquée

notamment par l'état de bilinguisme qui caractérise les usagers de la langue française. En outre, l'anglais, Outre l'influence grandissante de la langue anglaise, sous la forme d'emprunts et d'alternance codique, notre recherche s'attache à vérifier à travers le langage utilisé par les francophones algériens, les dynamiques d'évolution que connaissent les langues en présence en Algérie.

Plus particulièrement, une analyse quantitative mais surtout une étude approfondie des emprunts à l'arabe et de l'alternance codique français-arabe dialectal algérienne. Cette question est également traitée dans nos travaux.

Pour obtenir des réponses à nos interrogations, nous avons fait le choix de nous focaliser sur le langage de la presse d'expression française. Nous partons de l'affirmation selon laquelle le langage des journalistes, les mots et expressions auxquels ils ont recours, est à même de refléter la langue « commune », celle de tout un chacun.

Nous avons conscience qu'une nuance s'impose ici. Tout d'abord, il est possible que les locuteurs d'une langue soient influencés par le langage utilisé dans les médias, un mot pouvant être « popularisé » de par sa forte circulation dans la presse par exemple.

La langue utilisée par les journalistes ne constituerait donc pas un reflet tout à fait exact de la langue générale. De plus, le corpus ne consiste qu'en un échantillon de la langue française telle qu'elle est pratiquée en Algérie par les journalistes. Les biais sont inévitables étant donnée la spécificité du discours journalistique. Ce qui rend le corpus journalistique intéressant pour une étude sur les emprunts et l'alternance codique.

La linguistique de corpus présente, par conséquent, un cadre méthodologique adéquat : s'appuyer sur un corpus de textes authentiques constitue le moyen de découvrir et révéler des faits langagiers. Notre recherche s'attache à approcher la langue au travers d'un corpus de presse d'expression française. La méthode employée consiste, ainsi, en un dépouillement systématique d'un corpus constitué d'articles d'un journal francophone algérien.

Dans le cadre de notre recherche, l'étude s'effectue à partir de l'analyse d'un corpus relevé dans le journal Elwatan francophone. Notre mémoire s'articule en deux parties distinctes mais nettement complémentaires :

Une partie théorique consacrée à l'exposé des concepts et théories doit nous servir d'outils d'analyse. Trois chapitres où nous présenterons un aperçu sur la situation linguistique d'Algérie. Nous exposons aussi les grands concepts de l'emprunt et l'alternance codique et fait donc l'objet d'un développement conséquent.

Une partie pratique centrée essentiellement sur l'analyse de notre corpus. Cette analyse sera partagée en deux parties, une analyse qualitative qui nous permet de déterminer l'utilisation de l'alternance codique et l'emprunt, mais aussi les différentes formes qu'elle prend, les fonctions les plus présentes. Nous développons aussi, les langues les plus fréquemment utilisées.

L'analyse des données à proprement dite débute par. Nous engageons une analyse des anglicismes relevés dans le corpus, à travers des énoncés qui en sont tirés. Deux langues influentes. Nous proposons d'observer la façon dont les scripteurs mettent en évidence le recours aux procédés d'emprunt et d'alternance codique. Il s'agit surtout de déduire l'attitude des journalistes à l'égard des anglicismes et des arabismes qu'ils insèrent dans leur discours, sous une perspective métalinguistique. En nous fondant sur des travaux récents relatifs à l'intégration discursive des emprunts, nous montrons dans ce chapitre que le journaliste a différents moyens à sa disposition pour souligner l'altérité.

La conclusion englobe le bilan de notre modeste travail et notre espoir de contribuer à une meilleure compréhension du phénomène publicitaire.

Jusqu'à présent, nous avons posé le cadre théorique de notre recherche ainsi que les objectifs que nous nous sommes fixée. Le contexte sociolinguistique dans lequel s'inscrit notre corpus journalistique est propice aux contacts, c'est pourquoi il constitue un terrain de recherche fort intéressant compte tenu du cadre théorique adopté. Afin d'apporter des réponses aux problématiques posées

et pour parvenir à un résultat optimal, il convient d'adopter, pour la présente thèse, l'architecture suivante :

**Partie 1** : le volet théorique

**Partie 3** : l'analyse des données du corpus.

# Partie théorique

# Chapitre 1

## **Première partie : Cadre théorique**

### **Chapitre 01 : La situation linguistique en Algérie**

Contrairement à une idée largement répandue, la société algérienne n'est pas une société bilingue ou biculturelle, comme le soutiennent les thèses officielles, ce bilinguisme de façade généré par l'Etat afin d'occulter les réalités sociologiques et sociolinguistiques du pays tend à masquer et à faire disparaître au niveau officiel les autres langues minoritaires.

Ceux qui connaissent l'Algérie savent que cette société possède une autre réalité sociologique et sociolinguistique : en effet l'Algérie a une configuration ou « identité » linguistique quadridimensionnelle ou de quadrilinguïté, :il s'agit de l'arabe dialectal ou comme certains l'appellent « l'arabe algérien » qui est la langue de la majorité, de l'arabe classique ou conventionnel : langue nationale et officielle, du français : langue pour l'enseignement scientifique, de l'amazigh ou berbère :

Qui vient d'être promu langue nationale.

Les frontières entre ces différentes langues ne sont ni géographiquement ni linguistiquement établies. Il y a entre ces différentes langues une situation de diglossie, voire de triglossie<sup>1</sup> pour reprendre le terme de Youssi à propos de la situation linguistique au Maroc.

Depuis toujours et surtout depuis la période punique jusqu'à nos jours, l'Algérie a toujours été une nation de partage : partage culturel d'abord mais surtout partage linguistique grâce à de différents facteurs : invasions, échanges culturels et économiques. De ce fait, l'Algérie a toujours été en présence d'au moins deux langues. Ceci est visible aujourd'hui sur le locuteur algérien qui a été depuis fort longtemps mis en contact mais à différents degrés, avec le berbère, l'arabe, le français, l'anglais, le turc et l'espagnol. Ce contact fut si fort

---

<sup>1</sup> A. Youssi. "*Grammaire et lexique de l'arabe marocain moderne* ", Ed. Wallada, Casablanca (Maroc)page14

qu'aujourd'hui, le parler quotidien d'énormément d'Algériens est marqué sur presque tous les plans phonologique, lexical, morphologique et sémantique, dont voici quelques exemples :

1. la présence de particularités phonologiques juives dans le parler des Constantinois.
2. la présence d'alternance codique bilingue (arabe /français) dans un même discours.
3. la présence d'alternance codique trilingue (arabe /français/berbère) chez les locuteurs berbérophones.
4. la présence de mots anglais dans les conversations à cause de l'influence de plus en plus grandissante du cinéma et de la musique américaine comme (ok, gond bye).
5. la présence de mots turcs dans les conversations des Algériens : après quatre siècles de colonisation il ne reste que 239 mots d'origine turque selon M. Ben Cheneb<sup>2</sup>. La plupart d'entre eux se rapportent surtout au culinaire (*Baklaw* « pâtisserie à base de noix et d'amande » à, *bourek* « rouleau de pâte fourré de viande ou de noix » ou à l'administratif (*bey* « souverain », *chaouch* « huissier »).

Dans notre étude, nous essayerons de présenter ces langues, leurs statuts officiels et leurs usages dans la vie quotidienne et les institutions de l'Etat.

## **1.L'arabe**

En Algérie il y'a deux types d'arabe : l'arabe classique et l'arabe dialectal qui sont totalement différents tant au niveau de la structure, du statut et de l'utilisation dans la vie de tous les jours.

---

<sup>2</sup> M. Ben Cheneb. (1992), "*mots turcs et persans conservés dans le parler algérien* ", Alger , page96.

## **1.1- L'arabe classique ou « littéraire »**

L'arabe classique est une langue chamito-sémitique née dans le Moyen Orient et le Golfe persique cette langue était restreinte dans cette zone géographique, mais avec l'avènement du Coran écrit en arabe et de l'Islam, elle eut une expansion assez grande pour arriver jusqu'au Maghreb.

Après l'accession de l'Algérie à son indépendance en 1962, et ayant souffert d'une très longue période de colonisation durant laquelle la personnalité algérienne a été niée, les dirigeants de l'époque ont pris la décision de restaurer une langue correspondant à leur vraie identité et l'utiliser comme symbole et ciment de l'unité nationale. C'est pour cela que la langue arabe classique fut décrétée langue officielle et nationale et son usage fut généralisé à tous les secteurs de la vie politique, administrative, économique, scolaire et culturelle.

Il s'agissait comme l'a rappelé, lors de la première Conférence sur l'arabisation (14 mai 1975) le président Houari Boumediène de valoriser l'arabe au détriment du français qui doit être considéré comme langue étrangère.

« ...la langue arabe ne peut souffrir d'être comparée à une autre langue, que ce soit le français ou l'anglais, car la langue française a été et demeurera ce qu'elle a été à l'ombre du colonialisme, c'est-à-dire une langue étrangère et non la langue des masses populaires...la langue arabe et la langue française ne sont pas à comparer, celle-ci n'étant qu'une langue étrangère qui bénéficie d'une situation particulière du fait des considérations historiques et objectives que nous connaissons... ».

Plusieurs lois et ordonnances portant sur l'Arabisation et le statut de l'arabe en Algérie, « environ une trentaine » ont été promulguées dont les plus importantes sont :

1. l'article 3 de la Constitution algérienne stipule : L'Arabe est la langue nationale et officielle<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Constitution de la république algérienne démocratique et populaire.

2. le décret du 22 mai 1964 portant sur l'arabisation de l'administration.
3. les ordonnances no 66-154 et no 66-15 du 8 juin 1966 sur l'arabisation de la justice.
4. l'ordonnance du 26 avril 1968 sur la connaissance obligatoire de l'arabe pour les fonctionnaires.
5. la circulaire du ministère de l'Intérieur de juillet 1976 sur l'obligation de l'utilisation de la langue arabe dans l'affichage et la publicité.
6. la loi du 16 janvier 1991. Cette loi est la plus importante depuis l'indépendance, elle vise à exclure l'usage et la pratique du français dans l'administration publique, le monde de l'éducation (même les universités) les hôpitaux, les secteurs socio-économiques...etc. en résumé la loi de 1991 impose l'usage de la langue arabe, c'est à partir de ce moment-là que l'Etat algérien va franchir le Rubicon et passer à l'étape supérieure après avoir utilisé l'arabisation progressive.

Son application effective fut imposée le 05 juillet 1998 (date anniversaire de l'indépendance) comme date limite du changement linguistique en faveur de l'arabe de tous les aspects de la vie politique et administrative algérienne. Les lois promulguées par l'Etat algérien ont-elles changé la donne sur le terrain ? C'est ce qu'on abordera plus tard quand on parlera des applications sur le terrain.

## **1.2- L'arabe dialectal ou algérien**

Contrairement à l'arabe classique, l'arabe dialectal représente la langue vernaculaire de la population algérienne, il est utilisé dans des situations dites informelles, elle est la langue maternelle de la majorité de la population algérienne.

C'est quoi l'arabe dialectal ? L'arabe dialectal, appelé aussi *wattani* (l'arabe de la nation algérienne), que l'on parle en Algérie est particulier. Dans sa forme actuelle, cet arabe algérien reflète les différentes étapes qu'il a vécues au cours de son histoire avec ses échanges et les différentes colonisations qu'il a subi.

Au point de vue lexical, on note la présence de mots berbères tels que *aïreuj* (« passoire»), *aghhtal* («escargot»), *asselwan* («suie»), *khemmal* («nettoyer»), etc., et un grand nombre d'autres mots puisés dans le vocabulaire de l'agriculture, l'élevage et la toponymie. Des mots comme *tebsi* (« assiette »), *ma'adnous* («persil»), *braniya* («aubergine»), *boukraj* («bouilloire»), etc., témoignent de l'influence du turc dans l'arabe algérien. Avant l'arrivée des Français, des mots espagnols sont entrés dans la langue, par exemple, *fitchta* («fête»), *sberdina* («espadrille»), *bodjado* («avocat»), *kanasta* («panier»), *essekouila* («école primaire»), etc.

Évidemment, le français a laissé un bon fonds lexical qui illustre la capacité d'adaptation de l'arabe algérien : *funara* (« foulard »), *tcheuzina* (« cuisine »), *miziriya* (« misère »), *zarata* («il a déserté »), etc. Pour un Algérien, tous ces mots «étrangers» sont arabes.

L'arabe dialectal est transmis oralement, il n'existe ni littérature ni journaux en arabe dialectal ; il véhicule toute une culture populaire, traditionnelle et contemporaine. En général on parle l'arabe dialectal en famille, avec ses intimes, dans ses loisirs. Qu'en est-il du statut officiel de l'arabe algérien ? la réponse est très simple :

L'arabe dialectal n'est en général pas très prisé par le pouvoir. Il est souvent qualifié comme un « charabia » incapable de véhiculer une « culture supérieure » c'est pour ça que l'arabe dialectal n'existe pas officiellement ; il n'est mentionné nulle part dans la constitution algérienne ; il n'est pas enseigné ; il n'est pas langue d'enseignement ni dans les écoles publiques ni dans les universités, il est peut pratiqué par les animateurs de la télévision et pas assez par la radio. L'arabe classique est préconisé par les médias, donc l'arabe dialectal est surtout utilisé par les Algériens dans les situations informelles.

## 2-Le français

La langue française est la langue la plus controversée du paysage linguistique algérien. Étant la langue du colonisateur français, elle est perçue comme la langue qu'il a utilisée pour asseoir son autorité sur l'Algérie. Après l'indépendance, le français, ce «vestige de la colonisation», est devenu pour le gouvernement algérien comme une maladie honteuse, dont il faut à tout prix se débarrasser pour unifier le peuple algérien et se venger en quelque sorte de l'ex-colonisateur français, c'est pour ça que le gouvernement de l'époque et pratiquement tous ceux qui l'ont suivi ont adopté une politique offensive contre le français, avec plusieurs lois et ordonnances que nous avons mentionnées précédemment qui coupent tout contact entre tous les domaines de la vie publique et administrative et le français, avec les lois sur l'arabisation forcée de tous les domaines précédemment cités.

L'objectif de ce processus d'arabisation est donc la généralisation de l'arabe et sa protection du français, langue qui rivalise avec la langue nationale dans beaucoup de domaines. Après ce processus le français est devenu langue étrangère enseignée à partir de la troisième année du primaire.

Nous nous apercevons qu'à l'heure actuelle, la langue française occupe toujours une place fondamentale dans notre société, et ce, dans tous les secteurs : social, économique, éducatif. Les Algériens sont généralement francophones, ceci à différents degrés il y a les « francophones réels », c'est-à-dire, les personnes qui parlent réellement le français dans la vie de tous les jours, il y a les « francophones occasionnels », et là, il s'agit d'individus qui utilisent le français dans des situations bien spécifiques (formelles ou informelles) et dans ce cas nous relevons le fait qu'il y a un usage alternatif des langues qui sont le français et l'arabe, usage qui s'explique par certaines visées pragmatiques telles que ordonner, insulter, ironiser, tourner en dérision, et enfin il y'a les francophones que nous nommons des« francophones passifs », ce sont ceux qui ne le pratiquent pas mais le comprennent.

Bien qu'étant le deuxième pays francophone au monde après la France, selon une statistique de M Y. Derradji<sup>4</sup> le nombre de francophones serait de l'ordre de 60% à 70 %, et bien qu'ayant une presse francophone très importante avec des centaines de milliers de tirage par jour, l'Algérie est le seul pays du Maghreb à n'avoir pas rejoint la Francophonie institutionnelle pour des raisons exclusivement politiques, malgré une participation en tant qu'observateur lors du IXe sommet du 18 octobre 2002 des Etats francophones de Beyrouth dans lequel le Président algérien a marqué sa présence en tant qu'invité personnel de son homologue libanais ; l'Algérie tarde à rejoindre cette institution.

### **3- Le berbère**

Le berbère est une langue chamito-sémitique. Autrefois son aire géographique et linguistique s'étendait sans discontinuer de l'Égypte jusqu'à l'Océan atlantique « les îles Canaries », et du nord du Maghreb aux confins du désert, jusqu'en Afrique noire.

Ni l'occupation phénicienne ni la conquête romaine qui ont duré plusieurs siècles ni les autres occupations n'ont changé de façon notable la physionomie linguistique de la zone berbère, mais avec l'arrivée des Arabes qui disposant d'un temps plus grand et surtout d'un moyen d'introduction beaucoup plus puissant qu'est la religion musulmane, l'arabe a su rogner sur l'espace du berbère, le réduisant à des blocs et à des îlots traversés par des zones arabophones, mais malgré cette domination arabe, le berbère n'a pas connu le sort de certaines langues, il est toujours présent en force dans plusieurs pays.

Mais qu'en est-il du berbère en Algérie ? Les statistiques différentes d'une étude à une autre, selon certains les berbères seraient de l'ordre de cinq millions, soit 14% de la population. Pour d'autres, ils seraient de l'ordre de 8,8 millions soit 27,4 % de la population.

---

<sup>4</sup> Y. Derradji (2004) "VOUS AVEZ DIT LANGUE ÉTRANGÈRE, LE FRANÇAIS EN ALGÉRIE ? ". Les cahiers du SLADD n°02, Algérie, page 21.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que la population berbérophone est très importante dans le paysage linguistique algérien.

Le berbère a plusieurs variantes, chacune d'elles est isolée dans un espace géographique assez fermé, les principaux groupes berbérophones sont les kabyles et les Chaouias au Nord, les Mozabites et Touaregs au Sud.

Qu'en est-il du statut officiel du berbère ? Le 10 avril 2002 une révision de la Constitution promulgue le tamazight « langue nationale » et demande que l'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national. Pour obtenir ce résultat la cause berbère a dû se battre pendant plusieurs décennies.

Depuis l'indépendance, le mouvement berbère n'a cessé de revendiquer le statut de langue officielle et nationale pour le tamazight, mais pour que cette nationalisation ait lieu il a fallu passer par plusieurs étapes dont nous allons tracer les grandes lignes :

1. depuis 1988, il est possible de créer des associations culturelles berbères.
2. depuis 1989, il est possible d'éditer des livres en berbère
3. 1991 : un Département de langue et de culture amazigh (berbère) a été créé à l'université de Tizi-Ouzou.
4. 1995 : créations du *Haut-commissariat à l'amazighité* auprès de la présidence de la République qui fut chargé notamment de prendre diverses initiatives et de formuler des propositions en matière d'enseignement du berbère.

Aujourd'hui on peut dire que la situation a nettement évolué : il y a des écoles qui enseignent le berbère ; il existe un journal télévisé, des pages dans des quotidiens, des radios, des publicités en tamazight.

#### **4- L'anglais**

La place qu'occupe la langue anglaise en Algérie n'est pas très importante. Dès l'année scolaire 1995/1996 les parents d'élèves avaient le choix entre l'anglais et le français comme langue étrangère, les parents d'élèves se sont vite aperçus que dans le supérieur, la langue d'enseignement restait le français, et que parfois l'accès aux connaissances est complété par l'anglais par des besoins de traduction, ceci en général dans les phases terminales : mémoires, thèses et recherches. C'est la raison pour laquelle ces parents ont décidé massivement de choisir le français. Après quelques années, l'enseignement de cette langue fut abandonné.

L'anglais en Algérie reste présent par la musique et le cinéma.

Les langues en Algérie subissent de plein fouet les effets d'une politique linguistique qui conduit directement vers une arabisation forcée et une occultation des autres langues. Ces langues doivent survivre pour rester dans l'actualité linguistique du point de vue théorique, mais qu'en est-il de la réalité sur le terrain ?

# Chapitre 2

## **Chapitre 02 : L'alternance codique**

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, l'Algérie est un pays plurilingue et multiculturel, il y'a une grande diversité linguistique et culturelle, ce qui fait que les locuteurs algériens ont un large choix de langues à utiliser selon leurs besoins et les situations de leurs vies quotidiennes. Le contexte sociolinguistique algérien se caractérise par une situation de diglossie et de contact de quatre langues (l'arabe, le français, le berbère, et dans une moindre mesure l'anglais) et leurs variétés dans plusieurs domaines : les médias, le parler de tous les jours et dans le domaine qui nous intéresse le plus qu'est la publicité.

Cette situation de contact que nous venons de décrire entre ces différentes langues et leurs variétés qui marquent la diversité des valeurs, des normes d'usage langagier et des standards de grammaticalité qui transcendent les limites ethniques communément reconnues va engendrer une situation d'alternance codique ou « code-switching ».

Notre schéma d'alternance à étudier concerne toutes les langues parlées et présentes en Algérie dans le domaine de la publicité et plus précisément celle des entreprises de téléphonie mobile en activité dans notre pays. Cependant nous devons tout d'abord adopter les définitions attribuées par les sociolinguistes à l'alternance codique et qui répondent à notre étude.

### **1- Essai de définition :**

C'est J. Gumperz, par ses nombreuses recherches sur l'alternance codique dans plusieurs communautés de par le monde qui a contribué à en définir le concept théorique, à en délimiter les fonctions dans la conversation ainsi qu'à dégager les implications possibles à son analyse pour mieux comprendre le fonctionnement de la communication entre les interlocuteurs.

Les travaux de Gumperz ont opéré une rupture dans le domaine des études sur l'alternance. En effet, il a démontré que l'alternance codique est une stratégie communicative et non pas un simple mélange linguistique aléatoire et arbitraire comme beaucoup ont eu tendance à le croire.

Nous allons prendre en considération les travaux de Gumperz mais aussi les travaux d'autres chercheurs pour notre essai de définition.

Pour J. Gumperz « l'alternance codique dans la conversation peut se définir comme la juxtaposition à l'intérieur d'un même échange verbal de passage où le discours appartient à deux systèmes ou sous-systèmes grammaticaux différents »<sup>1</sup>.

Dans cette définition, J. Gumperz pense que le phénomène consiste, donc, pour le locuteur à passer d'une langue à une autre langue ou d'une variété de langue à une autre.

Pour E. Haugen l'alternance codique est « l'usage alterné de deux langues, cela va de l'introduction d'un mot non assimilé et isolé à une phrase ou plus dans le contexte d'une autre langue. »<sup>2</sup>

Dans cette définition E. Haugen montre clairement qu'une langue pose la base morpho-syntaxique de l'énoncé et que sur cette trame, s'insèrent des éléments d'une autre langue ; l'insertion peut se faire au niveau du morphème ou d'une unité plus grande, dans une même phrase ou d'une phrase à une autre.

Il y'a aussi la définition de P. Gardner Chloros : « il y a code switching parce que la majorité des populations emploie plus d'une langue et que chacune de ces langues a ses structures propres ; de plus chacune peut comporter des dialectes régionaux ou sociaux, des variétés et des registres distincts dans un discours ou une conversation ».<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> J. Gumperz "sociolinguistique interactionnelle" université de la Reunion. L'Harmattan 1989, page 57.

<sup>2</sup> E. Haugen " bilingualism, language contact and immigrant languages in the united states: A research report 1956-1970 " in *currents trends in linguistics: linguistics in north America*, 1973, pp.505-591.

<sup>3</sup> P. Gardner Chloros "code switching: approches principes et perspectives" dans " la linguistique"vol19, fasc, 2, 1983, page21.

Dans cette définition, P. Gardner Chloros explique que les divers phénomènes résultant du contact de deux ou plusieurs langues comme l'alternance des codes dans des sociétés elles aussi diverses et variées sont considérés comme des phénomènes naturels dans les sociétés plurilingues.

Elle insiste aussi, sur le fait que l'alternance peut avoir lieu de deux façons, soit entre deux systèmes linguistiques indépendants, soit entre deux variétés d'une seule et unique langue, elle nous signale que le changement de code peut se produire dans le discours ou la conversation c'est-à-dire dans le dialogue.

L'alternance codique trouve dans les conversations d'ordre informel un terrain de prédilection ; elle apparaît dans les différentes études sur l'alternance lorsque les inter-actants ont des conversations dites banales (la vie quotidienne, la scolarité des enfants...) mais aussi dans les conversations d'ordre personnel, des conversations entre intimes (familles et amis).

Nous pouvons aussi dire que l'alternance est étroitement liée à la nature des interlocuteurs, ils doivent bien sûr connaître les deux langues comme l'atteste J.F. Hamers et M. Blanc<sup>4</sup> « une stratégie de communication utilisée par bilingues entre eux ». Elle est aussi liée à la situation de communication, un changement de sujet au cours de la conversation peut entraîner un changement linguistique, ce que nous voulons dire c'est un changement thématique peut être une réelle contrainte pour le locuteur qui sera obligé de changer de langue.

Dans l'alternance la compétence joue un rôle très important. P. Gardner Chloros explique que la compétence linguistique des interactants au cours d'une conversation peut être une variable dans la sélection des langues à utiliser et de l'alternance. Elle dit « certains individus sont nettement plus à l'aise en français et d'autres en alsacien ; une conversation qui débute en français peut très bien passer à l'alsacien quand un des participants a de la difficulté à exprimer

---

<sup>4</sup> J.F. Hamers et M. Blanc cité par Madame Safia Asselah in "*pratiques linguistiques trilingues(arabe-kabylefrançais) chez les locuteurs algériens*" Université d'Alger1994,page89.

quelque chose en français ou bien lorsque, il suppose que l'autre préférerait parler alsacien<sup>5</sup> ».

On voit donc qu'à cause d'un problème de la compétence linguistique dû à une lacune d'un des inter-actants qui a des difficultés à communiquer en français, il y a recours à l'alternance pour la combler. Sa maîtrise imparfaite du français l'empêche d'avoir une conversation constante et soutenue dans cette langue avec son interlocuteur.

Pour Grice, le comportement linguistique d'un locuteur peut dépendre de l'identité linguistique de l'interlocuteur. Tout sujet parlant, dans une communication, peut sélectionner la langue par rapport à la communication, c'est-à-dire une langue qui soit conforme aux droits et aux obligations des deux intervenants de la communication, mais lorsque ce sujet parlant veut changer l'équilibre de ces obligations en sa faveur, il peut choisir une langue marquée pour l'acte de communication en question.

Dans ce cas, l'alternance va donc traduire soit une relation plus au moins intime, soit une relation plus formelle avec la langue.

En conclusion, nous pouvons dire que l'alternance codique est une stratégie communicative utilisée par les bilingues, dans des interactions plus au moins informelles, qui leur permet d'exprimer des intentions, de s'affirmer dans leurs sphères communautaires et linguistiques, elle permet aussi de combler un vide momentané où on se met à la recherche du mot approprié qui exprimera l'idée qu'on a dans la tête mais qu'on ne trouve pas dans la langue de base par un mot d'une autre langue ou variété de langue.

## **1.2- Les deux types d'alternance codique**

J. Gumperz distingue deux formes d'alternance codique. L'alternance situationnelle ; elle est spécifique aux « circonstances de la communication" où

---

<sup>5</sup> P. Gardner Chloros idem, page32.

des variétés distinctes sont liées à des activités, à des situations distinctes, autrement dit, ce type d'alternance est lié au changement d'interlocuteur, de lieu, de sujet, pour résumer aux circonstances de communication précédemment citées.

L'autre alternance est l'alternance conversationnelle ; elle a lieu à l'intérieur d'une même conversation, elle se produit de façon automatique. Le locuteur en est plus au moins conscient. Cette alternance se produit sans changement d'interlocuteur, de sujet, de lieu ou les autres facteurs de la communication, elle concerne les changements qui interviennent dans une même séquence avec le même interlocuteur, parfois le thème ne change même pas.

Ce que nous pouvons dire c'est que Gumperz prône une distinction assez importante entre l'alternance situationnelle et l'alternance conversationnelle, l'une désigne des variétés différentes, qui se produisent selon les situations en somme selon le changement des circonstances de la communication.

L'autre désigne le changement de code qui se manifeste à l'intérieur d'une même conversation, d'une façon moins consciente, spontanée, sans qu'aucune des circonstances de la communication ne change, que se soit permutation ou changement d'interlocuteur ou de sujet ou de thème.

L'alternance peut aussi être, selon le placement des segments alternés, Extraphrastique, interphrastique ou extraphrastique.

Elle est interphrastique, lorsqu'un élément ou un segment d'une langue qu'on appellera « langue 01 », apparaît à l'intérieur d'un syntagme d'une autre langue « langue 02 ».

Il faut faire une distinction entre cette alternance et l'emprunt, nous pouvons le faire en tenant compte de la contrainte de l'équivalence énoncé par S. Polack : « l'alternance peut se produire librement entre deux éléments

quelconques d'une phrase, pourvu qu'ils soient ordonnés de la même façon selon les règles de leurs grammaires respectives ».<sup>6</sup>

Mais nous allons voir plus tard et en détail la distinction entre les différentes notions nées des modalités du contact des langues.

Elle est interphrastique, lorsqu'on trouve un syntagme ou même une phrase d'une langue « langue 01 », dans un énoncé d'une autre langue « langue 02 ».

Enfin, elle est extraphrastique lorsque les segments alternés sont des expressions idiomatiques, des proverbes.

Pour mieux saisir cette classification de J. Gumperz, nous avons jugé utile de nous attarder sur la contribution de J.F. Hamers et M. Blanc autour de cette question.

Au plan syntaxique, ces deux auteurs considèrent que dans l'alternance de codes : « deux codes (ou plusieurs) sont présents dans le discours, des segments de discours dans une ou plusieurs autres langues (...) un segment peut varier en ordre de grandeur, allant d'un mot à un énoncé ou à un ensemble d'énoncés en passant par un groupe de mots, une proposition ou une phrase »<sup>7</sup>.

Nous avons remarqué que quelles que soient les modalités du contact de langues, le résultat est soit : l'alternance codique, l'emprunt, le code mixing ou l'interférence. En conséquence, quelle est la distinction entre ces différentes notions ?

### **1.3- Distinction entre alternance codique/code mixing/emprunt/interférence**

Dans l'alternance codique, le changement de variétés est combiné à plusieurs facteurs, comme l'intensité des émotions, l'identité du locuteur, alors

---

<sup>6</sup> S. Polack cité in "sociolinguistique" par Ndiassé Thiam, Université Nathan 1996, page 32.

<sup>7</sup> J.F. Hamers et M. Blanc cité par Madame Safia Asselah in "*pratiques linguistiques trilingues(arabe-kabylefrançais) chez les locuteurs algériens*" Université d'Alger 1994,page103.

que dans le code mixing les unités linguistiques sont transférées d'un code à un autre mais toujours en suivant des règles fonctionnelles et formelles.

Ainsi J.F. Hamers et M. Blanc notent à propos du code mixing : « (qu) il est caractérisé par le transfert d'éléments d'une langue Ly dans la langue de base Lx ; dans l'énoncé mixte qui en résulte on peut distinguer des éléments de Lx qui font appel à des règles des deux codes.(...) le mélange de codes transfère des éléments linguistiques et pouvant aller de l'item lexical à la phrase entière ; si bien qu'à la limite, il n'est pas toujours facile de distinguer entre le code-mixing ou le code-switching »<sup>8</sup>.

Il est vraiment difficile de faire une distinction entre alternance codique et le code mixing puisque la définition du premier est psychologique alors que la définition du deuxième est linguistique.

Au niveau de la description linguistique, nous devons faire la distinction entre alternance codique et interférence.

Les linguistes désignent l'interférence linguistique par le fait d'interpénétration de langues, elle se définit comme une unité ou l'ensemble d'unités ou de règles de combinaisons appartenant à une langue, qui est utilisée dans une autre langue.

Cependant l'opposition interférence individuelle et interférence codifiée sont à nuancer car il existe des interférences semi-codifiées qui se situent durant la période entre l'utilisation individuelle d'un mot étranger et son emploi généralisé par la communauté ou l'un des ses sous-groupes.

Pour D. Schaffer : « il faut deux codes bien distincts pour parler de code switching, alors que l'interférence est une instance de nivellement ou de rapprochement de deux codes, tandis que dans le code switching, le caractère distinct des deux codes est préservé. En fait l'interférence est susceptible de se codifier et de devenir un emprunt »<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> J.F. Hamers et M. Blanc "*bilinguisme et bilinguisme*" Mardaga, Bruxelles 1983, page 168.

<sup>9</sup> D. Schaffer : "*the place of code switching in linguistic contact*" in "aspect of bilingualism", horn bean press, 1978, page 275

En effet, le contact de langues pendant la période coloniale (le français, l'arabe, l'espagnol, le maltais, l'italien et le berbère) surtout dans les grandes villes a conduit à des emprunts massifs, résultat d'une situation de contact de langues.

Emprunt et alternance codique ne sont cependant pas à placer sur le même plan.

L'emprunt, à plus ou moins long terme, est intégré à la langue d'accueil et se coule en principe dans les moules offerts par cette langue. L'emprunt est un phénomène sociolinguistique. Selon un dictionnaire récent de linguistique l'emprunt « est nécessairement lié au prestige dont jouit une langue ou le peuple qui la parle, ou bien du mépris dans lequel on tient l'un ou l'autre (péjoration).

Le type de rapport entretenu entre deux communautés pourra être mis en relation avec le nombre d'emprunts d'une part et l'équilibre ou le déséquilibre de ce nombre d'autre part »<sup>10</sup>.

L'emprunt est le résultat d'un contact intense entre des langues en présence, il favorise le développement d'une langue en la faisant évoluer, nous allons voir au cours des prochaines années un accroissement rapide de l'emprunt à cause des nouvelles technologies comme Internet par exemple, qui rapproche les langues de façon spectaculaire.

L'emprunt n'est pas utilisé pour décrire une réalité culturelle étrangère même si le mot est étranger à la langue employée, les termes incorporés à la langue entrent dans ses structures syntaxiques.

Si l'emprunt se situe surtout au niveau du mot ou de la proposition, l'alternance, elle est une affaire d'interprétation de la conversation.

Enfin, nous pouvons dire que tous ces phénomènes sont le résultat d'un contact des langues dans des situations de bilinguisme ; ainsi l'alternance codique est au carrefour de l'emprunt et de l'interférence.

---

<sup>10</sup> J. Dubois, dictionnaire de linguistique, Paris 1973, page 188.

# Chapitre 3

## **Chapitre 03 : l'emprunt**

« La recherche d'un terme propre au français pour désigner l'objet ou la notion est une bonne solution en soi, mais il n'est pas toujours facile de donner artificiellement à ce mot une vie réelle. » (Honvault, 1995 : 16).

À un moment ou à un autre de son existence, toute langue est amenée à connaître le phénomène de l'emprunt. Le contact des langues, inéluctable même pour les langues les plus isolées géographiquement, peut aboutir à des transferts (*transmissions*) de mots. Ceux-ci sont d'autant plus importants que la relation entre les peuples est étroite (Walter, 2001). Un contexte sociolinguistique complexe peut aussi induire des transferts lexicaux et des mélanges de langues (Boukous, 1995). Ainsi, l'emprunt peut être considéré comme la conséquence linguistique d'une situation plurilingue, par exemple. Il convient, dans ce chapitre, de mener une présentation théorique sur l'emprunt en nous fondant sur les apports des linguistes qui ont étudié ce phénomène. Qu'est-ce qu'un emprunt ? Quels sont les différents types d'emprunts ? Ce chapitre, intitulé « Emprunter », s'attache à apporter un éclairage sur cette notion.

### **I. De la définition de l'emprunt linguistique**

Dans un premier temps, nous proposons un tour d'horizon des différentes façons de définir l'emprunt. Nous donnerons, dans un second temps, la définition retenue dans le cadre de l'identification et de l'étude des emprunts de notre corpus.

## I.1. Réflexion sur l'emprunt et problèmes terminologiques

C'est l'appellation même « d'emprunt » qui est, d'abord, l'objet de discussions.

D'après certains auteurs, ce terme n'est pas tout à fait correct et cette étiquette est très souvent critiquée. Elle impliquerait, en effet, une sorte de « séjour » occasionnel ou temporaire ou encore de « passage linguistique » dans le pays d'accueil, qui s'achèverait par un retour au pays d'origine. Haugen fait remarquer que la métaphore de l'emprunt est inadéquate dans le cas de l'emploi de mots étrangers dans une langue :

“The metaphor implied is certainly absurd, since the borrowing takes place without the lender's consent or even awareness, and the borrower is under no obligation to repay the loan.” (Haugen, 1950 : 211).

Dans le langage courant, « emprunter » quelque chose suppose que cette chose sera restituée, à un moment ou à un autre. C'est précisément cette étape de restitution qui fait défaut, dans la notion d'emprunt. Les mots « adoption » ou « diffusion » sont proposés par Haugen en guise de remplacement, mais ils présentent des inconvénients :

Si le processus s'appelle « adoption », dans ce cas-là il est difficile de donner un nom au résultat qui serait formé sur la même racine : “But what would one call a word that had been adopted-an adoptee?” (*idem*, 211) ;

Le mot « diffusion » apparaît dans la terminologie de l'anthropologie et reste ambigu puisqu'il supposerait une diffusion de la langue et non de certains de ses composants :

“We might well speak of linguistic diffusion, though this would suggest the spread of the language itself rather than of elements from it.” (*idem*, 211).

Le terme « emprunt » s'est donc imposé face à des concurrents sémantiquement inappropriés.

Il est évident que « vol<sup>1</sup> » n'est pas adéquat non seulement en raison de sa connotation négative mais aussi parce qu'il est trop catégorique et qu'il oublie le fait que le mot qui est emprunté peut toujours être employé dans sa langue source.

Certaines relations linguistiques intimes, celle du français et de l'anglais en l'occurrence, engendrent des emprunts effectuant des allers-retours entre les deux idiomes. En narrant l'extraordinaire épopée des langues française et anglaise, Walter (2001), souligne que de nombreux mots, qualifiés comme étant des anglicismes aujourd'hui, ne correspondent en fait qu'à un « juste retour des choses » (2001 : 2) ; en d'autres termes, on attribue souvent à des lexies une origine anglaise alors que ces mots sont nés de la langue française. L'étiquette d'emprunt se doit donc d'être maniée avec une grande précaution.

Par ailleurs, le terme « emprunt » est employé pour désigner à la fois le processus et son résultat. Cette dualité sémantique peut être gênante (Winford, 2005 : 374) dans la mesure où le terme « emprunt » est parfois utilisé sans que l'on sache si c'est le processus ou son résultat qui est désigné. Winford rappelle dans le même temps que la myriade de termes<sup>2</sup> employés pour faire référence au passage de mots d'une langue à une autre peut être source de confusion. Les auteurs ont donc tout intérêt à déterminer avec précision ce qu'ils désignent par les termes « emprunts », « influence », « transferts » et autres, afin de lever toute possibilité d'un désordre sémantique et de faciliter la compréhension. Ainsi, pour Haugen le thème de l'emprunt recouvre une

---

<sup>1</sup> Haugen évoque cette éventualité : “One might as well call it stealing, were it not that the owner is deprived of nothing and feels no urge to recover his goods.” (Haugen, 1950 : 211).

<sup>2</sup> Donald Winford publie en langue anglaise. Mais le vocabulaire existant pour parler de l'emprunt est de la même façon riche en français. Les confusions sont donc largement possibles, étant donné que la synonymie n'existe que très rarement.

terminologie complète, mais dont la plupart des composants ne réfèrent pas au processus d'emprunt lui-même mais aux différentes formes qui en résultent :

“Borrowing as here defined is strictly a process and not a state, yet most of the terms used in discussing it are ordinarily descriptive of its results rather than of the process itself.” (Haugen, 1950: 213).

“They are merely tags which various writers have applied to the observed results of borrowing.” (*idem.*)

Loubier, pour sa part, (2011 : 10) considère que l'emprunt se définit à la fois comme le procédé et son résultat. Onysko précise lorsqu'il souhaite désigner par « borrowing » l'élément emprunté ou le processus qui en est à l'origine : “Borrowing (transmission of linguistic units)” (2007 : 31).

## **I.2. Définitions de l'emprunt et problèmes définitoires**

Entrant dans la catégorie des effets du contact des langues, l'emprunt, ou *borrowing* en anglais, trouve diverses définitions dans la littérature existante. Elles sont parfois complémentaires et mettent chacune en avant un aspect spécifique de l'emprunt.

Intéressons-nous, tout d'abord, à la définition fournie par le Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage :

« Il y a emprunt linguistique quand un parler A utilise et finit par intégrer une unité ou un trait linguistique qui existait précédemment dans un parler B (dit langue source) et que A ne possédait pas ; l'unité ou le trait emprunté sont eux-mêmes qualifiés d'emprunts. » (Dubois et al. 1994 : 177)

À partir de cette définition, on peut déduire que l'emprunt linguistique implique la présence de deux langues : l'une est la langue source, prêteuse (appelée ici langue A), l'autre est la langue cible, emprunteuse (langue B). Dans la langue A, le terme en question existait antérieurement au contact linguistique alors que dans la langue B, il y a importation d'une forme

nouvelle. La langue source devient la langue d'origine du mot et la langue emprunteuse est alors sa langue d'accueil, caractérisée par un système linguistique différent de celui de la langue d'origine du mot. Le transfert de lexie s'opère de façon unidirectionnelle, de la langue source/donneuse vers la langue cible/réceptrice. La langue source présente une stabilité absente dans la langue réceptrice laquelle au contraire constitue une « entité variable qui présente une capacité de changements, provoqués par la transmission [de mots] » (Onysko, 2007 : 83).

Les linguistes s'accordent à dire que le contact entre deux langues est la condition préalable à tout transfert de mots. Mais c'est la nature de ce transfert qui peut être perçue différemment par les auteurs. Par exemple, Haugen considère que le contexte d'utilisation d'un emprunt est prépondérant. Avant d'énoncer sa définition de l'emprunt, il pose des généralités de comportement linguistique :

“We shall assume it as axiomatic that EVERY SPEAKER ATTEMPTS TO REPRODUCE PREVIOUSLY LEARNED LINGUISTIC PATTERNS in an effort to cope with new linguistic situations. AMONG THE NEW PATTERNS WHICH HE MAY LEARN ARE THOSE OF A LANGUAGE DIFFERENT FROM HIS OWN, and these too he may attempt to reproduce. If he reproduces the new linguistic patterns, NOT IN THE CONTEXT OF THE LANGUAGE IN WHICH HE LEARNED THEM, but in the context of another, he may be said to have 'borrowed' them from one language into another.” (Haugen, 1950 : 212)<sup>3</sup>.

Il explique que tout énonciateur se trouvant dans une situation de communication nouvelle tente d'utiliser des formes linguistiques connues, parmi lesquelles figurent les formes étrangères. Autrement dit, face à un besoin, l'énonciateur va puiser dans les ressources lexicales qui lui sont

---

<sup>3</sup> Les majuscules apparaissent dans le texte original d'Einar Haugen.

connues, y compris dans les mots qui sont étrangers à la langue dans laquelle il s'exprime. Haugen insiste, justement, sur ce point en affirmant que le contexte d'emploi de la lexie étrangère est déterminant : ce n'est que lorsque le sujet emploie une langue différente de celle dans laquelle le mot étranger est issu que l'on peut parler d'emprunt. La définition de l'emprunt que donne le linguiste découle de ces critères.

### **I.3. Définition choisie de l'emprunt**

Au vu des différentes définitions de l'emprunt que nous avons relevées lors de notre recherche documentaire, il convient de déterminer ce que nous considérons comme emprunt dans le cadre de nos travaux sur un corpus de la presse francophone.

Nous avons voulu présenter la situation sociolinguistique du Maroc dans la mesure où nous sommes parties de l'hypothèse selon laquelle les langues en présence exercent entre elles des « influences réciproques » (Benzakour, Gaadi, Queffélec, 2000 : 110). Nous avons également supposé que la presse marocaine d'expression française contienne de nombreux emprunts à l'anglais, à l'instar des écrits journalistiques de certains pays européens (Onysko2007). Nous nous attendions, ainsi, à relever des emprunts à l'anglais ainsi qu'aux langues locales, présentées dans le premier chapitre de la thèse. Compte tenu de ce cadre de travail, il convient de déterminer ce qui constitue un emprunt, en délimitant cette notion : **nous considérons comme emprunt tout élément formellement rattaché à une autre langue que le français.** Cette conception de l'emprunt est fortement inspirée de celle d'Onysko, dans la mesure où nos objectifs de recherches sont comparables. Onysko prend appui sur la théorie suivante : lorsqu'un besoin lexical se fait sentir dans une langue A (par exemple, dans le domaine de l'informatique), cette langue importe des mots d'une langue B, la forme et les sèmes de ce mot prenant part à cette importation. Il y a, donc, une relation étroite entre la

forme et le sens dans le contexte de transfert lexical. Cet argument justifie l'exclusion des influences sémantiques dans l'étude des emprunts. Pour les mêmes raisons, et au nom de la systématisme dans un corpus vaste, il convient de ne pas traiter les influences sémantiques de la même façon que les emprunts formels. Nous excluons, donc, les innovations sémantiques de notre étude sur les emprunts utilisés dans la presse marocaine d'expression française<sup>4</sup>.

Notre conception de l'emprunt nous conduit également à exclure les « calques » de notre étude, étant donné qu'il s'agit, comme les influences sémantiques, d'éléments qui ne présentent pas la marque formelle d'une importation. En revanche, les faux emprunts et les constructions hybrides répondent à la définition de l'emprunt, comme nous l'entendons dans ce travail de thèse. Bien qu'étant de facture française, ils présentent, en effet, des formants d'origine étrangère. Ceux-ci sont issus d'une importation, qui s'accompagne d'un « remaniement » visant à forger des nouvelles lexies.

Il n'en reste pas moins qu'il y a bien eu transfert d'éléments formels étrangers. Il convient, donc, d'attribuer le statut d'emprunt également à ces « créations françaises sur des bases étrangères empruntées » (Jacquet-Pfau et Sablayrolles, 2008 : 21).

En outre, l'approche de Van Coetsem est pertinente, dans le cadre de notre travail, dans la mesure où sa conception de l'emprunt prend en compte la situation dans laquelle l'emprunt est réalisé, ainsi que le niveau de connaissance des langues d'origine et d'accueil du mot d'emprunt. Les textes du journal *Au Fait* étant rédigés par des personnes bilingues, il est important de tenir compte de ce contexte pour déterminer ce qui correspond à un emprunt.

---

<sup>4</sup> Il convient d'ajouter que le repérage des innovations sémantiques dues à l'influence d'une langue étrangère est encore au stade expérimental. Renouf a récemment proposé de repérer les néologismes sémantiques en observant, en diachronie, l'évolution des collocats des probables néologismes sémantiques, ainsi que l'évolution de leur fréquence d'emploi (Séminaire du CLILLAC-ARP, 27/01/2014, Université Paris Diderot).

Dans la suite de cette thèse, nous désignerons par les termes **anglicisme** et **arabismes** les emprunts faits, respectivement, à l'anglais et à l'arabe.

## **II. l'emprunt dans tous ses états (typologie de l'emprunt)**

La question des types d'emprunt a fait l'objet de plusieurs analyses et discussions. Les classifications germanophones, en particulier, sont nombreuses (Betz 1949, Zindler 1959, Cartensen 1965, Jansen 2005). La terminologie utilisée par les linguistes allemands pour analyser les emprunts est souvent la même. De plus, même s'ils ne donnent pas tous les mêmes appellations aux catégories d'emprunt, leurs classifications sont parfois très similaires<sup>5</sup>. Les emprunts ont aussi fait l'objet de plusieurs propositions de classification du côté français. C'est surtout sous l'angle de la néologie que ces catégorisations ont été élaborées (Sablayrolles, 2000) mais aussi, plus largement, en lexicologie (Humbley 1974, Loubier 2011). En terminologie, les types d'emprunts ont aussi fait l'objet de discussions (Depecker 2001). Les différents auteurs s'attachent, dans chacun des cas, à établir une classification qui convient à leurs objectifs de travail.

Même si les terminologies en matière de types d'emprunt ne font pas consensus, et que les avis divergent à plusieurs niveaux, nous avons remarqué que les linguistes identifient *grosso modo* les mêmes catégories d'emprunts. Certaines appellations et notions apparaissent de façon fréquente dans les différentes typologies. Tel est le cas du concept de « faux emprunt », par exemple. Du côté allemand, on retrouve souvent la dichotomie « emprunt direct » et « emprunt indirect » alors que du côté français, on utilise les concepts d'influence (Sablayrolles, Jacquet-Pfau, Humbley 2011) pour décrire les mots français créés à partir d'éléments empruntés.

---

<sup>5</sup> Pflanz (2012) passe en revue de façon détaillée les classifications germanophones des emprunts.

## **II.1. L'emprunt de type intégral**

Le premier type d'emprunt, sans doute le plus évident à repérer, est celui d'emprunt intégral. L'emprunt est intégral lorsqu'il est le résultat de l'importation d'un signifiant et de son signifié, autrement dit d'une forme et de son contenu sémantique. Lors de son importation dans la langue d'accueil, la lexie n'a pas subi de modification par rapport à son modèle en langue d'origine. C'est sur ce point que nous distinguons les emprunts intégraux des emprunts intégraux adaptés, que nous aborderons dans la section suivante.

## **II.2. L'emprunt intégral adapté**

L'emprunt intégral adapté est un mot issu de l'importation d'une forme étrangère s'accompagnant d'une modification. Celle-ci correspond à une intégration morphologique à la langue emprunteuse. Nous utilisons dans notre thèse de façon synonyme les termes « adaptation » ou « assimilation » pour faire référence aux modifications que subit l'emprunt lors de sa réception dans le système de la langue d'accueil. L'intégration grammaticale, qui concerne aussi les autres types d'emprunt, n'est pas un critère suffisant pour considérer un emprunt intégral comme « adapté ».

## **II.3. Les faux emprunts**

Les faux emprunts utilisés en français sont des mots de facture française créés sur la base de matériel étranger. De ce fait, un faux emprunt n'existe pas dans la langue d'origine de ses formants. Cette « absence » de la lexie en langue source est mise en avant dans la définition de Jacquet-Pfau, Humbley et Sablayrolles :

« [...] mots qui n'existent pas dans la langue censée être la langue source. »  
(2011 : 226).

D'après Jacquet-Pfau et Sablayrolles, les faux emprunts dans le cas du français sont des « créations françaises mettant en oeuvre des formants d'origine étrangère et se conformant le plus souvent aux principes de la

langue étrangère d'où sont issus ces formants » (2008 : 22). Le mot *tennisman* en est un, puisqu'il n'existe pas en anglais, de même que *camping-car*. Pourtant, leurs formants sont bel et bien rattachés à l'anglais. Onysko (2007 : 57) fait remarquer que la création de mots qui ont « l'air anglais » est un phénomène qui a lieu dans beaucoup de langues en contact avec l'anglais, comme l'allemand, le slovène, le russe ou l'espagnol.

#### **II.4. L'emprunt hybride**

De même que les faux emprunts, les emprunts hybrides sont des créations françaises faites à partir d'éléments empruntés. À ce titre, Jacquet-Pfau et Sablayrolles (2008) les considèrent comme des faux emprunts particuliers, ceux qui, en français, « mettent en jeu un élément français et un élément étranger » (2008 : 23). S'attachant à différencier les constructions allogènes des emprunts hybrides, Humbley s'appuie sur cette définition de l'hybride :

“[...] of at least one element of the source and one of the receptor languages” (Humbley : à paraître).

Le mot hybride vient du latin *hybridat* signifiant « de sang mêlé ». En sciences, il est utilisé pour désigner tout ce qui provient du croisement naturel ou artificiel d'espèces, de races ou de variétés différentes. Le Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage définit le mot hybride comme étant « un mot composé dont les constituants sont empruntés à des racines de langues différentes » (1973 : 246). Est cité en exemple le mot *automobile*, dont les morphèmes sont d'une double origine : *autos*, qui est grecque et *mobilis*, d'origine latine. Néanmoins, comme le souligne Kortas, cette définition ne peut s'appliquer à l'ensemble des constructions hybrides que l'on trouve aujourd'hui étant donné qu'elle « limite le concept en question à des formations qui ne se composent que de racines, donc d'éléments lexématiques, ce qui implique surtout la présence de confixes gréco-latins

(aéroduc) » (Kortas, 2009 : 536). La confixation traditionnelle n'est pas seule créatrice de mots hybrides.

# Partie Pratique

# Chapitre 1

## **Deuxième partie : Cadre Méthodologique**

### **Chapitre 01 : corpus**

Le présent chapitre s'attache à fournir les informations relatives au corpus que nous avons choisi d'explorer afin de vérifier les hypothèses formulées dans le premier volet de la mémoire. Nous avons choisi la presse d'expression française comme terrain de recherche. Il conviendra, donc, de présenter le corpus linguistique qui constitue le socle de notre recherche.

Le second axe de ce chapitre consiste en une vue d'ensemble des résultats obtenus à l'issue de l'étape de repérage des emprunts.

#### **1. Choix du sujet et du corpus**

Nous avons donné des informations d'ordre général sur la presse algérienne. Observant la diversité des journaux existants, nous avons pensé qu'il serait judicieux de porter notre choix sur la presse généraliste. En outre, compte tenu de nos objectifs de recherche, il était important de disposer d'un corpus susceptible de montrer la réalité des interactions entre les langues utilisées à l'Algérie. Nous avons jugé qu'un journal gratuit, de par sa diffusion, constituerait un champ d'étude adéquat. Nous avons, par conséquent, porté notre choix sur le quotidien *Elwatan*.

#### **1.2. Constitution du corpus**

##### **1.2.1. Le journal Elwatan algérien**

Le journal Elwatan paraît pour la première fois le 8 octobre 1990<sup>1</sup>. Il est fondé par un groupe d'anciens journalistes d'El Moudjahid à la suite de la promulgation d'une loi (dite loi Hamrouche) autorisant la presse privée en Algérie.

---

<sup>1</sup> « Qui sommes-nous ? » [archive] [php], sur [elwatan.com](http://elwatan.com), Elwatan, 6 août 2013 (consulté le 10 novembre 2015)

Elwatan est considéré comme le journal de référence en Algérie<sup>2</sup>. Son directeur, Omar Belhouchet, a reçu plusieurs prix internationaux<sup>3</sup> dont la Plume d'or de la liberté en 1994, récompense remise par l'Association mondiale des journaux.

Le journal a été suspendu à six reprises depuis 1993 (la dernière suspension datant de 1998) et interdit de publicité publique. À l'occasion de son vingtième anniversaire, Elwatan a publié en 2010 un numéro spécial illustré en première page par un dessin de son célèbre caricaturiste Hicham Baba Ahmed (Le Hic) qui résume ces vingt ans en quatre planches : « Elwatan est né sous Chadli, a espéré sous Boudiaf, a résisté sous Zéroual et a survécu sous Bouteflika ».

### **1.2.2. Contenu et format**

Le journal utilise le format tabloïd (41 × 29 cm environ). Son titre est accompagné du sous-titre : « Quotidien Indépendant ».

Quotidien généraliste, Elwatan qui traite aussi bien de politique intérieure que de faits divers, de culture, d'économie, de sport ou d'actualité internationale. Parmi les rubriques phares du journal, citons :

- On vous le dit, rubrique constituée de brèves, d'informations insolites et d'indiscrétions ;
- Point Zéro, chronique de Chawki Amari en dernière page ;
- Les caricatures de Hicham Baba Ahmed (Le Hic) et de Maz.

---

<sup>2</sup> a, b, c, d et e « Omar Belluchet » [archive] [html], sur [senat.fr](http://senat.fr), Sénat (France) (consulté le 11 novembre 2015).

### **1.2.3. Le corpus**

Souhaitant disposer d'un corpus assez récent, nous avons, dès le début de notre mémoire, entamé une récolte des articles du journal *Elwatan*.

Nous avons alors sélectionné des articles en les classant par rubrique. Compte tenu du fait que nous tenions à travailler sur un large corpus, nous avons constaté qu'une sélection manuelle des articles n'était pas une démarche appropriée pour notre recherche.

# Chapitre 2

## Chapitre 02 : Les emprunts dans et Analyses des données le journal Elwatan

En tenant en compte de la fréquence nominale dans le corpus l'analyse linguistique va intégralement porter sur le nom. La liste suivante contient l'ensemble des emprunts relevés, pour ne retenir que ceux qui répondent à nos questionnements :

Salem-le wali- la tijara- ould el bled - médina- khobzeddar- el barrani- meskine-derb- maalich- oualou- bouya –nouzoul –bramils – djihad – la nekba –ouldènes-zilzel – la baraka –ouzidouzid –mouchkil–archum –ourakourak –moula khir –un bermil –des hadjs(des hadji) – la दौरا –waqfs – émirs –les djihadistes –el quaida – baroud d'honneur- bendir –chanson rifie –le berrah –la dahia –biaatha- la charia –cheikh –les imams – les mourchidate –graba – la chedda –el ourouba – la umma – caids – khottote –mouchkila –les mousafirine – Le raïs –nassérisé –darakwatani –le muezine – Saëd –des ulémas –des fatwas –le bkhour –moudjahid –haragas –cheb –chikha –adhansalafistes–djilbab –la fitna- ud –la mouhafadha – rebab –kasmate – médersa –majliss –l'ijtihad –cheche –gandoura- kharédjismes –le mufti –chouhada –diarerrahma –zerda –hai –katiba –l'istiqlal – la gammaaislamiya.

### 1-Intégration phonologique

L'intégration phonologique ou phonétique accompagne souvent l'intégration graphique et donne à l'emprunt une coloration française.

Mais le critère de prononciation selon le système phonétique français n'est pas toujours décisif pour juger du degré d'intégration des emprunts. C'est donc une relative francisation de la prononciation qui est due à la contrainte de l'accent sur la dernière syllabe distinguant ainsi le Français.

Très souvent, une double prononciation s'installe, l'une francisée, l'autre conforme au phonétisme d'origine, ou du moins qui tend au respect de ce phonétisme. En voici les cas les plus récurrents : la *Umma* orthographié aussi la *Oumma*. et prononcé soit /*uma*/ ou /*yma*/.

C'est ainsi que la consonne post-palatale uvulaire [q] de *Waqfs* « sorte de loi islamique » orthographié aussi *Wakfs* par exemple, tend à laisser la place à sa voisine post-palatale [k], comme en témoignent leurs graphies.

La réalisation, de certains traits phonétiques (des voyelles inexistantes dans le phonétisme arabe /y/ et /e/ remplacés par (/ i / à la place de / y / et le / u / à la place de / e / utilisés par les journalistes à des fins humoristiques car ils reflètent la prononciation dialectale des traits français illustrés dans les exemples suivants : *la mitiel et le tourourisme*. Cet emprunt d'un trait arabe courant dans un mot français est aussi considéré comme un emprunt employé par les journalistes à la recherche d'un effet comique approuvé par le public lectorat c'est tendre vers une relative arabisation, dans la mesure où « on ne doit pas oublier que les langues s'approprient aussi des sons, des façons de d'accentuer ».

Les affriquées en position initiale sont également maintenues dans la variété régionale du français pratiquée en Algérie, soit le / d\_/, au rendement relativement élevé dû à la fréquence de certains mots comme : *djihad* [d\_ihad] « guerre sainte » copié sur *djin/d\_in/* ancien emprunt intégré aussi : *djilbab/d\_ilbab/*, les *djihadistes/d\_ihadist/*, ceux aussi en position finale comme *moudjahid/mud\_ahid/-* des *hadjs/had\_-* *kharédjisme*.

Il faut reconnaître aussi que « plus l'emprunt s'intègre à la langue d'accueil, plus sa matrice phonétique tend à se convertir en matrice plus proche, plus conforme aux données de la matrice phonologique du français hexagonal Autrement dit, les phénomènes étrangers au système tendent à céder peu à peu le pas aux phonèmes voisins, plus proches de la langue d'accueil, du point de vue du mode et/ou du point de vue articulatoire. » à l'exemple de : *mufti/myfti/* au lieu de *mouftti* (prononciation conforme à l'arabe).

La consonne pharyngale, inconnue en français, tend à être remplacée par une voyelle ou disparaît tout simplement. C'est le cas dans les exemples suivants : *ulému /ulema/* « savant(s) en théologie », ou *ud / ?d/* « instrument de musique » la *charia* (loi islamique).

Outre ces sons nouveaux, le français, tel qu'il est pratiqué en Algérie, se caractérise également par un accroissement de la fréquence d'emploi de certaines réalisations. C'est le cas en particulier des semivoyelles, comme le /j/ ou le /w/, largement attestées non seulement en position interne ou finale comme dans *charia* [\_arja] « loi islamique » *dahia* [dahija] « département ou une division ». Quant au /w/ attesté surtout en position initiale de mot dans la plupart des cas, comme par exemple : *wilaya* [wilaja] « région administrative composée de deux ou plusieurs provinces », /waqf/ et *watani*. En position finale le cas de *wazn* [wazn] « en musique, combinaison de durées », la *fetwa/fetwa/*.

Enfin, on assiste quelquefois à une francisation du mot emprunté. Tel est le cas de : *wakfs*, des *kasmate* – la *kadiria*, où l'on a substitué au son [q] de consonance étrangère le son [k], plus conforme à la norme phonologique française, et à la voyelle [a] de la première syllabe la voyelle [e], ce qui a donné la forme : *fetwa* parfois laissé *fatwa*, le même cas est attesté pour *rebab*, *nekba*.

C'est également la même remarque pour le terme : *amir*, en remplaçant les voyelles originelles [a] de la première syllabe par [e] à la française : il en résulte la forme suivante : *émir* le cas aussi de *médina*, *méderssa*. Même remarque pour la voyelle /u/ remplacée par le son /y/ dans l'exemple de *umma*, , *mufti*, *ud*, dans un essai de rapprochement du phonétisme français.

Les voyelles et les consonnes communes au français et à l'arabe, elles ne sont pas modifiées, en général, dans les emprunts. Sur le plan phonétique, on souligne donc l'abandon incontournable, mais non constant, des sons de la langue arabe qui n'existent pas dans le système phonologique français, à l'exemple des gutturales, les uvulaires, les pharyngales et la longueur vocalique à caractère distinctif.

Pour conclure et en accord avec Benzakour, pour qui « on ne saurait chercher dans la prononciation les signes de l'intégration du terme étranger au français. Chaque mot est traité comme une unité séparée, selon ses caractéristiques graphiques et phonologiques et non selon le système ».

## 2- Intégration graphique

Quelques remarques particulières s'imposent concernant la graphie des mots empruntés à l'arabe. Il est à signaler que c'est la graphie la plus francisée qui s'emploie le plus fréquemment. Cette tendance permanente à la francisation de la graphie démontre que l'emprunt est en voie d'installation selon le système français « en fait, plus la phonie du mot s'intègre, plus sa graphie se simplifie »<sup>10</sup>, soit les exemples suivants : -umma- wakf -kasmate- ulémas muftti ce qui traduit peut-être une hésitation graphique, situation qui s'explique sans doute par la prégnance relativement forte de l'écrit arabe.

Il arrive même que cette intégration soit graphiquement renforcée par la présence d'accents français, comme dans émîr -uléma, médîna.

Il en va de même du remplacement : (1) du ou par le u dans oumma - umma « communauté musulmane » (2) du k par c, plus conforme aux habitudes graphiques du français où « c » est plus fréquent que « k », comme dans caïd, la casbah plus proche également aux habitudes graphiques du français. Cela dit, les transcriptions graphiques transcrivent les phonèmes, comme les variantes des phonèmes, qu'un même phonème puisse recevoir différentes transcriptions.

On peut également noter l'apparition fréquente, en finale de mots, d'un e muet, fait inexistant en arabe, comme dans tajine « plat de viande et de légumes », moujakidînes « guerriers de l'Islam » moussafirîne « les voyageurs » meskîne « le misérable... etc.

De même, on peut relever des termes employés sous une forme redoublée, procédé syntaxique d'insistance caractéristique de l'arabe, tel est le cas de oualououalou « rien » ouzidouzîd « encore » - ourakourak « évoquant la poursuite »

En résumé lorsque L1 et L2 utilisent des systèmes de codage graphique sans rapport (cas des langues européennes et de l'arabe) la mémoire ne peut jouer ou ne joue que très indirectement. Ce qui est constaté est que la pratique graphique adoptée par la presse algérienne de langue française vis-à-vis des emprunts semble se caractériser selon D.Morsly par « une asystématicité et une

hésitation impressionniste commandée par le libre-arbitre des journalistes ». Ce qui permet de dire que les habitudes graphiques propres à chaque journaliste expriment sa compétence en arabe, ce qui ne peut être érigé en règles.

D'autre part, il est vrai qu'en règle générale le maintien de la graphie d'origine, tout comme l'usage des italiques, des guillemets et des autres marques, signale le xénisme et en rappelle l'origine étrangère du mot. Seulement ce qui frappe à l'oeil, c'est qu'il en est rien de tout ceci. Au contraire, c'est voulu reflétant ainsi un sentiment linguistique d'intégration dans le français de variété algérienne, langue adressée aux locuteurs algériens ce qui manifeste une certaine familiarité avec l'emprunt nullement senti comme xénisme dans la mesure où on manipule un terme local. Pour conclure, le critère de la graphie ne peut être qu'un indice trompeur du degré d'intégration au système français.

## **2-Intégration morphosyntaxique**

### **A- le nombre**

Le mode de formation du pluriel est variable. Trois cas ont été relevés :

-Le pluriel est arabe, présentant pour certaines lexies une variante graphique du vocable. Dans ce cas, le pluriel est marqué sémantiquement et non grammaticalement. C'est par exemple le cas de bouldène, khototte, de moudjahidine, kasmate-mourchidate, tchouhada et harraga.

-Le pluriel est de formation française. La morphologie du pluriel arabe est supprimée et laisse place au (s) du pluriel français, modification qui peut être pris pour indice d'intégration. Mentionnons à titre d'exemple illustratif les cas de wakfs- imams –émirs –des hadjs –fatwas –dairas – wilayas, et une deuxième proposition pour harragas.

Cette correspondance de l'emprunt avec le système de la langue cible exprimerait dans ce cas, l'ignorance des règles de la langue- source, de la part des journalistes qui n'en ont qu'une connaissance réduite de l'arabe classique. Le journaliste ne s'incombe d'aucune règle pourvu que le message passe. On est

devant un chevauchant entre les règles des deux codes devant la nécessité de communication.

-Le pluriel est une combinaison des deux systèmes, c'est-à-dire qu'il intègre à la fois un signifiant arabe et un signifiant français, comme dans : des bramils-Haragas attesté aussi avec des ulémas, des mouchkils ce sont des pluriels particulièrement redondants mettant en oeuvre les logiques des deux langues. Donc, il en résulte que le marquage du pluriel est dicté par l'intuition que le recours à la règle.

## **B - le genre**

Quant au genre des emprunts, il semble le mieux maîtrisé. Il correspond, dans la majeure partie des cas, à celui de la langue source, en témoignent les exemples suivants : la tijara, la wilaya, la baraka, un bermil ,le muezzin, la fitna,. ladahia, la charia, la mouhafadha, une katiba, une zerda... etc.

L'adjectif d'origine arabe emprunté par le français s'accorde en genre et en nombre selon le système français, ainsi que l'atteste l'exemple suivant : on parle de chanson rife. L'adjectif d'origine arabe emprunté par le français s'accorde également en genre et en nombre selon le système de la langue source, l'arabe.

Ainsi les exemples :Darakwatani, la Gamma Islamiya

Par ailleurs, certains emprunts peuvent concerner des unités supérieures au mot et conserver leur forme de la langue de départ. Tel est le cas de synthèmes comme ould el bled, khobzeddar,- Allah ghaleb, Moula khir, aussi Darakwatani-la Gamma Islamiya. Ceci démontre que c'est dans le domaine syntaxique que les emprunts se révèlent les mieux intégrés puisqu'ils adoptent prioritairement les règles d'accord de la langue d'accueil.

Pour conclure, il y'a lieu de parler d'une résistance à l'article français qui semble se situer pour les emprunts à l'arabe classique, sans doute parce qu'à l'origine ils sont souvent accompagnés de l'article arabe et paraissent, sur le plan de la réalisation, constituer des unités insécables.

#### **4- Intégration morpho- lexicale**

Dans la contrainte de rendre compte de réalités sociales, politiques et culturelles spécifiques, les journalistes utilisent les emprunts aux langues locales en leur appliquant toutes les potentialités dérivationnelles du système linguistique français (préfixal et/ou suffixal). De ce fait, le procédé de dérivation par suffixation semble très fécond illustré dans les exemples suivants : les djihadistes - kharédjisme - les salafistes- Nasrallahnassérisé.

L'emprunt peut alors être la source de nouveaux signifiants et également à de nouveaux signifiés dans la langue d'accueil. Dans ce cas, l'élément étranger au départ peut être considéré comme intégré dans la langue emprunteuse.

La formation d'unités hybrides par composition peut aussi être considérée comme un signe d'intégration morphologique. C'est le cas lorsqu'un emprunt à l'arabe (classique ou dialectal) fonctionne comme élément de composition en liaison avec des mots français. La modalité de base arabe est fréquemment un nom. Les exemples de ce type sont fort nombreux. Citons à titre d'exemples les syntagmes baroud d'honneur, ancien moudjahid, -chansonrifie. Cela implique automatiquement une transformation sémantique dans la mesure où tous les mécanismes de production sont exploités. Ainsi, on peut retenir un autre signe d'intégration dans la langue d'accueil fait face.

#### **5-Intégration sémantique**

Le phénomène de l'adaptation sémantique est une étape d'assimilation dans laquelle le mot emprunté dépend de son nouvel environnement et se retrouve appliqué à des notions qui ne sont pas complètement identiques à celles désignées par la langue source. Le mot emprunté est alors considéré comme bien intégré et joue sans difficulté le jeu du système de la langue d'accueil car « d'ordinaire une mutation sémantique des emprunts est signe de leur insertion dans le système de la langue d'accueil ».

On distingue plusieurs types d'adaptation sémantique, lesquels varient selon la nature de la modification. Dans la majorité des cas, il y a maintien du

sens original dans la mesure où « le bilinguisme (plurilinguisme) des locuteurs et leur connaissance de la langue source constituent assurément le facteur primordial de cette conservation », mais il peut y avoir aussi restriction ou extension de sens et même une spécification.

En d'autres termes, on assiste à une expérience du réel mais qui s'avère multiple, car, si on se réfère à la praxématique, la polysémie est considérée comme étant l'état naturel du langage et que le fonctionnement monologique, dont il va s'agir, ne peut résulter que d'un réglage de sens, au terme d'un processus de sélection parmi les potentialités signifiantes capitalisées par le praxème, soit disant l'emprunt (pour plus de détail se référer à la linguistique praxématique).

### **A - Restriction de sens**

Lorsqu'une idée générale en vient à désigner une notion particulière, on parle dès lors de restriction de sens ou de spécialisation sémantique. C'est ainsi que le mot « émir », par exemple, a été enrichi d'un sens nouveau qui est celui d'un « chef d'un groupe terroriste » dans le français de référence en plus de son sens originel. En effet, ce terme, qui a pour acception première « une personne de rang royal, prince » s'est vu attribuer une autre acception plus spécifique d'une période qualifiée de trouble et de terrorisme, se voit attribué le sens d' « un terroriste ou d'un commandant d'un groupe armé » dans la langue emprunteuse qui ne va retenir que cette dernière acception ce qui confirme les observations de N.Semmar pour qui « les développements sémantiques ultérieurs seraient internes au système linguistique d'accueil, car oeuvre des monolingues ».

C'est également le cas de : Raïs « le président d'un état » qui s'est spécialisé, à travers son actualisation dans la presse arabe, pour ne retenir que le président égyptien dit Djamel Abdenacer. Le même cas est observé pour Saëd, en français « Monsieur » pour qui la presse arabe et surtout du Moyen Orient, suite à l'invasion israélienne du Liban réserve le terme à la célèbre personnalité religieuse de « Hassen Nasrallah ». Le même cas est attesté pour Jihad dont le

sens dénoté est « tout effort produit », qui sera orienté vers l'effort retenu pour et réservé à la guerre sainte.

## **B- Extension de sens**

Il s'agit ici des mots qui élargissent leur sens propre soit en passant d'un hyponyme à un hyperonyme et désignent par là toute une classe d'objets, soit par ajout au sens initial de nouveaux traits conceptuels par la force de l'usage ou grâce aux tropes (métaphore, métonymie...). À titre d'exemple talibans qui désignait « un groupe d'étudiants », en arabe classique, mais quand ce groupe s'est emparé du pouvoir en Afghanistan, l'emprunt englobe tous ceux qui appartiennent à cet état. C'est également le cas du terme harragas « émigrants clandestins algériens » se propage dans la presse algérienne et dénomme tous ceux qui voyagent clandestinement à travers le monde. En effet, l'avantage du nom propre métaphorique, ou du moins celui perçu comme tel, est d'être en relation de similarité avec un thème pour lequel il assume un rôle descriptif.

Il faut signaler que cette polysémie n'est pas celle du français standard qui ne peut pas retenir toutes ces acceptions.

# Chapitre 3

### **Chapitre 03 : l'alternance codique**

La variation du français employé en Algérie ne se limite pas aux créations lexicales, aux emprunts et aux changements sémantiques. Elle se manifeste également à travers l'alternance et le mélange de langues. Les Algériens alternent et mélangent plusieurs langues : l'arabe dialectal, l'arabe standard, les variétés berbères, le français et accessoirement l'anglais. Ce phénomène linguistique, très caractéristique de l'oral, apparaît aussi à l'écrit : il concerne, à titre d'illustration, les romans, les revues et la presse écrite.

Dans le cadre de cette étude, nous nous attacherons à décrire et à expliquer les alternances de langues, en nous intéressant particulièrement au phénomène de la polyphonie qui caractérise les alternances de langues dans le discours journalistique francophone algérien.

Le recours aux langues en présence en Algérie se manifeste dans le discours médiatique à travers l'usage de l'alternance de langues. En rapportant l'information, les journalistes font intervenir plusieurs voix dans leurs discours.

Ils utilisent divers procédés pour introduire des voix-témoins susceptibles de rendre l'information plus crédible. Ils recourent aux citations (discours rapporté) pour créer l'effet d'objectivité et d'authenticité. L'alternance de langues permet de rendre compte de cette altérité.

Cela montre un certain choix du locuteur-journaliste concernant la structuration de l'alternance codique. Ulla Tuomarla (1997) explique que « la scène énonciative journalistique se caractérise par une absence de marque du locuteur principal (le journaliste) compensée par une multitude d'autres voix que celui-ci expose » (110).

Dans le contexte algérien, ces voix qui interviennent dans le discours médiatique francophone sont plurilingues. C'est ce que nous appelons un plurilinguisme polyphonique.

Le journaliste émet son discours en français et rapporte le discours de son coénonciateur dans la langue de sa production d'origine : ici l'arabe dialectal, l'arabe standard ou le berbère. Le journaliste-scripteur est totalement absent de l'énonciation de son interlocuteur. Les guillemets marquent la rupture entre les deux énonciateurs.

L'effacement énonciatif est motivé par la recherche de l'objectivité, de la neutralité et de la précision : c'est l'enjeu de la crédibilité, selon Charaudeau P. (2006).

L'effacement énonciatif constitue dans ce cas une stratégie « permettant au locuteur de donner l'impression qu'il se retire de l'énonciation, qu'il "objectivise" son discours » (Vion, 2001 : 210). Le journaliste fait l'effort de gommer toute marque qui permette d'identifier la source de l'énoncé :

Elwatan : Un homme vient de voter. Désabusé, il nous lance d'un ton malicieux (discours du journaliste produit en français) : « El meyyet khella tarka wel waratha kesmouha » (discours du co-énonciateur produit en arabe dialectal) (le mort a laissé un héritage et les héritiers se sont partagés la succession) (discours traducteur du journaliste produit en français).

Dans l'exemple la phrase introductive est énoncée en français. La rupture entre les deux discours, celui du journaliste et celui du locuteur-témoin, est marquée par les guillemets. L'arabe dialectal est attribué à la personne citée. Le journaliste se réapproprie également la voix de son interlocuteur pour traduire son discours, faisant ainsi apparaître la fonction de réitération de l'alternance des langues.

Dans l'exemple, le locuteur-scripteur ne traduit pas le discours de son interlocuteur. L'énonciataire est supposé connaître les deux langues. La frontière entre ses propres propos et le discours de son coénonciateur. Mais, il peut se manifester aussi dans le discours de son co-énonciateur en le traduisant en français. Dans certains cas, il maintient quelques expressions dans la langue de leur production. L'effacement énonciatif est maintenu car le

journaliste est absent dans le propos énoncé. Dans les exemples (Elwatan), la voix de l'énonciateur et celle du co-énonciateur s'alternent et se mélangent.

L'énonciateur est présent seulement par sa traduction du discours rapporté. Le coénonciateur est présent par un double jeu de voix : il est présent, d'une part, car il est cité (les verbes introducteurs annoncent sa participation dans le discours : « interroge un citoyen », « a relevé M. Ouyahia »), et d'autre part, par la langue de prise de parole : langues d'Algérie et contenu du discours.

- Elwatan : «Bentalha yekhedmou biha (Voix du co-énonciateur: en arabe dialectal). Bentalha leur sert d'alibi pour appâter l'opinion internationale (Voix énonciateur/co-énonciateur: réitération en français). Oû est passé tout l'argent qu'ils ont reçu sur notre dos?», interroge un citoyen (Voix énonciateur/coénonciateur: discours rapporté en français).

- Elwatan : J'ai voté à blanc parce qu'aucun de ces candidats ne me convainc. Aucun d'eux n'a l'honnêteté de nous dire en face, à la télé : ma andi ma ndirilkoum, (je ne peux rien pour vous). Tous te promettent le Paradis, après, ils t'abandonnent dans ton enfer !», tranche-t-il.

Dans l'exemple (Elwatan), le journaliste enclenche la parole de son co-énonciateur en arabe dialectal. Le même énoncé est produit ensuite en français sans aucune mention, ni métalinguistique, ni graphique. Le discours rapporté se poursuit en français, laissant supposer que le journaliste a lui-même pris en charge la parole de son interlocuteur en décidant des segments à prononcer en arabe et de ceux en français. Le même constat s'impose pour l'exemple (Elwatan).

Le journaliste participe à la construction de son énonciation et manifeste sa présence dans le discours en prenant position par rapport à son dire. C'est ce que nous constatons à travers les exemples (Elwatan).

Ainsi, l'énonciateur pratique lui-même l'alternance codique : il prend en charge l'acte d'énonciation et introduit les langues en présence dans son discours. La citation se manifeste implicitement dans son discours.

Dans la séquence (El Watan), le commentaire est formulé à travers une expression populaire. Le journaliste qui a énoncé la formule émet un commentaire métalinguistique pour expliquer le contenu de son discours : « Cette belle formule puisée dans le génie populaire algérien, intraduisible dans la langue de Molière, résume parfaitement l'état d'esprit des citoyens de la capitale en ce jeudi électoral ».

C'est le même constat pour ce qui est de l'extrait 27 (La Tribune) dans lequel le journaliste emploie l'arabe dialectal pour commenter un événement (hypothétique) :

L'éventualité de l'élection d'une femme politique à la tête du pays :

(11) El Watan : Pour le moment, c'est toujours « recham H'mida, l'âab H'mida ! » Cette belle formule puisée dans le génie populaire algérien, intraduisible dans la langue de Molière, résume parfaitement l'état d'esprit des citoyens de la capitale en ce jeudi électoral.

### **1-Les grandes tendances de l'alternance de langues :**

Nous avons distingué trois tendances de l'alternance des langues : l'utilisation des expressions figées à travers lesquelles l'arabe dialectal est employé comme expression polyphonique, le recours aux savoirs partagés (formules d'invocation de Dieu et du serment), et enfin le recours aux proverbes et aux adages populaires.

Les expressions figées sont un élément de l'interdiscours. Ce terme emprunté à Anne Salazar Orvig (1999) désigne la sphère de l'échange culturel regroupant des « savoirs partagés ». Il se manifeste à travers l'écrit journalistique sous diverses formes les savoirs partagés, les proverbes et les détournements.

Les expressions figées repérées dans notre corpus ont une double fonction : argumentation et expression d'implicites culturels (ironie, insinuation et métaphore).

Les savoirs partagés convoquent des savoirs génériques : religieux et culturels. Les cas d'alternances de langues dans notre corpus renvoient à

l'emploi de formules d'invocation de Dieu et de serment et à des expressions populaires figées que seuls les membres initiés à une même culture peuvent comprendre. Ces expressions révèlent une intention de connotation culturelle. Ces expressions apparaissent dans notre corpus souvent en arabe dialectal. Dans la presse francophone algérienne, elles se manifestent à travers deux voix : le journaliste (locuteur-scripteur) et le locuteur cité. Le locuteur-scripteur fait appel à ces formules qui fonctionnent comme des marques identitaires. Dans les extraits (Elwatan), les formules d'invocation de Dieu sont employées dans les séquences de fermeture. Elles sont constitutives des conventions de communication propres aux locuteurs musulmans arabophones : invoquer Dieu signifie, le plus souvent, être musulman et croire en sa puissance et en son omnipotence. Le journaliste qui écrit en français en parlant d'un futur que seul Dieu commande et connaît, invoque.

Dieu en arabe : *inchallah* (Si Dieu veut). Cette expression est entrée dans les habitudes culturelles des Algériens et son emploi s'étend, d'ailleurs, même aux personnes non musulmanes.

Mais il faut noter que cette alternance n'est pas omniprésente dans les écrits attribués en propre aux journalistes. Dans notre corpus, nous n'en avons relevé que très peu.

Elles apparaissent chez des co-énonciateurs que le journaliste cite dans son discours. Il s'agit de la deuxième voix prêtée à un troisième interlocuteur qui intervient dans le discours comme co-énonciateur.

Le locuteur-scripteur rapporte le discours de l'autre en utilisant l'arabe dialectal, puis traduit le reste du discours en français. Ce procédé est intéressant à analyser puisqu'il rend compte d'une caractéristique spécifique au discours des Algériens.

En effet, le journaliste opère un choix dans la parole de son interlocuteur. En maintenant les formules d'invocation de Dieu en arabe dialectal et en traduisant le reste du discours en français, il opte pour l'utilisation simultanée de deux langues. Le discours initial est produit en arabe dialectal. Les formules

d'invocation de Dieu et du serment sont énoncées en arabe dialectal. Cette récurrence dans l'emploi de l'alternance codique dans le discours est motivée par la valeur que les interlocuteurs accordent à la relation qui s'établit entre eux : locuteur/ énoncé, locuteur/ coénonciateur, locuteur/ lecteur.

Dans toutes les séquences relevées dans le corpus, où les langues sont alternées, les formules d'invocation de Dieu sont employées dans les séquences suivantes :

- Évocation du futur (connu de Dieu seul) : inchallah (Si Dieu veut)
- Satisfaction réalisée grâce à Dieu : elhamdoulillah (Dieu soit loué)
- Invocation (procédé de crédibilisation de la parole) : ouallah (Je jure par Dieu)
- Résignation : Allah ghalab (A Dieu ne plaise).

Les invocations de Dieu interviennent sous forme de séquences de fermeture de la parole quand il s'agit du futur. Elles apparaissent également dans les ouvertures de la parole dans la formule du serment (Ouallah).

Les autres formules d'invocation de Dieu fonctionnent avec la même configuration : le journaliste, en donnant la parole à un interlocuteur, glisse du français à l'arabe pour invoquer Dieu, puis reprend son discours en français. L'alternance se réalise selon le schéma suivant : français//arabe//français. Les formules d'invocation de Dieu fonctionnent comme des citations puisqu'elles sont épinglées entre les guillemets.

Dans ce cas de figure, le passage d'une langue à une autre est dicté par la relation qu'établit le journaliste avec ses lecteurs : il s'agit d'un marquage identitaire. Cela obéit à un ordre de discours co-construit par tous les acteurs du même discours.

Kerbrat-Orecchioni (1996) parle d'un discours qui obéit à la relation de dépendance conditionnelle. Ce sont donc des expressions idiomatiques auxquelles le groupe est attaché. Ce type d'expressions établit une connivence (Melliani, 2000) avec les membres du groupe.

Par ailleurs, dans La Tribune, l'expression « h'na imout Kaci », littéralement « ici meurt Kaci », est une expression populaire algérienne qui

exprime l'entêtement quand il s'agit de vouloir se maintenir à un endroit ou de camper sur ses positions. « Kaci » fait référence à une légende dans laquelle ce prénom désigne un personnage de la région de Kabylie connu pour sa brutalité. Dans un extrait d'El Watan, le locuteur utilise des expressions qui convoquent des savoirs culturels partagés, intraduisibles en français tout en gardant exactement le sens, la connotation et la même force : « H'na nefriwha, l'el marikane oua la ammar bouzouar » (C'est nous qui relèverons ce pays, pas les Américains), « Rana h'na », (On est là). Ces expressions sont caractéristiques du langage algérien.

Les salutations, contrairement aux formules d'invocation de Dieu, ne présentent que quelques occurrences attribuées au co-énonciateur. Ces expressions, qui sont considérées comme des séquences liminaires à fonction phatique ne sont que très rarement employées. Seules deux occurrences sont employées dans Elwatan : « marhaban bikoum, salam alikoum ». Puisqu'il n'y a pas d'interaction directe (absence d'échange langagier), les journalistes éliminent ces expressions, et ce, même dans le discours rapporté.

Les proverbes et adages populaires prennent une place importante dans notre corpus. À l'exception du quotidien El Moudjahid, les journaux recourent souvent, dans leurs discours, à des adages, proverbes et maximes en arabe dialectal.

Ces expressions figées sont repérables dans le discours rapporté ou dans le discours direct du journaliste. Elles sont utilisées comme des arguments d'autorité renforçant l'énonciation par les valeurs communes qui fondent les normes d'une société. Dans l'exemple ci-après le journaliste ajoute un commentaire sur l'expression figée : « Pour le moment, c'est toujours "recham H'mida, l'âab H'mida!" Cette formule, puisée dans le génie populaire algérien, intraduisible dans la langue de Molière, résume parfaitement l'état d'esprit des citoyens de la capitale en ce jeudi électoral » (Elwatan).

D'après Dominique Maingueneau (2005 : 149), « le proverbe est une assertion sur la manière dont va le monde, il dit le vrai ». Le locuteur fait appel à ces

expressions en utilisant l'arabe dialectal, car elles expriment une forme de « sagesse des Nations » (ibid. : 148). En mobilisant la mémoire collective, le journaliste implique ses interlocuteurs en les prenant à témoin.

Le journaliste d'Elwatan, dans l'exemple (Elwatan), commentant une journée d'élection, cite l'expression populaire «recham H'mida, l'âab H'mida », qui est l'équivalent de l'expression française « être juge et partie».

Le proverbe apparaît comme un argument de valeur négative, extérieur à lui-même. Il fonctionne comme une sorte de repère pragmatique faisant argument. C'est donc un argument d'autorité que le journaliste reconnaît en tant que tel avant d'en faire « usage » avec ses locuteurs. Il s'agit de dramatiser une situation à travers un énoncé collectif. Le proverbe mentionné accentue la tonalité critique de l'écrit journalistique.

Si le locuteur assume ce proverbe, en revanche, il se place en opposition par rapport à la situation à laquelle ce dernier s'applique. La majorité des proverbes que nous avons relevés dans les journaux privés renvoie à des situations sociopolitiques critiquées par les journalistes ou la population : « El meyyet khella tarka wel waratha kesmouha » (le mort a laissé un héritage et les héritiers se sont partagé la succession) ; «tagh ala men tagh» (c'est au plus fort) ; « Khoub'z eddar, madabina yeklou ould eddar » (il est préférable que le pain de la maison soit mangé par le fils de la maison).

Ce type d'expressions figées est supposé transmettre une vérité partagée a priori de tous, principalement avec le lecteur. Le proverbe renvoie à la pré-existence d'un discours connu, à une intertextualité de forme et de contenu.

S'agissant enfin des slogans, il convient de préciser que contrairement au proverbe, le slogan est lié à la suggestion. Maingueneau (Ibid.) explique que le slogan « est avant tout destiné à fixer dans la mémoire des consommateurs potentiels l'association d'une marque et d'un argument d'achat » (149). Dans le cas de l'alternance, le slogan n'a pas pour fonction de faire vendre, mais il

remplit, par sa brièveté et sa morphologie une fonction expressive. Le journaliste cite des slogans qu'il ne fabrique pas lui-même.

Ce sont généralement des slogans politiques ou syndicaux repris tels qu'ils sont produits : en arabe dialectal ou en arabe standard.

Nous avons relevé deux types de slogans : les slogans politiques et les slogans ludiques.

Les slogans politiques sont repris des manifestations organisées par des partis politiques ou des syndicats. Ils sont produits soit en arabe standard soit en arabe dialectal.

L'analyse des slogans collectés dans notre corpus a permis d'établir deux constats significatifs :

- les slogans officiels sont reproduits en arabe standard même dans la presse privée :

Elwatan : (...) À l'entrée, une affiche annonce : « Haiï el mouattine al nadhif » (Le quartier du citoyen propre). (49) Curieusement, le slogan de ce référendum est le même que celui des législatives du 17 mai 2007 : « Min ajli El Djazair » (Pour l'Algérie).

- les slogans populaires sont énoncés en arabe dialectal :

-Elwatan : Un chef de centre et un chef de bureau sont payés, eux, à 4000 DA, nous dit-on. Assimilant la fonction d'encadrement électoral à du «tachghil echab», l'emploi de jeunes.

Ainsi, nous pouvons avancer que l'alternance des langues, telle qu'elle se manifeste dans les journaux francophones algériens, obéit à des stratégies discursives mises en place par les journalistes afin de créer un univers communicationnel spécifiquement algérien.

Le choix de telle ou telle langue dans l'alternance, la reformulation dans une langue autre que le français et l'usage des expressions idiomatiques obéissent à des mécanismes discursifs spécifiques aux journalistes algériens : il s'agit pour eux de rédiger dans un français à la fois normé et proprement local.

Le choix privilégié de l'arabe dialectal dans les alternances codiques, par les journalistes qui écrivent dans les journaux privés, est motivé par des contraintes d'ordre sociolinguistique : en employant/citant l'arabe dialectal, les locuteurs affichent une attitude positive envers cette langue.

L'alternance à laquelle nous avons affaire traduit la configuration réelle du fonctionnement des langues en Algérie : l'arabe standard et le berbère sont confinés dans des usages restreints.

**conclusion**

## **Conclusion**

Dans cet article, on s'est penché sur l'étude des procédures d'intégration linguistique de l'emprunt dans la langue d'accueil, étape incontournable et difficile à saisir dans l'étude des emprunts parce qu'elle permet le dressage des critères définissant les statuts de ces derniers ainsi que le degré d'intégration des lexies dans la langue d'accueil, décidant dès lors de son statut d'emprunt véritable ou de xénisme.

D'autant plus, cette étude a permis de constater que cette variété de français était en train d'enrichir la matrice phonétique du Français de référence et de retenir les termes provenant des langues locales constitueront une partie intégrante de ce français pratiqué en Algérie afin de saisir son fonctionnement à travers la pratique des journalistes face aux lexies empruntées.

D'autre part son installation doit, en effet, être jugée du point de vue de ces processus linguistiques et non en fonction de sa présence dans un dictionnaire de langue ce qui permis sa saisie dans ses fonctionnements discursifs et dans un contexte plurilingue caractérisé par l'instabilité des rapports de force entre les langues coexistences.

Enfin, l'emprunt est une réalité incontestable dans le français de l'Algérie. Personne ne peut nier ce besoin de s'exprimer dans les langues du terroir, d'emprunter de l'une comme de l'autre, de passer de l'une à l'autre avec une aisance. Face à cette réalité, le français s'approprie la réalité algérienne en assimilant les emprunts à l'arabe linguistiquement et socialement.

L'analyse de mode de fonctionnement de l'alternance codique montre que sa pratique se fait presque au niveau de phrase en terme d'alternance intra phrastique. En ajoutant que l'existence des éléments phatiques dans nos pratiques langagières révèlent que l'arabe est la langue appropriée, occupant une force illocutoire et connotative de traduire ce que désire les interlocuteurs à transmettre.

En somme, l'alternance de codes est un phénomène participant et représentant un moyen d'aide et une ressource favorisant l'appropriation de la langue étrangère : il répond aux besoins expressifs et assume des fonctions discussives et communicationnelles qui ont pour but la compréhension d'un message.

# **BIBLIOGRAPHIE**

## **Bibliographie :**

- ✓ A. Youssi. "*Grammaire et lexique de l'arabe marocain moderne* ", Ed. Wallada, Casablanca (Maroc).
- ✓ M. Ben Cheneb. (1992), "*mots turcs et persans conservés dans le parler algérien* ", Alger.
- ✓ Constitution de la république algérienne démocratique et populaire.
- ✓ Y.Derradji (2004) "*VOUS AVEZ DIT LANGUE ÉTRANGÈRE, LE FRANÇAIS EN ALGÉRIE ?* ". Les cahiers du SLADD n°02, Algérie.
- ✓ J. Gumperz "*sociolinguistique interactionnelle* "université de la Reunion. L'Harmattan 1989.
- ✓ E. Haugen " bilingualism, language contact and immigrant languages in the united states: A research report 1956-1970 " in *currents trends in linguistics: linguistics in north America*, 1973.
- ✓ P. Gardner Chloros "*code switching: approches principes et perspectives*" dans " la linguistique"vol19, fasc, 2, 1983.
- ✓ J.F. Hamers et M. Blanc cité par Madame Safia Asselah in "*pratiques linguistiques trilingues(arabe-kabylefrançais) chez les locuteurs algériens*" Université d'Alger1994.
- ✓ P. Gardner Chloros idem.
- ✓ S. Polack cité in "sociolinguistique" par Ndiassé Thiam, Université Nathan 1996.
- ✓ J.F. Hamers et M. Blanc cité par Madame Safia Asselah in "*pratiques linguistiques trilingues(arabe-kabylefrançais) chez les locuteurs algériens*" Université d'Alger 1994.
- ✓ J.F. Hamers et M. Blanc"*bilingualité et bilinguisme*" Mardaga, Bruxelles 1983.
- ✓ D. Schaffer : "*the place of code switching in linguistique contact*" in"aspect of bilingualism", horn bean press, 1978.
- ✓ J. Dubois,dictionnaire de linguistique, Paris 1973.
- ✓ Haugen évoque cette éventualité : "One might as well call it stealing, were it not that the owner is deprived of nothing and feels no urge to recover his goods.

- ✓ Donald Winford publie en langue anglaise. Mais le vocabulaire existant pour parler de l'emprunt est de la même façon riche en français. Les confusions sont donc largement possibles, étant donné que la synonymie n'existe que très rarement.
- ✓ Les majuscules apparaissent dans le texte original d'Einar Haugen.
- ✓ Il convient d'ajouter que le repérage des innovations sémantiques dues à l'influence d'une langue étrangère est encore au stade expérimental. Renouf a récemment proposé de repérer les néologismes sémantiques en observant, en diachronie, l'évolution des collocats des probables néologismes sémantiques, ainsi que l'évolution de leur fréquence d'emploi (Séminaire du CLILLAC-ARP, 27/01/2014, Université Paris Diderot).
- ✓ Pflanz (2012) passe en revue de façon détaillée les classifications germanophones des emprunts.

# **ANNEXES**

# El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - JEUDI 8 OCTOBRE 2015 - SUPPLÉMENT EXCEPTIONNEL - GRATUIT

## NUMÉRO SPÉCIAL *25 ans*

LA RÉDACTION  
VOUS SALUE BIEN

NAH'NOU F! KHIDMAT!

EL WATAN



## L'édito Une ambition collective

Par Omar Belhouchet  
Directeur de la publication

**E**l Watan refuse l'inertie et la stagnation. Il a pour philosophie de répondre toujours mieux aux attentes légitimes des lecteurs. Envers ceux qui le lisent, il a un devoir d'exigence. Il a la responsabilité de relater les faits, tous les faits, même ceux qui, par moments, nous mettent en danger et causent à l'entreprise déboires et difficultés. On ne se refait pas, après tant d'années de sacrifices, de privations...

Le journal, bâti il y a un quart de siècle, est farouchement mû par cette volonté quasi obsessionnelle de protéger l'indépendance éditoriale du titre envers les pouvoirs quels qu'ils soient, quoi qu'il en coûte ! Dans un pays comme le nôtre, géré par une bureaucratie politico-militaire, forgé par des coups d'Etat successifs, foncièrement autoritaire, qui n'a aucun compte à rendre, la tâche est ardue et terriblement difficile. Elle relève parfois de l'impossible. Le parcours d'El Watan illustre en tous points la difficulté de donner vie au droit à l'information du citoyen, scellé pourtant par la Constitution de 1989.

Faut-il pour autant céder à la résignation, à l'abattement, face au rouleau compresseur d'un Etat tout-puissant, qui se croit tout permis ?

L'aventure intellectuelle engagée en avril 1990, grâce au courage et à la lucidité de Mouloud Hamrouche, qui aura permis aux collectifs de journalistes exerçant dans le secteur public de l'information de créer leurs propres titres, a été un formidable moment pour les journalistes. Une vraie réforme.

La seule. C'est le printemps de la presse. Une opportunité de pratiquer un journalisme de liberté, mettant en exergue des valeurs pour lesquelles de durs combats ont été menés dans la rédaction d'El Moudjahid contre les forces de l'immobilisme.

En janvier 1992, après l'arrêt du processus électoral, la profession est plongée dans l'enfer. Assassinats massifs par les groupes terroristes du FIS, mais aussi déchaînement inouï et incompréhensible des pouvoirs publics contre la presse. Emprisonnement de journalistes, fermeture de journaux...

Belalid Abdeslam réintroduit, en 1993, le monopole de l'Etat sur la publicité publique. El Watan est alors puni pour sa liberté de ton. C'est l'heure de la tourmente. Notre titre est particulièrement ciblé autant par les islamistes armés que par les autorités. Nous prenons tout de même une part active au combat et à l'esprit de résistance de la corporation. Des espaces d'expression résistent, d'autres cèdent... Le recul du terrorisme en 1998-1999 n'a pas conduit, pour autant, à la levée de la censure, aux saisies de journaux et à l'emprisonnement de journalistes.

Avec l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir, l'arsenal répressif se renforce, se voulant plus sophistiqué. Le code pénal est alourdi, les annonceurs privés sont menacés. Les coups tordus se multiplient pour affaiblir les capacités de ceux qui ne veulent pas «s'aligner»... La mise au pas de la presse est la seule politique connue du pouvoir. Les contrepouvoirs de la société civile n'ont aucune raison d'exister. L'Etat veille sur tout, s'appuyant sur le travail de sape de la police politique.

Pour continuer à résister, deux journaux, El Khabar et El Watan, mettent en place un partenariat exemplaire, à travers une mutualisation des moyens, des circuits de distribution communs, l'importation de cinq rotatives installées à travers le pays (Alger, Oran, Constantine et Ouargla). Il fallait assurer l'indépendance industrielle de nos titres. Les investissements sont colossaux pour des entreprises que les autorités cherchent par tous les moyens à déstructurer. Ce partenariat est à présent un cas d'école pour les journaux des pays arabes et africains, qui cherchent la voie de l'indépendance et de l'autonomie...

Nous sommes toujours portés, 25 ans après, par la même ambition collective de relever le défi professionnel pour un journal de qualité, une information honnête, équilibrée et impartiale, s'appuyant sur une culture d'entreprise plus forte et ambitieuse. Nous sommes encouragés dans cette vision par le soutien conséquent de l'opinion. Un encouragement sans pareil...

# Le droit d'informer, un combat au quotidien

Par Omar Berbiche

**E**l Watan boucle un quart de siècle de son existence. C'est peu dans la vie d'un journal si on établit une comparaison avec d'autres journaux dans le monde qui ont traversé un, voire des siècles, au point d'être considérés comme de véritables institutions.

Sans vouloir refaire l'histoire du journal pour rappeler les conditions difficiles dans lesquelles le journal est né et a évolué durant ces deux décennies et demie qui n'ont pas été un fleuve tranquille, les actionnaires du journal et les différents collectifs qui ont accompagné le parcours du journal depuis sa naissance jusqu'à aujourd'hui - journalistes, personnels technique et administratif et autres - ne peuvent qu'être fiers de cette belle et prodigieuse réalisation que les lecteurs ont chaque matin entre les mains. Le meilleur baromètre de la crédibilité et de l'audience dont jouit le journal El Watan réside dans son niveau de tirage et de vente qui compte parmi les meilleurs performances de la presse francophone avec des seuils de production constants, voire en progression, même dans cette conjoncture difficile que traverse la presse papier dans le monde, confrontée à une rude concurrence de la presse électronique. Des chiffres validés par l'Office de justification de la diffusion (OJD).

«L'aventure intellectuelle», cette belle formule de l'ancien ministre des Affaires sociales du gouvernement de Mouloud Hamrouche, M. Ghrib, chargé de piloter le projet de lancement de la presse indépendante, s'est vite transformée en chemin de croix pour les titres qui ont caressé ce rêve que beaucoup avaient trouvé



insensé à l'époque dans et en dehors de la corporation, d'exercer librement notre métier de journaliste, de nous réconcilier avec le lecteur après les années de plomb de la presse «tout va bien» sous le règne du parti unique. Les collectifs qui ont fait le choix de quitter la presse publique, dont celui d'El Watan, auraient bien pu choisir le confort et la sécurité de l'emploi en restant dans le secteur public. Ils ont fait le choix de conviction de s'en aller respirer ailleurs l'air de la liberté d'expression et de la presse naissante qui soufflait sur le pays dans le sillage des événements d'Octobre 1988. Sans cette foi, cette passion pour le métier et le respect pour le lecteur mais aussi, il faut le dire, sans cet esprit militant non pas dans son acception idéologique mais dans le sens de l'attachement et de la défense du droit d'informer qui fut tout au long de ce quart de siècle un combat au quotidien, on n'en serait pas aujourd'hui à célébrer ce bail de 25 ans avec la même détermination que celle qui nous animait hier pour continuer l'aventure d'El Watan en dépit de l'adversité à laquelle le journal

a eu à faire face. Loin de nous de jouer aux martyrs ou aux pleureuses, mais il n'est pas inopportun de rappeler, en cette date anniversaire, que le journal a tout connu: les suspensions, le harcèlement judiciaire, le chantage publicitaire qui a commencé en 1994 avec le boycott du journal par l'ANEP et qui continue aujourd'hui encore avec plus de férocité et sous des formes carrément bellérophontes, les intimidations, la prison pour ses journalistes et autres procédés mesquins pour freiner le journal dans son élan et son expansion.

Parce que nous avons la conviction profonde que le journal appartient aux lecteurs qui nous ont fait confiance et continuent à le faire, El Watan trouvera dans cette conjoncture difficile les ressources et les ressorts nécessaires, indispensables pour maintenir le cap qu'il s'est tracé, avec le soutien de tous ceux qui nous ont accompagné dans cette belle aventure (odyssée ?), parmi lesquels nos annonceurs dont le choix du support El Watan n'est pas seulement, pour beaucoup d'entre eux, une simple opération commerciale. **O. B.**

## Liberté (d'expression) j'écris ton nom

Par Ali Bahmane

**V**ous ne tiendrez pas un mois.» C'est ainsi que l'ex-directeur d'El Moudjahid accueillait, durant l'été 1990, la nouvelle du départ d'un groupe de journalistes pour créer un journal indépendant. Son pessimisme était partagé par nombre de professionnels du quotidien du 20, rue de la Liberté qui, d'emblée, refusèrent de s'embarquer dans «l'aventure», soucieux peut-être de ne pas sacrifier leur carrière dans le secteur public, mais certainement convaincus qu'un journal indépendant ne pouvait jamais être toléré par la classe dirigeante marquée par la culture de la pensée unique, bien que le pays était en plein «printemps démocratique» avec deux fers de lance : le multipartisme et la liberté de la presse. La période d'incubation du projet de création du titre El Watan leur donna en partie raison puisque certains journalistes négociateurs avec les deux bras droits de Hamrouche, Ghrib puis Dembri, avaient l'intention ferme de faire d'El Watan le porte-parole des réformes politiques et économiques du chef de gouvernement, contrecarrant l'objectif que se sont fixé d'autres de créer un journal totalement indépendant qui pouvait appuyer le contenu des réformes que voulait lancer Mouloud Hamrouche, mais sans en être leur porte-parole. Le débat fut houleux entre les deux tendances : un journal des réformes ou un

journal indépendant. En fin de compte ces derniers eurent gain de cause, ce qui fit éclater l'équipe négociatrice. Une vingtaine de journalistes optèrent donc pour un quotidien indépendant, qui vit le jour avec leurs indemnités de départ (deux années de salaire) sous la forme d'une SARL au capital social de 10 000 DA.

La ligne éditoriale, la liberté de ton vis-à-vis des pouvoirs politiques étant fixée, elle allait être la marque de fabrique d'El Watan, qui lui confèrera de la notoriété mais en même temps l'exposera, de 1990 à aujourd'hui, aux attaques de toutes sortes émanant tant des islamistes que des autorités politiques. Même la prison ne fut pas épargnée aux journalistes du quotidien. Ils traversèrent la décennie 1990 avec un profond traumatisme, mais avec la pleine satisfaction professionnelle d'avoir fait leur métier sans rien concéder d'essentiel ni aux islamistes qui cherchaient à les faire adhérer à leur projet totalitaire ni aux gens du pouvoir lorsque ces derniers versaient dans la peur ou la compromission. S'ils n'ont pas dénoncé l'interruption du processus électoral, c'est qu'ils étaient convaincus que les «janvieristes», bien que critiquables sur les bavures, avaient empêché les islamistes de faire s'effondrer la République. C'est dans cet ordre d'idées qu'ils avaient combattu le «qui tue qui ?» inventé par diverses parties, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans le but de dédouaner les intégristes et les terroristes de leurs crimes. C'est enfin dans cette optique qu'ils s'opposèrent à la «concorde civile» et à la «réconciliation nationale» dont ils reconnuent le mérite

d'avoir neutralisé des milliers de terroristes, mais à un prix très lourd : le sacrifice de la justice et de la vérité. Le directeur et les journalistes d'El Watan furent abonnés aux tribunaux et le journal subit maintes saisies.

Dans les années 2000, les autorités utilisèrent d'autres moyens coercitifs : le blocage des moyens de production (rotative bloquée au port des mois durant, autorisation de construction du siège social obtenue après dix années de démarches) et les contrôles fiscaux à répétition. Les inspecteurs des impôts n'eurent de cesse d'éplucher la comptabilité dans l'espoir (d'écarter) de dénicher des infractions. A partir de l'année 2014, les autorités usèrent d'un autre moyen de pression : la rétention de la publicité dans le but de priver le journal de tout moyen de survie. Si elles parvinrent à affaiblir le journal, elles ne purent cependant le faire plier car il dispose d'un atout que nulle autorité ne peut contrecarrer (à moins de l'empêcher de paraître) : ce sont les ventes. Certifiées par l'OJD, elles permettent au journal de disposer de recettes lui permettant de continuer à vivre. Ces ventes sont sa meilleure arme de défense et son svrai label délivré par les lecteurs qui ne se trompent jamais : le choix porté sur El Watan est le choix de la qualité professionnelle et de la liberté de ton. Le choix stratégique de ses fondateurs, il y a 25 ans, s'est révélé le bon, il a permis à la presse nationale de disposer d'un journal de référence et à l'Algérie d'évoluer dans une certaine liberté d'expression. **A. B.**

# Vingt-cinq ans de résistance pour perpétuer la flamme de la liberté

Par **Madjid Makedhi**  
Journaliste politique

**V**ingt-cinq ans ! Le quotidien *El Watan* fêtera, ce jeudi 8 octobre, son 25<sup>e</sup> anniversaire. Un quart de siècle... de professionnalisme, de sérieux, de rigueur, d'abnégation et de résistance à des pressions en tout genre. Un des premiers titres de la presse indépendante nationale, le journal s'impose aujourd'hui comme une référence connue et reconnue. Il résume, à lui seul, l'histoire de la presse indépendante en Algérie. Retour sur le parcours atypique d'un canard qui refuse d'être enchaîné dans un pays où l'allégeance et l'alignement sur les positions du pouvoir sont devenus la norme... Tout a commencé par une circulaire. Celle de Mouloud Hamrouche, en mars 1990, alors qu'il était chef de gouvernement, chargé de la mise en œuvre des réformes imposées au système FLN suite aux événements d'octobre 1988. Des journalistes du quotidien francophone public *El Moudjahid*, refusant de continuer à servir encore de propagandistes de l'ex-parti unique, s'engouffrent dans la brèche ouverte par celui qui est qualifié de «père des réformes démocratiques en Algérie». Ce fut alors le début, certes laborieux, d'une aventure intellectuelle. C'était comme «un saut dans l'inconnu». «On n'avait jamais pensé à lancer notre propre journal. Après la promulgation de la Constitution de 1989, qui a donné naissance au pluralisme politique, il y a eu un grand débat au sein d'*El Moudjahid* sur la ligne éditoriale du journal. Alors que le gouvernement et la direction d'*El Moudjahid* voulaient le maintenir comme un organe central du FLN, les journalistes, eux, ont protesté contre cette idée. Nous voulions qu'*El Moudjahid* soit un journal qui fait dans le service public et qui répond aux aspirations de la société», expliquent les fondateurs du journal.

## Le plus grand parti

Par **Mohammed Larbi**

**V**ous nous obligez à plus de lecture», nous disaient des diplomates étrangers en poste en Algérie, ajoutant : «Tout compte fait, l'effort en vaut la peine car c'est une autre approche, avec d'autres éléments.» Fini le discours officiel, place à la liberté. Même nos confrères étrangers en faisaient autant, à la différence qu'eux tentaient toujours d'accompagner chaque titre d'une mention toute particulière, cette fameuse chapelle politique ou ce fameux fil à la patte. Il leur en fallait absolument un et *El Watan*, au fait de ses écrits et de l'appartenance politique des différents intervenants, en a eu plusieurs bien malgré lui, il faut en convenir. Le plus cocasse dans tout cela, c'est que ceux qui se croyaient obligés de trouver une casquette ou une appartenance aux différents titres ne reculaient devant rien. Ainsi, *El Watan* était le journal du gouvernement, de généraux, des Services secrets, des islamistes, des milieux d'affaires... et la liste était longue, sans

**DÉBUT DE LUTTE POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION**

Mais leur démarche a buté sur l'entêtement des autorités. Ce différend a conduit à une impasse. La suite, c'est une grève de 47 journalistes, dès le mois de janvier 1990. D'une durée d'un mois, l'action s'est soldée par des résultats inespérés. «C'était une action pour réclamer la liberté d'expression», se rappellent les actionnaires d'*El Watan*. Ce mouvement a été accompagné par des réunions longues et houleuses. Les journalistes, témoin encore Omar Belhouche, directeur de publication d'*El Watan*, étaient divisés. Toutefois, l'idée de création de la presse privée algérienne n'a jamais été au centre du débat. Elle est venue du gouvernement Hamrouche. «En voyant que la situation ne se débloquent pas et que les grévistes campaient sur leurs positions, Mouloud Hamrouche a convoqué un groupe de journalistes pour leur annoncer la proposition», se souviennent encore les actionnaires d'*El Watan*. Le projet intéresse. Il consiste à aider les journalistes désireux de quitter *El Moudjahid* à lancer leurs propres projets en leur octroyant l'équivalent de deux années de salaire et des locaux. Les collectifs ont commencé alors à se constituer. Et celui qui devait créer *El Watan* commence à prendre forme juste après la promulgation de la circulaire en question. Au début, il y a eu foule. «46 journalistes, dont la majorité issus d'*El Moudjahid*. Mais au fil des réunions, les gens ont commencé à se retirer», raconte M. Belhouche. Au final, seulement 20 journalistes ont accepté de poursuivre l'aventure. Ces derniers ont relevé le défi avec très peu de moyens et leur premier numéro, se rappellent encore les actionnaires, était une réussite.

**«LE PRINTEMPS DE LA PRESSE NATIONALE»**

«Durant les deux premières années, nous avons pu exprimer notre savoir-faire. La période allant de 1990 à 1992, c'était le prin-

temps de la presse nationale. Nous avons assisté à un pluralisme réel et à une liberté d'expression totale», affirme Omar Belhouche. Mais cette euphorie démocratique n'a été que de courte durée. Le printemps est avorté et la presse se retrouve entre le marteau et l'enclume. L'ère de la liberté est stoppée net. Les journalistes et les journaux ont vécu, plus de 10 ans durant, un véritable enfer. «Après 1992, nous avons traversé une période dramatique. La période de terrorisme était la plus difficile. Notre quotidien était meublé de la peur de l'assassinat. Nous vivions avec l'angoisse d'être la cible des terroristes ou de perdre encore des collègues et des confrères», souligne le directeur de publication d'*El Watan*, visiblement très marqué par cette tragédie. Outre le terrorisme, le quotidien *El Watan* a été victime du pouvoir lui-même. Le ton libre adopté par le journal n'est pas du goût du pouvoir. «Nous avons subi d'énormes pressions. Le journal a été suspendu plus de cinq fois et les chantages à la publicité étaient multiples. Mais nous avons résisté. Car nous considérons que le combat pour la liberté de la presse et la liberté d'expression est un devoir citoyen. Pour assumer ce devoir, il a fallu s'armer de beaucoup de détermination de détermination», précise-t-il. Le harcèlement contre *El Watan* s'est poursuivi même au début des années 2000. Après le terrorisme, les suspensions et l'asphyxie financière, le quotidien a été soumis à des pressions d'une autre nature : les poursuites judiciaires pour délit de presse. C'était une autre forme d'intimidation qui n'a pas réussi à dompter le quotidien et à le faire rentrer «dans le rang». Et jusqu'à aujourd'hui, alors que les tenants du pouvoir serinent leur nouveau slogan «instaurer la démocratie et respecter les libertés», *El Watan* reste toujours leur cible. Ils resserrent l'étau contre et lui coupent la plupart de ces sources de financement. Une entreprise malveillante à laquelle résiste encore le journal qui reste, comme l'affirme Omar Belhouche, «un des rares acquis de la révolution d'octobre 1988 qui est encore préservé».

**M. M.**

craindre la contradiction entre ces différents courants ni même le ridicule. Des lecteurs étaient ainsi induits en erreur et certains, dans ce monde nouveau, n'hésitaient à nous demander quelle était notre tendance car visiblement, selon eux, il en fallait absolument une. Ce qui faisait rire. Mieux encore, cela nous confortait dans l'idée que *El Watan* n'était lié ni à l'un ni à l'autre et qu'il était réellement indépendant. Et pas seulement une entreprise privée.

La différence est de taille. Peut-être qu'elle était enfouie, mais la liberté d'expression dans sa globalité, pas seulement de presse, était un sentiment largement partagé. En 1990, c'est vrai, les Algériens la découvraient devant eux, dans les kiosques, chaque matin, mais ce qui était également remarquable, c'est qu'au bout de peu de temps, elle était devenue un acquis qu'ils refusaient de perdre. L'exemple le plus éloquent nous en a été donné par ces milliers d'Algériens qui manifestaient leur soutien à notre journal qui venait d'être suspendu et six de ses journalistes emprisonnés pour avoir annoncé la mort de gendarmes à Ksar El Hirane. Ils étaient tellement nombreux à venir dans nos locaux pour apporter leur soutien

qu'un de nos confrères, aujourd'hui disparu, n'a pas hésité à écrire qu'*El Watan* était devenu le plus grand parti algérien. Celui de la liberté, sûrement. Et il y a toutes ces histoires fondées, rapportées par de hauts fonctionnaires, qui nous confortent dans l'idée que la liberté de la presse constitue un besoin réel. Plus question, selon eux, de se payer de mots, car quelque part, il y a un réel contre-poids pour rapporter la vérité. Même de hauts responsables n'ont pu dissimuler leur étonnement devant cette presse qui posait des questions auxquelles ils ne s'attendaient pas car ils n'y étaient pas habitués, et d'accepter cette presse en aucun cas rebelle. Il est d'ailleurs heureux d'apprendre que les habitudes de lecture ont fondamentalement changé et ils ne s'en cachent pas.

Une espèce de ligne rouge que personne n'osait franchir est donc tombée. Plus question de discours sans cesse répété et surtout plus question pour les uns de dire n'importe quoi et pour les autres de l'accepter, car les lecteurs ont aussi un point de vue critique grâce à cette même liberté. C'est cela, en fin de compte, le plus grand parti. Les temps ont changé et bien changé.

**M. L.**

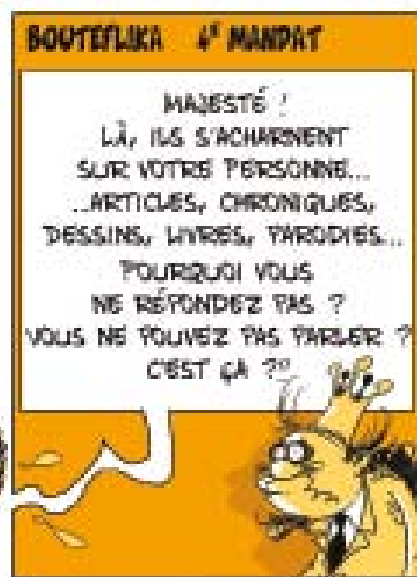
# Sale temps pour la presse libre

Par **A. Merad**

**D**es journaux qui peinent à sortir, des télévisions asphyxiées qui ne sont pas loin de mettre la clé sous le paillason... C'est le triste visage de délabrement qu'offre aujourd'hui la presse nationale dans sa diversité qui, en plus des pressions politiques qui s'exercent sur elle, se trouve confrontée à d'énormes difficultés financières dans un environnement économique exécrable. C'est toujours triste d'assister au déclin de médias qui s'étaient projetés dans un grand destin, celui de vivre sans contrainte l'aventure exaltante de la liberté de la presse dans son expression la plus noble et d'espérer ouvrir une voie royale et sans complexes aux nouvelles générations de journalistes qui n'ont pas connu le format unique des années de plomb, et si la réalité de cette décadence peut se vérifier tous les jours à l'aune des convulsions que subit le monde médiatique, elle apporte surtout la preuve irréfutable que la démocratie dans notre pays va très mal partant évidemment du postulat qu'une démocratie sans presse libre ressemble à une gageure. La presse mise sous l'éteignoir, c'est toute l'architecture du processus démocratique patiemment mûrie par les forces de progrès qui se désagrège au contact brutal de l'autoritarisme ambiant. Mais comment peut-il en être autrement quand c'est le Pouvoir lui-même qui organise et planifie sous des formes différentes, la plupart du temps sournoises et donc non frontales, la destruction en filigrane de cette presse considérée comme l'ennemi à abattre juste pour avoir eu l'audace de revendiquer le droit à l'objectivité de la parole. Jamais la presse nationale, écrite ou télévisée (la radio libre ne faisant pas encore partie de ce paysage) n'a connu une régression aussi dramatique que celle vécue sous l'ère Bouteflika qui en trois mandats a réussi le coup de force de laminer le milieu journalistique réfractaire qui ne correspondait ni à sa vision ni à son ambition de régner en maître sur le pays sans avoir à rendre des comptes à l'opinion publique. Et le Président qui se clame pourtant libéral et démocrate ne s'en est jamais caché. Il a montré dès son installation sur le trône sa profonde aversion pour cette presse nationale libre qu'il a trouvée déjà bien installée et en osmose avec les esprits des Algériens désormais portés sur les aspirations démocratiques, mais qui par sa pertinence le dérangeait aux entournures. Il n'a pas hésité à lui afficher le plus grand dédain au point où il réalise une «performance» unique en son genre dans le monde, celle de refuser systématiquement le contact avec elle, préférant communiquer avec les journalistes étrangers sur les problèmes algériens. Bouteflika, c'est connu, avait accordé, au temps où il parlait beaucoup, de multiples interviews à des médias internationaux parmi lesquels des journaux et des télévisions notamment français. Pour lui, ce sont ces médias qui avaient sa totale confiance pour porter ses messages. Une marque de mépris envers la presse locale tellement flagrante qui a surpris nombre de chancelleries dont la curiosité est restée à ce jour sans réponse. Mais c'est un secret de polichinelle que d'essayer de traduire cette attitude présidentielle irrespectueuse des conventions médiatiques en vigueur dans les pays démocratiques où la presse libre n'est pas assimilée à un slogan, car derrière le refus d'affronter les journalistes algériens, il y a une volonté délibérée de dévaloriser la presse nationale, de la décrédibiliser devant les Algériens en la présentant comme un simple appendice sans niveau ni de réflexion ni d'analyse dont le pays peut aisément se passer. D'ailleurs sa fameuse tirade «teyabet el hamam» est restée célèbre et résume à elle seule le ressentiment qui l'habite vis-à-vis des journalistes algériens, même si dans les communiqués officiels on retrouve un ton plus mesuré pour dire qu'entre lui et la presse le courant passe. C'est pour tromper qui ? Cela dit, l'important est qu'après trois mandats, le bilan est lourd. La presse est aujourd'hui complètement disloquée et au bord de la faillite. A part quelques titres et des petits écrans privés qui font carrément dans la résistance en s'appuyant sur leur professionnalisme et leur forces éditoriales inébranlables, la plupart des médias ont l'impression de s'être engagé dans une mort lente qui les prend à la gorge. Depuis l'arrivée de l'actuel ministre de la Communication, ils disent que les choses se sont encore aggravées. Il est venu avec une mission précise pour un combat trop inégal affirme-t-on dans le milieu. Sous prétexte d'une éthique et d'un professionnalisme non assumés, on règle des comptes en s'attaquant aux cordes sensibles, la publicité. Résultat : les ressources manquent cruellement et c'est naturellement le fonctionnement des médias qui en pâtit. Ce sont, faut-il le préciser, les titres qui ne baissent pas l'échine qui payent car visés en premier pour leur honnêteté intellectuelle. Les plus véreux, eux, ne passent pas dans les mailles des filets, il leur suffit de faire allégeance. C'est ça la politique de communication mise en œuvre par le Président en exercice qui sait choisir ses exécutants. *El Watan*, qui fête son vingt-cinquième anniversaire, reste un témoin privilégié de cette mise à mort programmée de la presse nationale. Il affronte comme ses confrères la tourmente mais ne sait pas de quoi sera fait demain.

**A. M.**

fic



OCTOBRE ET LA CONSÉCRATION DU PLURALISME MÉDIATIQUE EN 1990

# Début de l'aventure intellectuelle

Octobre 1988 a été un véritable bouleversement du paysage politique et médiatique algérien. Un point de rupture brutal avec le parti unique, un régime de dictature qui avait bien sûr ses propres relais médiatiques.

Par Saïd Rabia

Octobre 1988 a été une formidable explosion du génie algérien qui a brisé la camisole de la pensée unique imposée depuis l'indépendance du pays. C'est dans cette ambiance marquée par la soif de la liberté, la soif de dire, d'informer, d'entreprendre et de porter l'aspiration des Algériens à la démocratie, que des journalistes de la presse publique se sont lancés dans une passionnante mais pénible aventure intellectuelle en créant des journaux indépendants. Dans le sillage de la Constitution du 23 février 1989, le premier texte qui consacre le pluralisme politique et médiatique de l'Algérie indépendante, le gouvernement de Mouloud Hamrouche a jeté les fondements d'une presse libre en soutenant l'élaboration d'une loi relative à l'information totalement libératrice. «Le 19 mars 1990, la circulaire n°4/90 du chef du gouvernement est venue mettre en œuvre des décisions du Conseil des ministres du 13 février 1990, concernant le "régime d'exercice des journalistes du secteur public"», indique le professeur et expert en communication Belkacem Ahcen Djaballah, dans une contribution sur l'histoire de la presse. Le gouvernement avait offert deux possibilités aux journalistes : «*Cœuvrer au sein de la presse, de parti ou d'opinion de leur choix ou constituer des collectifs professionnels pour la création et l'édition d'un titre indépendant, avec une indemnité de licenciement de deux ans.*» Mais pour encadrer la nouvelle configuration médiatique, il fallait élaborer un texte de loi qui sied au contexte. Il y a eu alors la promulgation de la loi n°90-07 du 3 avril 1990 relative à l'information. Le pluralisme médiatique devint alors une réalité en Algérie.



Et c'est cette «*aventure intellectuelle*» qu'ont choisi Omar Belhouchet et ses compagnons en créant le journal *El Watan*, le 8 octobre 1990, deux ans après la révolte du 5 Octobre. Ce fut aussi le cas pour les initiateurs du *Soir d'Algérie* — qui a vu le jour le 3 septembre de la même année — Zoubir Souissi, Fouad Boughanem, Maamar Farah et autres. D'autres titres ont été lancés la même année : *Le Jeune Indépendant*, qui était alors sous forme hebdomadaire, le 28 mars 1990, le quotidien arabophone *El Khabar* dont la première parution a été le 1<sup>er</sup> novembre 1990, *Alger Républicain* le 22 du même mois, le quotidien *Le Matin* le 16 septembre 1991.

## LE BOOM MÉDIATIQUE DE 1990 ET 1991

Et c'est cette «*aventure intellectuelle*» qu'ont choisi Omar Belhouchet et ses compagnons en créant le journal *El Watan*, le 8 octobre 1990, deux ans après la révolte du 5 Octobre. Ce fut aussi le cas pour les initiateurs du *Soir d'Algérie* — qui a vu le jour le 3 septembre de la même année — Zoubir Souissi, Fouad Boughanem, Maamar Farah et autres. D'autres titres ont été lancés la même année : *Le Jeune Indépendant*, qui était alors sous forme hebdomadaire, le 28 mars 1990, le quotidien arabophone *El Khabar* dont la première parution a été le 1<sup>er</sup> novembre 1990, *Alger Républicain* le 22 du même mois, le quotidien *Le Matin* le 16 septembre 1991.

L'article 4 de la circulaire relative à l'information d'avril 1990 consacre la liberté d'édition et de création des titres de presse

Pour la presse partisane, c'est aussi le boom. *El Mounqid*, un hebdomadaire en langue arabe appartenant au FIS, atteint des tirages de 500 000 exemplaires. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) crée également ses propres supports médiatiques, *L'Avenir* et *Assalu*, un journal édité en langue amazighe. Le Front des forces socialistes (FFS) en fait de même en reprenant *Libre Algérie*, un journal fondé à Paris par l'un de ses militants et compagnon de son leader Hocine Aït Ahmed, Ali Mecili, assassiné en 1987. *Alger Républicain* reparait avec une ligne éditoriale proche du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS). Le Mouvement démocratique algérien (MDA) fait sortir *El Badil*. 1991 demeure l'année de référence pour apprécier l'ampleur de l'expansion qu'a connu le paysage médiatique algérien : de 49 titres en 1988, on passe à 74 titres en 1991. Les tirages ont plus que doublé pour atteindre 1 437 000 exemplaires/jour\*. Dans la foulée de la libéralisation du champ

médiatique, Un Conseil supérieur de l'information, un outil indépendant de régulation de la profession, a été installé en juillet. Composé de 12 membres — trois choisis par le président de la République, trois autres par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), et 6 journalistes professionnels élus par leurs pairs — cette autorité a fonctionné bon an mal an jusqu'à sa disparition, en 1993. «*S'il est une chose absolument certaine, qu'il n'est d'ailleurs point besoin de prouver, c'est bien le rôle important, sinon essentiel, joué par les journalistes algériens en tant que bâtisseurs entiers du processus de démocratisation. Grâce à eux, la presse qui, avant Octobre, était un instrument passif entre les mains des appareils du système, s'est muée rapidement en agent actif et en véritable pouvoir... le quatrième certainement, le premier à certains moments, tout particulièrement juste après Octobre, quand tous les appareils s'étaient presque dilués dans la tourmente*», commentait Belkacem Ahcen Djaballah, expert en communication, consultant, professeur associé des universités. Deux défis étaient à relever d'emblée par les collectifs de journalistes qui ont fait le choix de l'«*aventure intellectuelle*» : le développement de leur entreprise en tant qu'entité économique, et donner ses lettres de noblesse à une profession qui venait juste de se débarrasser du joug du monolithisme, avant qu'un troisième ne s'impose à tous les journalistes : le terrorisme islamiste dont ils sont devenus la cible. Certains ont pu traverser le champ de bataille avec plus ou moins de réussite, d'autres n'ont pas pu tenir. Mais il faut dire que ceux qui ont parié sur l'échec total des nouvelles entreprises de presse se sont trompés. S. R.

\*Travaux du premier séminaire national sur la transition démocratique en Algérie

## CHANTAGE À LA PUBLICITÉ

# L'étranglement financier comme outil de répression

Par Melissa Roumadi

Vingt-cinq ans que les officiels algériens s'égoïsent durant les grand-messes de cette exception bien algérienne, de cette liberté de ton empreinte d'une pointe d'humour bien de chez nous qui fait de la presse algérienne l'une des plus libres du Monde arabe. Pourtant, que de combats et de luttes pour préserver cette dernière forteresse, dont les murs se lézardent chaque jour un peu plus. Entre chantage à l'impression et à la publicité et les menaces en tout genre, le pouvoir en place fait preuve de trésors d'inventivité pour étouffer les dernières dissonances. Car l'Algérie a bien eu son Printemps, un certain 5 Octobre 1988, ouvrant grand les portes d'une émancipation subtilisée depuis. La levée des monopoles publics du temps du gouvernement Hamrouche, notamment celui de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) devait augurer d'une nouvelle ère. Cela n'aura pas duré, les tentations

despotiques du pouvoir auront fini par avoir raison d'une expression libre encore balbutiante. Dès 1993, le gouvernement de Belaid Abdesselam introduit un article à la loi de finances qui maintient le monopole de l'ANEP sur la publicité institutionnelle et publique pour une durée de trois ans. Un monopole qui dure d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui. Outil de pression privilégié, la publicité institutionnelle a alimenté, au fil des ans, l'indigence des entreprises de presse. D'ailleurs, dès 1999, la création d'une pléthore de titres à la veille de chaque échéance électorale est devenue coutumière. Nourrie par une rente annuelle de 200 millions de dollars selon les chiffres officiels, la gestion d'une centaine de titres de presse devait rendre, par le poids de la quantité, inaudibles les quelques voix qui ont résisté aux suspensions d'impression et aux menaces de redressements fiscaux et celles qui ne se seront pas laissées tenter par les attraits d'une corruption d'Etat institutionnalisée. Ce mercantilisme assumé n'aura engendré qu'une multitude d'entreprises de presse non viables, employant des journalistes jetés

dans la précarité. En ces temps de crise, les tenants de titres mercantiles n'hésitent plus à réduire le nombre de pages de leurs journaux de moitié, ou encore de ne pas publier d'édition les jours où l'ANEP ne leur fait pas profiter de ses faveurs. Certains journaux risquent de disparaître s'ils ne font pas preuve de compétitivité. Le discours officiel fait les louanges d'une décantation salutaire pour la presse nationale. Un discours qui tient parfaitement la route si ce n'est que la partie visible d'un plan plus global, mûrement réfléchi, destiné à redistribuer les cartes. Vingt ans après le rétablissement du monopole de l'ANEP qui accaparait jusque-là 65% du marché publicitaire, c'est le marché publicitaire privé qui est soumis aux desideratas du séral. Les journaux qui auront réussi à s'emanciper de l'ANEP et des imprimeries publiques, à leur tête *El Khabar* et *El Watan*, font ainsi les frais de leur «*désobéissance*» par des tentatives d'étranglement financier. Ainsi, après les multiples tentatives de redressement, les deux entreprises font face à la contraction de leurs parts du marché

publicitaire. Certains mettront cela sur le compte de la crise. Un discours qui se tient, si ce n'est que ce mouvement fut amorcé dès mai 2014. Si ce n'est aussi les chiffres récemment publiés par le très sérieux cabinet Immar Research & Consultancy qui fait part d'un bond de 42% du marché publicitaire privé au cours du premier trimestre 2015. Immar évoque aussi une orientation plus marquée de la publicité vers les télévisions, dont les parts de marché progressent au détriment de la presse écrite. Plus qu'une tendance lourde, celle-ci est encouragée à la faveur des chantages exercés sur les annonceurs, que ce soit par l'agitation d'une hypothétique loi sur la publicité qui risque d'être scélérate ou la menace de redressement et d'enquêtes en tout genre. Le fait est que la propension est à l'étranglement des médias d'opinion au profit de mass médias commerciaux. Des TV offshore destinées, plus qu'à divertir, à anesthésier les consciences et qui finiront, au risque de disparaître, par s'acoquiner avec une oligarchie entretenue et choyée par le pouvoir, au détriment d'investisseurs sérieux. La boucle est bouclée ! M. R.

DIFFUSION DE LA PRESSE ÉCRITE

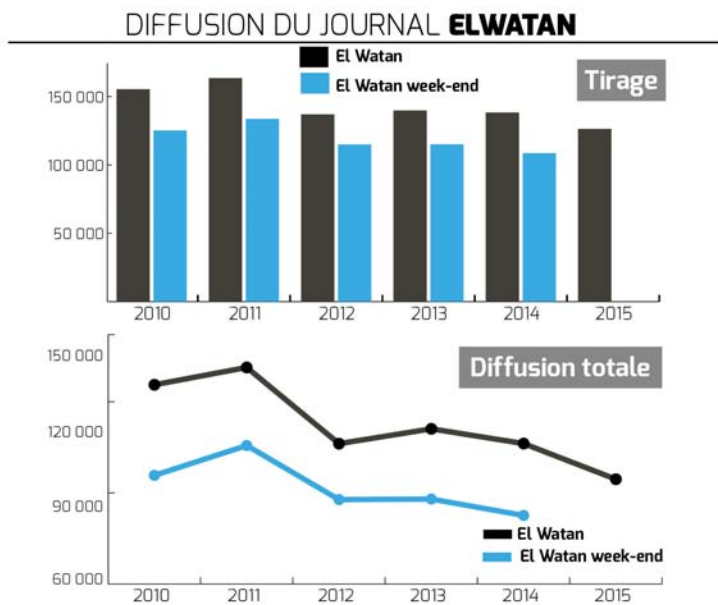
# El Watan consolide son ancrage

Le quotidien El Watan, qui célèbre aujourd'hui le 25<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, continue de maintenir sa place de leader dans le paysage médiatique francophone, et ce, malgré un contexte difficile marqué par le rétrécissement des recettes publicitaires, la cherté du papier journal et la concurrence de la presse écrite et numérique.

Par Hocine Lamriben

L'évolution de sa diffusion depuis 2010, date à laquelle le titre a été certifié pour la première fois par l'Office de justification de diffusion (OJD-France) dans une démarche de transparence, montre que le quotidien est l'un rare titre algérien à sortir du lot. La diffusion du quotidien El Watan a augmenté, durant l'année 2010, de 1,52% comparativement à l'année 2009. En termes de succès auprès du lectorat, la version hebdomadaire n'était pas en reste. Pour sa première année d'existence, El Watan Week-end a enregistré une progression de la diffusion plus que significative de 29,19%. Durant la seconde année de certification par l'OJD, le quotidien a maintenu le cap avec une hausse de 4,32% de ses ventes en 2011, comparativement à l'année 2010. La progression des ventes n'était pas exclusive au quotidien El Watan. Son édition hebdomadaire, El Watan Week-end, a enregistré pour sa part une augmentation de 9,34% comparativement à l'année 2010. Après une importante progression en 2010 et 2011, l'ensemble

des ventes de la presse écrite en Algérie ont chuté sensiblement en 2012. Seul quotidien francophone dont la diffusion est certifiée par l'OJD, El Watan avait aussi marqué le pas. Sa diffusion a baissé de 18,59% pour l'édition quotidienne et de 16,30% pour l'édition du week-end. La diminution des ventes intervenait au lendemain de la première hausse du prix public du journal, passé de 10 à 15 DA, en octobre 2011, imputable à la hausse du prix du papier journal importé ainsi que ceux des coûts d'impression. En 2013, la diffusion du titre a repris de la vigueur avec une hausse de 4,45% par rapport à 2012. En revanche, la diffusion d'El Watan Week-end a connu une certaine stagnation avec une hausse de 0,19% en 2013. Pour l'année 2014, la diffusion globale du quotidien El Watan a diminué de 4,26% comparativement à l'année 2013. Tout comme le cas du journal, la diffusion globale de l'édition hebdomadaire, El Watan Week-end, a reculé quant à elle de 3,6% entre janvier et décembre 2014 par rapport à l'année 2013. La désaffection des lecteurs s'expliquait, entre autres, par la seconde hausse du prix de vente du journal, passé cette fois-ci à 20 DA fin octobre 2014. Il faut souligner que le repli des ventes du quoti-



dien et celles de sa version hebdomadaire intervient dans une conjoncture contraignante où la diffusion de la presse algérienne, tous titres confondus, a lourdement dégringolé. A titre d'ex-

emple, la diffusion des journaux d'Echorouk El Yaoumi et Ennahar El Djadid, deux des trois plus grands tirages de la presse arabo-phonie également certifiés par l'OJD, a plongé respectivement de

plus 18% et un peu moins de 20% en 2014. Dans ce contexte, seul El Watan a réussi à tirer son épingle du jeu grâce à un contenu diversifié et riche à destination de ses lecteurs. **H.L.**

ENTREPRISES DE PRESSE

## Les limites du business model

Par Ali Titouche

El Watan fête ses 25 ans aujourd'hui. Une occasion de parler franchement de l'évolution des entreprises de presse depuis la libération du secteur à l'investissement privé en 1990, au lendemain de l'ouverture démocratique 1989. Certes, la presse a beaucoup évolué quantitativement, mais des choses manquent dans cette ambiance pluraliste, dans les relations entre travailleurs et employeurs et entre employeurs et administration. Vient ensuite le concept de la liberté d'expression, soumis au gré de l'hypocrite fantaisie d'un régime politique qui amalgame les notions réductrices et conduites clientélistes. Raison de plus pour jouer franc-jeu et dire les choses quant à la situation des entreprises de presse et le modèle économique qu'elles se sont imposé en fonctions des intérêts et/ou des idéologies qu'elles défendent. Dans cette évolution quantitative de la presse privée (près de 300 publications entre quotidiens et périodiques), la qualité des produits et la via-

bilité économique des entreprises restent une alchimie un peu trop complexe à réaliser. Le dernier code de l'information, daté de 2012, continue de servir de théorie régressant la profession du journaliste et de l'éditeur, sans se soucier, en pratique, des notions définissant le statut des entreprises de presse. Il s'agit de l'ensemble des lois relatives au fonctionnement d'une entreprise de presse de sa création à son financement en passant par les règles financières et fiscales garantissant sa survie et son indépendance. C'est un sujet épineux, voire tout aussi paradoxal compte tenu de la situation qui prévaut dans la profession. Pendant que des entreprises paient au prix cher leur survie et indépendance par le moyen d'un si coûteux investissement dans la certification normative et comptable, l'industrie d'impression, la formation, le management, le marketing... une certaine presse s'est mise à calculer les variables pouvant mener à la combinaison gagnante des «petits commerces à grandes recettes». Le modèle économique de bien des éditeurs est un sujet dont on n'ose pas parler, de crainte de se faire juger ou dénigrer. Bien

que les vérités soient amères. Les combinaisons par lesquelles on réussit à faire bonne chère sont faciles à démystifier. D'abord, une bonne partie des 130 journaux survit sous perfusion de deux pages de publicité offertes gracieusement par l'ANEP par laquelle transitent toutes les institutions publiques. Mais tout le monde n'a pas le droit au même traitement. Les conditions de sélection sont claires : le serment d'allégeance en est la principale. Ensuite, il est de notoriété publique que de dire les montants farineux qu'injecte l'Etat dans l'importation du papier journal sans que bon nombre de consommateurs, des entreprises de presse en l'occurrence, ne daignent régler leurs ardoises chez les imprimeurs publics. La facture des importations du papier journal a explosé ces dernières années, sous le double effet du renchérissement du prix du produit et de la hausse du nombre des journaux créés, imprimés essentiellement par les rotatives publiques. Le papier journal offert par l'Etat presque gracieusement à des entreprises de presse en manque de bonne gestion et de saine comptabilité devrait coûter 82 229 272 dollars

en 2016, soit l'équivalent d'une consommation annuelle de 121 547 tonnes, selon certaines prévisions. Le prix de la tonne devrait culminer à plus 2000 dollars l'année prochaine, si l'on se réfère aux pronostics de Grant Thornton, groupe leader d'audit et de conseil. Sans l'ombre d'un doute, c'est l'Etat qui sera encore appelé à supporter les dépenses, faute d'une viabilité comptable des entreprises de presse. Là encore, c'est une autre paire de manche. Bien souvent, la transparence comptable chez bien des éditeurs n'est pas une tradition. Encore moins la couverture assurantielle des journalistes. Souvent, le fisc et les autres institutions de protection des employés ne viennent taper qu'à la porte des «mutins». Que l'Etat intervienne par le moyen d'aides directes et indirectes au profit de la presse est une bonne chose, mais il doit être à la fois garant du retour sur investissement et regardant sur la transparence comptable, la destination des fonds, l'investissement et la protection des emplois. En termes plus simples, les fonds investis dans les entreprises de presse doivent garantir leur indépendance et pluralisme. **A.T.**

SA FRÉQUENTATION A QUADRUPLÉ EN 5 ANS

# Le site web d'El Watan poursuit son essor

Le site web du quotidien El Watan poursuit sa progression entamée depuis 2010. Le nombre de ses visiteurs ne cesse de croître. Il enregistre aujourd'hui entre 80 000 et 90 000 visites par jour. De nouveaux projets sont en cours pour mieux répondre aux attentes de ses lecteurs.

Par **Farouk Djouadi**  
Journaliste

Le nombre de visiteurs du site elwatan.com a quadruplé durant ces 5 dernières années. De 6,6 millions de visites effectuées par plus de 2,3 millions de visiteurs uniques en 2010, le site est passé, en 2014, à près de 28 millions de visites effectuées par plus de 8,8 millions d'utilisateurs. Durant la même période, le nombre de pages vues est passé de 17 millions à plus de 66,6 millions, selon les statistiques fournies par Google analytics.

En 2013, elwatan.com a enregistré plus de 8,1 millions d'utilisateurs qui ont exécuté plus de 24,3 millions de sessions, avec, à la clé, près de 58 millions de pages vues. Ce qui dénote une nette avancée par rapport à l'année 2012, quand le site a été visité par 7,6 millions d'utilisateurs uniques qui ont consulté près de 53 millions de pages. La forte progression enregistrée l'année passée a été favorisée par le lancement, fin 2013, de la 3G en Algérie. D'ailleurs, près de 30% des visites recensées en 2014 (28 millions) ont été exécutées à partir d'appareils mobiles (smartphones et tablettes). En 2012, le nom-

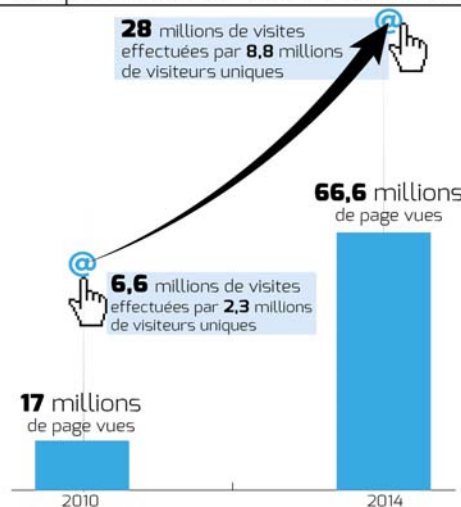
bre de visiteurs via le mobile ne représentait que 6% du total des visiteurs.

Les statistiques de Google analytics donnent, par ailleurs, des indications sur le profil des lecteurs d'El Watan sur le web. On sait, à titre d'exemple, que le lectorat du site est quasiment masculin. De janvier à fin septembre 2015, le site a enregistré près de 21 millions de consultations dont à peine 20% ont été exécutées par des lectrices. Cela est peut-être dû au fait que le journal ne produit pas suffisamment de contenus susceptibles d'intéresser le lectorat féminin.

On sait, en outre, qu'une bonne partie des lecteurs d'elwatan.com sont âgés entre 35 et 65 ans. De manière plus précise, les statistiques montrent que les utilisateurs ayant entre 45 et 54 ans représentent plus de 26% du lectorat. Les tranches d'âge de 35-44 ans et 55-64 ans représentent respectivement 21 et 18% du nombre total des utilisateurs du site, durant les 9 premiers mois de l'année en cours.

Les lecteurs âgés entre 18 et 24 ans ne représentent, quant à eux, que 5,3% du nombre total des utilisateurs. Ceci serait, du moins en partie, la conséquence de la politique d'arabisation des programmes scolaires, qui s'est généralisée à par-

## Fréquentation du site elwatan.com



tir des années 1980. Il se pourrait aussi que la nature des contenus proposés par le journal – axés dans une large mesure sur l'actualité politique et économique – ne répondent pas aux besoins des jeunes de moins de 25 ans. Autre indication révélée par les statis-

tiques, sur les 21 millions de visites enregistrées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre derniers, près de la moitié ont été exécutées à partir de l'Algérie, soit plus de 10,2 millions de visites. La France vient en deuxième position avec 31% des visites (6,6 millions), suivie

du Canada avec plus de 1,183 million de visites (5,6%). Le site web d'El Watan a enregistré, durant la même période, plus de 406 000 visites à partir des Etats-Unis et près de 663 000 visites à partir du Maroc. Par ailleurs, le site se fait de plus en plus présent sur les réseaux sociaux. Sur facebook, la page officielle du quotidien compte près de 96 000 fans. Sur twitter, le compte officiel d'El Watan comprend 74,4 mille followers (abonnés).

Elwatan.com ne compte pas s'arrêter là. Il s'apprête à passer à une autre étape de son évolution, pour mieux répondre aux attentes de ses lecteurs. «A l'avenir, le site devrait prendre une autre forme, avec une nouvelle maquette et surtout la mise en place d'un système de paiement électronique des contenus HTML et PDF. Ce projet lancé depuis des années n'a pas pu être réalisé en raison de l'absence du paiement en ligne en Algérie. Depuis quelques mois, les choses ont commencé à changer, quoique très lentement, avec toujours les blocages bureaucratiques propres à l'Algérie. «Le e-commerce dans notre pays souffre de l'absence d'une réelle volonté politique», explique Mourad Hachid, rédacteur en chef du site web d'El Watan.

F.D.

## 50 millions de dinars pour la formation du personnel

Par **Mourad Hachid**

Depuis des années, El Watan consacre des sommes importantes à la formation et au perfectionnement de son personnel, tous corps confondus, afin d'élever le niveau des compétences internes. El Watan a consacré, entre 2009 et 2014, un budget de près de 230 000 euros, sur ses fonds propres, uniquement en frais pédagogiques, à la formation de son personnel et à l'amélioration de son contenu éditorial. Ce programme a touché quasiment tous les services du journal. Près de 212 personnes ont suivi les différentes sessions du programme initié en 2009 avec l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille (France), après l'échec de la création par quatre quotidiens algériens, dont El Watan, d'un centre de formation et de perfectionnement des journalistes algériens. Si la majorité des sessions de formation, assurées par des journalistes-formateurs français de haut niveau, a concerné les journalistes, avec notamment des formations sur les bases de l'écriture journalistique, l'enquête, le portrait, l'investigation, l'innovation éditoriale, le journalisme en locale, d'autres sessions ont été consacrées au management de la rédaction, au web, à la photo, au montage PAO et à l'organisation de



Séminaire sur la stratégie des pages locales

la rédaction. Alain Rollat, Soizic Bouju, Jean Stern, Vincent Hugué, Bertrand Verfaillie, Christophe Preault, Yves Secher, Philippe Martin, Christophe Coubertegues, Stéphanie Maurice, Sylvie Larrière et Guillaume Lecointre sont quelques-uns des formateurs que l'ESJ de Lille a mis à la disposition de l'entreprise pour animer les sessions de formation et de coaching du personnel. Pour mieux cerner les besoins en formation,

plusieurs missions d'audit ont été effectuées par les experts de l'ESJ. Par ailleurs, avec l'expertise de l'ESJ, El Watan a réalisé un audit sur la diffusion du journal et un autre sur son service publicité, ponctués par une importante étude de lectorat qui a permis de connaître les attentes des milliers de lec-

teurs d'El Watan. El Watan aura comptabilisé plus de 80 missions de formation avec l'ESJ de Lille. La logistique qui accompagne ces formations a nécessité un important effort financier du journal, puisque pas moins de 2,5 milliards de centimes ont été consacrés à la prise en charge (hébergement, restauration) des participants venus des différentes régions du pays, où El Watan est représenté et aussi à la location du matériel nécessaire aux formations (salles, tables, chaises, informatique...). El Watan a commencé à s'intéresser à la formation à partir de 2005-2006, en organisant notamment avec des enseignants algériens quelques formations à Oran, Tizi Ouzou, Sétif, Djelfa, Constantine qui ont coûté plus de 6 millions de dinars. Ces formations ont été assurées par notamment Brahim Brahim, Ahcène Djabellah et Belkacem Mostefauoui. El Watan a aussi répondu toujours présent à chaque fois qu'un organisme international l'a sollicité pour prendre en charge, sur le plan logistique, une quelconque formation. D'autres formations ont touché le personnel administratif à plusieurs reprises (comptables, commerciaux, secrétariat...). El Watan compte poursuivre cet effort de formation et de perfectionnement de son personnel, avec comme objectif l'amélioration de son contenu et de son fonctionnement. M.H.



Par Mahmoud Mamart

# EL WATAN ÉCONOMIE L'économie vue autrement

Longtemps absorbé par l'actualité politique du pays, marqué par des turbulences itératives et une transition qui n'en finit pas, l'actualité économique a souvent été le parent pauvre de la presse algérienne.

L'Etat qui produit l'information en mobilisant ses fichiers administratifs et en l'orientant dans le sens de faire reluire la gouvernance du moment, la presse indépendante lance déjà ses propres enquêtes et diffuse une information économique qui rompt avec l'unanimité affichée.

Le journal El Watan a lancé, le 28 février 2005, un supplément hebdomadaire économique intitulé El Watan Économie. Un supplément qui se veut une fenêtre sur toute l'actualité économique du pays, du monde de l'entreprise et même aux aguets des soubresauts de ce qui se passe ailleurs. A ses débuts, le supplément

hebdomadaire de 16 pages, édité tous les lundis était livré gratuitement aux lecteurs et séparé de l'édition du jour avant de réintégrer l'édition quotidienne.

Une insertion dans l'édition du jour du lundi qui l'a réduit en nombre de pages offerts aux lecteurs, privant parfois, non sans frustration, nos nombreux contributeurs d'espaces de débat et de concertation avec la société et les décideurs.

Le supplément traite des questions locales, mais aussi africaines et mondiales. Avec des dossiers et des enquêtes menés avec professionnalisme et rigueur, le supplément a

souvent fait l'objet de thèses d'étude dans différentes universités algériennes et est devenu un outil incontournable pour bon nombre d'universitaires et décideurs économiques. Des universitaires de renom, des experts, des chefs d'entreprise et autres décideurs économiques alimentent le journal en contributions de hautes factures et devant la richesse de ses données statistiques et analyses, il est souvent archivé et pris comme outil de travail sérieux par les institutions et experts économiques. Cela dit, il reste que le produit est perfectible afin de mener à bien sa noble mission d'informer.

M. M.

**D**evant la politique du tout-Etat et dans une économie hyper dépendante de la rente pétrolière, peu de place en effet pour l'information économique où le cœur se devait d'être au sein de l'entreprise. Malgré tous les aléas et en dépit que c'est

## LE SUPPLÉMENT ÉTUDIANT

# Un œil sur l'université

Par Zohir Aït Mouhoub

**U**niversité, étudiant, cité universitaire, COUS... autant d'épithètes qui reviennent dans les pages des journaux et qui sont souvent liées à des comptes rendus sur un mouvement de grève, des sit-in et autres revendications d'ordres socioprofessionnelles. L'université a été pendant longtemps le parent pauvre de la presse algérienne, et l'étudiant, une matière juste bonne à remplir la rubrique des chiens écrasés.

Que savons-nous réellement de ce monde censé incarner le savoir, le génie, la créativité, ce haut lieu qui consacre l'échange d'idées, de débats et de libertés qu'est l'université ? L'étudiant est-il encore cet acteur, jadis majeur dans le processus de développement d'une nation, de la construction et de la pérennité d'un Etat ? C'est à partir de ces questionnements simples mais O combien importants, qu'a germé un projet nommé El Watan Etudiant. Un supplément hebdomadaire pleinement consacré à l'actualité académique et à la vie étudiante. Depuis son lancement, la rédaction du supplément a su cerner les vraies problématiques et poser les problèmes que traverse l'université algérienne. Au fil du temps et de l'exercice, la rédaction a dégagé des axes de travail, des thématiques et des problématiques qu'il faudrait nécessairement et prioritairement éplucher. Au détriment des questions

périphériques abordées d'une manière sporadique dans les quotidiens nationaux, qui se résument généralement à des revendications socioéconomique, est né un choix éditorial que nous défendons à la rédaction de l'Etudiant.

A la tête de ces orientations figurent la question de la qualité de l'enseignement et les freins dressés pour sa concrétisation et l'introduction du système LMD et son adoption par l'université algérienne sans aucune concertation et sans aucune forme de débat. Le LMD n'a, en fait, que retarder encore de dix ans l'université algérienne. C'est en tous les cas, ce qui ressort de deux années de travail acharné de nos journalistes, décliné sous forme d'analyses, d'enquêtes, de reportages, d'entretiens et de contributions d'éminents chercheurs et professeurs. Par ricochet, ce débat interminable sur ce système d'enseignement importé comme une vulgaire marchandise, sans notice ni mode d'emploi, a plongé le monde universitaire dans la léthargie et a pris en otage l'avenir des étudiants algériens. Au plus près de la communauté universitaire, le supplément Etudiant est devenu cet espace libre où se croisent des avis parfois divergents, souvent convergents, où les langues se délient et où l'on ose désormais dénoncer le fait établi. Les élites de ce pays ont été longtemps marginalisées, réduites au silence et sujets à tous les dépassements et le mépris. Fidèle à la ligne éditoriale du journal El Watan et aux valeurs qui animent sa rédaction, le supplément est

caractérisé par son ton critique et parfois virulent lorsqu'il s'agit de sujets cruciaux et lorsque l'avenir de l'université est engagé. Le supplément c'est aussi un support de vulgarisation scientifique.

Côté labo est une rubrique hebdomadaire consacrée à la recherche. Dans la pure tradition du journalisme scientifique, notre journaliste s'atèle ardemment à vulgariser des travaux de recherche pour lesquelles des chercheurs ont consacré des années de dur labeur.

L'objectif de cette rubrique est de montrer qu'au-delà de toute critique parfois objective, des scientifiques passionnés, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, travaillent durement pour aboutir à des projets scientifiques ou techniques viables et sérieux. Les autres objectifs du Côté Labo sont de créer cette émulsion et cette concurrence nécessaire entre les différents chercheurs, centres et laboratoires de recherche pour faire sortir ces acteurs de l'anonymat. Et si par bonheur, ces projets vulgarisés, expliqués et décortiqués arrivent à trouver preneur, soit un organisme qui exploitera les résultats, alors, la boucle sera bouclée. D'ailleurs, plusieurs entités économiques ont contacté la rédaction d'El Watan Etudiant pour prendre attache avec des labo-

atoires dont les travaux ont été médiatisés.

Pour répondre à un déficit flagrant de compétences, pour combler une demande insistante de l'économie nationale et pour lutter contre des clichés sociaux insidieux, le supplément Etudiant a compris l'importance de mettre en avant un secteur de la formation professionnelle longtemps dénigré. Mettre en avant les formations, les métiers et les établissements de l'enseignement et de la formation professionnels est le but d'une rubrique que le supplément souhaiterait hebdomadaire. La page Formation, se veut un espace de passion : des encadreurs passionnés, des apprentis enthousiastes et des métiers passionnants. Il s'agit de briser cette chape de plomb qui couvre les métiers manuels, et de faire comprendre d'abord aux parents ensuite aux enfants qu'un apprenti de la formation professionnelle n'est pas un raté. Juste inculquer l'idée que celui qui a un métier s'ouvre des perspectives inattendues et salvatrices pour l'économie nationale. Ainsi, le supplément Etudiant ouvre ses pages pour mettre en relief tous les genres de formation et d'apprentissage. Son idéal serait de servir de plateforme d'échanges entre les établissements de formation et d'enseignement, l'administration et le secteur économique. Le but étant de valoriser le savoir et le savoir-faire pour assurer un avenir meilleur.

Z. A. M.



## EL WATAN MAGAZINE

# Parce que chaque lecteur est différent !

Par Amel Bliidi

**A**l'ère de l'immédiateté, de la 3G et du flux ininterrompu d'informations, il est essentiel de savoir parfois prendre le recul nécessaire pour appréhender l'actualité, briser l'emballage suiviste et s'arrêter sur des aspects particuliers de notre société.

S'il est nécessaire pour un journal d'apporter les clés pour comprendre l'actualité politique et économique, il est tout aussi vital de diversifier son contenu. Le fait est que le lectorat du journal est très différent. L'édition Magazine d'El Watan propose, par exemple, des sujets se rappelant de Janitou, film hindou ayant eu un succès phénoménal en Algérie, un dossier

tendant de cerner les secrets de la grotte de Gueldaman ou un article s'inquiétant d'une possible extinction du chant d'El maqaine dans nos contrées.

Dans la mesure où le mode de consommation de l'information a été chamboulé, il est important pour le format papier de revenir au journalisme artisanal. Depuis deux ans, El Watan magazine se donne pour mission d'aller vers les gens, de donner la parole à ceux qu'on entend peu, de proposer d'autres sujets que ceux qui font la une des réseaux sociaux, d'offrir des angles nouveaux, de faire la part belle aux sujets de société, de briser l'emballage suiviste et de rompre avec l'auto-dénigrement, sans verser dans le positivisme béat.

Le fait est que le journal sort des imprimeries,

l'information qui y est contenue est déjà obsolète. La course aux clics contre les sites électroniques enrichis en temps réel est vaine et le combat perdu d'avance.

Notre manière de nous informer a changé, conditionnée par les ordinateurs, tablettes et téléphones. D'où la nécessité de nous montrer plus exigeants, de proposer des angles différents et une mise en page agréable, apportant ainsi une valeur ajoutée par rapport à l'édition web. Les attentes des lecteurs des sites électroniques et ceux des journaux traditionnels ne sont pas les mêmes. Les premiers veulent avoir l'infos, les seconds espèrent aller plus loin. El Watan Magazine s'inscrit, en complément de l'édition quotidienne du journal, dans cette perspective.

A. B.



ARTS & LETTRES

# Equilibres, joies et foi

En 2006, la direction d'El Watan m'a proposé de prendre en charge Arts & Lettres, les pages culturelles hebdomadaires du journal.

Par Ameziane Ferhani

Reprenre en fait, car le supplément existait depuis quelques années déjà et avait déjà inscrit sa présence dans le champ de l'information culturelle sous la houlette de notre confrère Djamel Merdaci, l'un des plus anciens et compétents journalistes culturels. La volonté exprimée était de dynamiser ce support et de l'adapter davantage au contexte alors marqué par un regain d'activités culturelles. Il faut rappeler, car on l'oublie souvent, que le projet Arts & Lettres est né au sortir de la période la plus noire de notre histoire récente, quand la culture et les arts avaient basculé dans le néant. Il s'agissait donc d'accompagner la reprise en apportant des regards si possible nouveaux, en tout cas intéressants. Plusieurs équilibres ont alors été recherchés. Equilibre entre les arts (tous les arts) et les lettres. Equilibre entre le patrimoine et la création. Equilibre entre les sources diverses de la culture algérienne. Equilibre

entre celles-ci et l'ouverture sur la vie artistique et littéraire du monde. Equilibre entre des lecteurs pointus, car spécialistes, écrivains ou artistes eux-mêmes, et un lectorat plus large et potentiellement intéressé. Equilibre entre la culture dans la capitale et dans les autres endroits du pays. Equilibre enfin entre les différentes formes de journalisme : chronique, analyse, enquête, entretien, brèves... Les a-t-on atteints ? Il est difficile d'y répondre car, en la matière, seuls les lecteurs et les lectrices peuvent en juger. En tout cas, nous nous sommes efforcés d'y parvenir et la préoccupation de ces équilibres anime chaque élaboration de sommaire. L'autre souci est de se conformer à la focale d'un rythme hebdomadaire, ce qui n'est pas toujours aisé car il faut trouver le meilleur milieu entre l'information quotidienne, tenue par la couverture des manifestations, et une périodicité mensuelle bénéficiant d'un recul assez large. De ce point de vue, Arts & Lettres a réussi à ne devenir ni presbyte ni myope en proposant à son lectorat une vision rapprochée mais réfléchie de l'actualité culturelle, entre regard et analyse, et surtout complémentaire du travail quotidien de la rubrique culturelle car un jour-

nal est un tout. Alors que le journal fête ses 25 ans – un quart de siècle, mine de rien – on ne pouvait résister à la tentation de survoler les archives d'Arts & Lettres. Et franchement, il y a là, pour les chercheurs qui s'intéresseraient à la vie culturelle dans la période considérée, une matière première considérable, une sorte de kaléidoscope des expressions artistiques et littéraires. Bien sûr, les ratés n'ont pas manqué. Mais ils sont inévitables dans une aventure professionnelle aussi complexe que le journalisme. L'essentiel est bien que l'équipe qui anime Arts & Lettres (deux permanents et quelques collaborateurs et pigistes) en soit constamment consciente. Et, plus que tout, c'est le contrat moral, qui nous lie aux lecteurs et lectrices, qui compte. De même que le rapport aux créateurs et à leurs œuvres en mettant de côté tout ce qui pourrait interférer en la matière – amitiés ou inimitiés ! – qui peuvent vite parasiter l'information, notamment dans l'univers culturel, bien éloigné des sciences exactes.



à main-vivante la préoccupation culturelle parmi notre lectorat en cultivant l'hommage des anciens tout en encourageant les nouveaux créateurs. Joie également d'avoir réussi à alerter l'opinion et parfois les décideurs sur certaines aberrations. Joie d'animer ces six pages hebdomadaires qui sont peu et beaucoup à la fois. Joie enfin de savoir que les articles du supplément sont étudiés dans certaines universités du pays. Joie et surtout foi dans le fait que la culture n'est pas un luxe tertiaire mais que son absence ou sa dérive ont des conséquences incalculables mais bien réelles, non seulement sur les esprits mais aussi l'économie, la vie quotidienne, la politique et tout ce qu'on appelle le monde réel. Merci à vous. A. F.

## IL A CONSACRÉ PLUSIEURS NUMÉROS AUX ÉVÉNEMENTS NATIONAUX Quand El Watan contribue à l'écriture de l'histoire

Par Ali Boukhlef

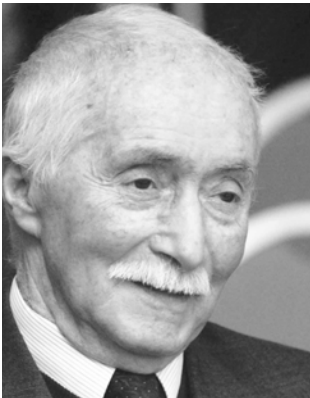
Pour donner une information plus complète, El Watan publie, régulièrement, des suppléments animés autant par les journalistes du quotidien que par des spécialistes de plusieurs domaines. Mais là où El Watan s'est distingué, c'est qu'en plus des suppléments thématiques hebdomadaires, qui font désormais partie du paysage, est la publication de suppléments gratuits pour accompagner la célébration des grands événements nationaux. Ainsi, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance, en 2012, le journal a consacré à l'événement plusieurs numéros spéciaux. Dans un des numéros intitulés «Un passé glorieux, une liberté confisquée» confectionné par les journalistes d'El Watan, un bilan a été fait d'un demi-siècle d'indépendance. Il est aussi question des acquis, mais surtout des ratés de cette libération. Dans une série de numéros intitulés «Une seule histoire, la vôtre», le journal a ouvert ses pages, en juillet 2012, à des témoignages de citoyens et d'acteurs du mouvement national. A l'occasion de la célébration du cinquantième du déclenchement de la guerre de Libération nationale, El Watan a également édité un hors-série de 40 pages dans lequel ont signé de prestigieuses plumes. Des historiens comme Mohamed Harbi, Benjamin Stora ou encore le défunt Mahfoud Kedache ont laissé leurs empreintes et raconté des pans de ce qu'a été l'histoire du pays. Des noms de moudjahidine, à l'image du regretté Mohamed Mechat, ont également accepté de se joindre aux rédacteurs du journal pour ap-

porter leur touche à l'écriture d'une histoire nationale qui n'a toujours pas été écrite. Tousjours durant l'année 2012, El Watan a voulu donner une grande dimension aux Accords d'Evian, signés 50 ans plutôt. Intitulé «Une belle et terrible apothéose», ce supplément de 32 pages a donné de nouveaux angles de lectures sur les Accords qui ont signé l'indépendance de l'Algérie. En plus de la lecture du texte, le journal a donné la parole à ceux qui ont vécu ce moment charnière dans l'histoire du pays. D'autres suppléments continuent de sortir pour faire d'El Watan non seulement un témoin de l'histoire, mais un instrument qui aide à lire et à comprendre l'histoire du pays. A. B.



# El Watan œuvre à ce que la démocratie ait droit de cité en Algérie

Le journal **El Watan** fut et restera un des plus brillants chaînons du journalisme. Omar Belhouchet n'est pas, pour les journalistes ni pour les usagers de la presse, «le grand patron» distant, que chacun craint, mais un ami, un guide que l'on respecte pour son intelligence qui a pour corollaire sa bonté et sa simplicité, avec qui l'on se sent en confiance.



Par Ali Yahia Abdenour

Omar Belhouchet restera une des personnalités les plus marquantes de la presse, du monde politique et de la population. En écrivant ce texte, je sens tout d'abord le devoir, le doux devoir, d'évoquer la mémoire des journalistes assassinés. Je le fais avec d'autant plus d'émotion que toute ma pensée se tourne vers leurs mémoires, car j'ai bénéficié de leur savoir, de leur expérience, de la ferveur toujours lucide avec laquelle ils traitaient les affaires du pays. La fidélité à leur mémoire nous commande d'abord les problèmes comme ils les auraient abordés eux-mêmes, avec courage, avec prudence, avec hauteur et largeur de vue. Je félicite les journalistes d'El Watan qui se sont dévoués à la cause de la presse, se sont montrés ses guides fidèles, désintéressés et efficaces. La tâche quotidienne d'El Watan, mis en forme avec un grand professionnalisme, en relation honnête et objective avec les faits, est de rendre compte chaque jour de sa parution de l'actualité dans tous les domaines.

L'information est un secteur de souveraineté et le premier objectif du pouvoir est de la contrôler. La mise en condition de l'opinion publique se réalise par le biais des médias lourds. Quand on regarde la télévision nationale, qui est celle du mépris des faits, de l'intox et de la manipulation de l'opinion publique, on se demande si l'on est sortis du colonialisme. L'Etat dispose, grâce à elle, d'un moyen d'information et de propagande puissant, qui ne respecte ni

la mesure ni l'équilibre, que les Algériens sont en droit d'attendre d'un service public. On ne peut donner à ceux qui ont géré et gèrent l'information des quitus pour le passé, de blanc-seing pour le présent et de chèque en blanc pour l'avenir. Les droits à l'information et à la liberté d'expression — qui doit être préservée selon le principe «ni exclusion ni exclusive» — ont franchi trois étapes en Algérie : avant Octobre 1988 ils étaient réservés à la nomenklatura et à ceux qui gravitaient autour d'elle. Après, ils se sont élargis aux couches moyennes, notamment les intellectuels. Depuis la décennie noire de 1990, ils sont revendiqués par le peuple, particulièrement les jeunes marginalisés ou exclus de la société.

Quel regard porter sur le 5 Octobre 1988 ? Était-il spontané ou préparé par les forces du FLN, hostiles aux réformes économiques libérales ? Le discours du président Chadli Bendjedid, secrétaire général du FLN, du 19 septembre 1988, reflétait une lutte sans merci à l'intérieur du pouvoir et annonçait l'explosion populaire du 5 Octobre. Les manifestations populaires ont vite dégénéré dans ce que les Brésiliens appellent une «quebra, quebra», c'est-à-dire une grande casse. Le divorce est entre le peuple privé de ses droits, dévoré par son Etat, qui a le sentiment que la politique nationale se fait sans lui et contre lui, et le pouvoir qui exerce une féroce répression, pour qui l'erreur à ne pas commettre, comme le recommande Machiavel, est «de faire pour et de ne pas frapper».

La ligne rouge, celle du sang, a été franchie par les militaires et les gendarmes qui ont tiré avec des armes de guerre sur des enfants et des adolescents, des jeunes et des moins jeunes qui n'avaient comme défense que leurs mains nues, faisant 500 morts selon le chiffre officiel. La marche du 10 octobre organisée et dirigée par Ali Benhadj, qui a fait 10 morts à Bab El Oued au niveau de la DGSN, marque sur la scène politique l'émergence du mouvement islamique, le GIS, comme facteur politique incontournable. Les événements d'Octobre 1988 ont fait comprendre au pouvoir que c'est l'oppression qui a enflanté la liberté et la répression qui a enfanté les droits de l'homme. Le pouvoir aura mis en œuvre la démocratisation de la société par la Constitution du 29 février 1989. Kasdi Merbah, chef de gouvernement, a ratifié les pactes internationaux des droits de l'homme de 1966 et a dissous la Cour de sûreté de l'Etat qui siégeait à Médéa. Mouloud Hamrouche, qui lui a succédé le 9 septembre 1989, a fait voter la loi sur l'information du 3 avril 1990 qui autorise la naissance de journaux de droit privé. L'indépendance et le

pluralisme de l'information et de la presse constituent la base de la démocratie et de l'Etat de droit.

## LE SYSTÈME POLITIQUE

Le système politique issu de l'indépendance nationale a accaparé la souveraineté nationale et la citoyenneté. Le peuple algérien est revenu à la case départ, où le colonialisme l'a cantonné, privé du droit à disposer de lui-même. Pour paraphraser Rudyard Kipling : «L'Algérie n'a pas appartenu aux premiers qui l'ont déclenchée mais aux derniers qui l'ont terminée et qui l'ont tirée à eux comme butin.» Le système politique n'a pas attendu que le pouvoir lui soit donné démocratiquement, par des élections propres et honnêtes, il l'a pris par un coup d'Etat de l'armée des frontières. Il a utilisé les moyens et les méthodes du colonialisme français qu'il n'a cessé de dénoncer. Il a installé un Etat policier qui a privé le peuple algérien de ses droits, ce qui a engendré au sein de la nation humiliée, la soumission et l'obéissance par la peur, mais aussi un immense besoin de liberté et de justice. Le système politique est une dictature. Il a fait des Services de sécurité l'assise de son pouvoir. Kasdi Merbah a dirigé la Sécurité militaire de l'été 1962 à novembre 1988, lors de sa désignation comme chef de gouvernement. Mohamed Médiène dit Toufik, né en 1942, ex-patron du DRS, exerçait ses fonctions depuis septembre 1989. Le DRS est un instrument idéologique d'oppression et de répression. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle qui a vu la plupart des pays africains obtenir leur indépendance, le pouvoir absolu d'un seul homme à la tête de chaque Etat, de préférence un militaire, était la règle, avec une armée, une police, un parti unique et un syndicat unique à sa dévotion. C'était le cas de l'Algérie avec Boumediène. Le danger de ce système politique, après sa mort en 1978, est en son sein

et parce qu'il y a des chances de gagner. Il a été porté à la magistrature suprême et à un destin national le 15 avril 1999 par les décideurs de l'armée. Il n'y a pas d'élections libres en Algérie. Dans la mémoire collective des Algériens, le souvenir est frais de toutes les fraudes électorales en faveur du système politique, des pouvoirs qu'il a engendrés et de leurs affidés. Les quatre élections de Bouteflika n'ont pas dépendu du choix du peuple, consacré souverain par la Constitution, mais de celui des décideurs de l'armée, qui lui ont assuré à chaque élection une victoire à la Pyrrhus, sans risque et sans gloire. Les trois priorités du Président sont : prendre le pouvoir par le trafic des urnes, l'exercer et étendre ses attributions, le garder pour régner et gouverner à la fois sans partage, sans contrôle et sans contre-pouvoir.

## ABDELAZIZ BOUTEFLIKA AU POUVOIR

Les trois piliers du pouvoir sont : un Président doté de tous les pouvoirs, une armée et une police à son service, un appareil d'Etat qui domine le peuple.

Bouteflika devait assumer sa mission jusqu'au terme légal fixé par la Constitution de novembre 1996, deux mandats. Il a fait réviser la Constitution le 12 avril 2008 pour garder le pouvoir à vie, ce qui est un fléau. Un Président qui dispose d'un pouvoir démesuré, confinant à la monarchie, où tout dépend de lui et de lui seul, n'est pas au service de l'Algérie, c'est l'Algérie qui est à son service. Bouteflika est à la fois le chef d'Etat et de gouvernement, le président du FLN, le commandant en chef de l'armée, il règne et gouverne à la fois en s'appuyant sur ses conseillers qui reçoivent plus de conseils qu'il n'en donnent et ses ministres qui ne prennent aucune décision sans lui demander au préalable son avis. Il a écarté les uns après les autres les décideurs de l'armée qui l'ont fait roi pour être roi par lui-même. Le pouvoir absolu, qui est le refus de l'alternance, distribue aux élections truquées l'électorat en quotas, pour assurer l'équilibre des forces qu'il veut établir. Le Parlement a abandonné ses pouvoirs constitutionnels pour se mettre au service du Président. La seule liberté qui lui est laissée, c'est celle de dire oui à ce que propose, dit ou fait le Président.

La justice est-elle, peut-elle être une institution libre et indépendante ? Les juges peuvent-ils agir selon la loi et selon leur conscience ? Le premier élément de réflexion est simple comme une évidence : le pouvoir judiciaire n'est qu'une autorité judiciaire dans un régime dictatorial. Les élus nationaux et locaux sont illégitimes, issus pour la plupart de fraudes électorales massives. La fonction essentielle du pouvoir est de maintenir et de renforcer les liens de subordination, de domination et d'assujettissement du peuple-objet qui n'est ni consulté ni associé aux responsabilités. Le peuple a seulement le droit de l'applaudir, le devoir de l'acclamer, d'orchestrer les éloges qui mettent en relief la justesse de ses décisions, la profondeur de ses analyses.

Bouteflika fait parler aussi le patronat et l'UGTA, qui félicitent l'homme providentiel qui, par sa dérive totalitaire, a favorisé le confort de leur vie personnelle, les a laissés accaparer les richesses du pays, dicter leur loi, régenter la nation.

Le peuple algérien est au pied du mur. Soit il reste soumis à la dictature jugée catastrophique qui se traduit par une régression dans tout les domaines, soit il choisit librement la maîtrise de son destin. Passer au scanner le bilan de Bouteflika et rendre public le verdict, c'est dévoiler la

Dès sa création El Watan s'est orienté vers la démocratie, qui est la liberté d'expression.

où il existe une alternance non pas légale, mais forcée. Il fait et défait les Présidents. Trois Présidents ont été portés au pouvoir et déposés par lui. Pour sortir de ce système en fin de course, il faut établir une transition limitée dans le temps qui ouvrira la voie à la démocratie. Dès sa création, El Watan s'est orienté vers la démocratie qui est la liberté d'expression. La séparation est l'équilibre des pouvoirs. La dictature est la confusion des pouvoirs. La démocratie, régime de l'autorité librement consentie, est un espace de liberté recentré sur le droit et l'Etat de droit, la liberté et la justice, l'idéal de justice sociale, le statut de la femme, les droits de l'homme. El Watan a œuvré pour que la démocratie politique — et son prolongement naturel, la démocratie économique, sociale et culturelle, qui a ses contre-pouvoirs, ses groupes de pression — ait droit de cité en Algérie. C'est vers cet objectif de la démocratie qu'il faut orienter la jeunesse, parce qu'il s'agit de son combat

politique conservatrice et néolibérale du pouvoir, qui a créé une société duale, verticalement divisée, inégalitaire, qui reproduit comme au temps du colonialisme une véritable hiérarchie sociale stratifiée.

Avec 750 milliards de dollars dépensés, le pouvoir n'a pas fait de l'Algérie un pays émergent, encore moins un pays développé. Une bonne partie de ces ressources d'hydrocarbures a été utilisée par Bouteflika pour se maintenir au pouvoir. La redistribution des revenus et des richesses nationales est si inégale, injustifiée, inacceptable et intolérable qu'elle viole les normes minimales de justice sociale... Le pouvoir a divisé les Algériens — «Divise et règne», a dit Machiavel —, a servi les riches toujours plus riches, desservi les pauvres toujours plus nombreux, qui vivent dans une grande insécurité économique. Être le frère, le fils ou la fille des puissants et des riches ouvre la voie de la haute administration, des affaires étrangères, des postes stratégiques de l'économie publique ou privée.

En matière de fautes de gestion et d'échecs économiques, le pouvoir a fait ses preuves et sa seule préoccupation est de masquer ses échecs. Le pouvoir a une politique de la main légère dans l'usage qu'il fait des finances et de la richesse nationale. Il ne reste d'autre moyen pour assainir les finances du pays que de freiner les importations en produisant plus, aggraver les inégalités et réduire dramatiquement le pouvoir d'achat de la population par une inflation à deux chiffres qui est la création de la monnaie par la Banque centrale que recommandent nombre d'économistes, et qu'appliquera certainement le ministre des Finances. La violence serait au bout du chemin.

Le pouvoir avait l'argent, beaucoup d'argent et pour servir une économie qui vit de l'argent pour l'argent, il a enregistré une série d'échecs. Les deux piliers de la politique économique agricole sont : la bonne organisation des marchés agricoles et la productivité des exploitations. Faire de l'industrie la chance de l'Algérie, autrement que les verbiages du ministre de l'Industrie, qui concentre entre ses mains — et c'est dangereux — la totalité du pouvoir de décision. Issad Rebrab présente des arguments irréfutables attestant que le ministère de l'Industrie élimine tous ses projets. Il doit animer une conférence de presse à son retour d'Amérique. A mon avis, il ne doit pas faire un face-à-face à la télévision avec Bouchouareb, car la règle est la même stature, le même poids, ce qui n'est pas le cas de Rebrab, à l'autorité morale et la stature. Un ancien proverbe dit : «Une homme qui a deux femmes perd son âme, un homme qui a deux maisons perd la raison.» Il est temps que le bon sens et la raison habitent les esprits. Ahmed Ouyahia, chef de gouvernement de mai 2003 à 2006, puis Premier ministre (juin 2008-septembre 2012) a persisté dans l'échec. En tant que chef de gouvernement, il a fermé 1300 entreprises publiques et emprisonné quelques milliers de cadres. Dans sa dernière conférence de presse, il a cherché à légaliser l'illégalité. Il ne devait pas faire appel à Néron mais apprendre cette phrase de Cicéron : «La première loi de l'histoire est de ne rien dire de faux, la deuxième c'est dire ce qui est vrai.» Il n'aime pas qu'un journaliste lui dise ce qu'il n'a pas envie d'entendre.

Droits de l'homme et pouvoir sont par nature antinomiques. La réconciliation nationale passe par la vérité et la justice. Que choisir : le pardon contre la justice ou la paix par la vérité et la justice ? Pour le pouvoir, la réconciliation nationale est au-dessus de tout impératif de vérité et de justice. Pour les droits de l'homme et les familles de disparus la révélation de la vérité, la mise en cause de la justice, le devoir de mémoire, la condamnation des coupables sont la meilleure thérapie contre les effets pathologiques du roulement.

Sa mainmise sur l'armée avec l'arrière-pensée de l'appropriation et de la dominer a commencé en 2005, quand Gaïd Salah a succédé à Mohamed Lamari comme chef d'état-major de l'armée. Bouteflika est

hospitalisé le 27 mars 2013 à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, pour un infarctus cérébral (AVC). Il sort de cet hôpital le 21 mai 2013, pour être transféré aux Invalides. Il aurait géré quotidiennement les affaires du pays, selon Abdelmalek Sellal et Gaïd Salah, qui doivent savoir qu'en politique, on dit ce que l'on fait, et surtout on fait ce que l'on dit.

#### BOUTEFLIKA S'AFFIRME COMME LE VÉRITABLE PATRON DE L'ARMÉE

Médiéne, considérant que le Président est en fin de vie, a contacté d'éventuels candidats à la Présidence, car le délai est très court pour faire une nouvelle élection présidentielle. Il est accusé par l'entourage du Président de s'approprier à assoier son empire sur la Présidence. Jusqu'à 2013, Bouteflika n'est pas arrivé à dominer le DRS, qui contrôle ses activités et avec qui tantôt il coopère, tantôt il s'affronte. Un nouvel épisode de conflit se dessine au sein de l'armée. L'état-major de l'armée et le DRS ont l'un et l'autre des styles différents, mais sont de la même veine qui s'épanouit dans un pouvoir dictatorial. Bouteflika a réduit peu à peu au silence les généraux, es-

## Jusqu'à 2013, Bouteflika n'est pas arrivé à dominer le DRS qui contrôle ses activités.

pris critiques qui contestent sa mainmise sur l'armée. Il a des divergences fondamentales avec eux sur le fonctionnement de l'armée. Les généraux qui signent le départ à la retraite de ces généraux et colonels âgés de 50 à 56 ans ont 20 à 25 ans de plus qu'eux.

Un vent de panique a soufflé sur la résidence de Zéralda du Président qui n'a plus d'autre choix que le recours à la force pour sauvegarder son pouvoir. Il a congédié dans l'armée en ce temps d'incertitude de la politique militaire trois généraux qui ont occupé des fonctions très importantes durant une longue période, ce qui explique la manifestation d'alarme de leur famille devant le silence de l'armée. Avec l'arrestation des généraux Abdelkader Aït Ouarrab dit Hassan et Benhadid — et d'autres qui vont certainement suivre — on se demande si les tribunaux d'exception, de sinistre mémoire, qui ont rendu une parodie de justice, ne vont pas revenir. Cela nous ramène à un passé que l'on pourrait croire aboli. L'ANP suscite des interrogations auxquelles elle doit répondre. Des cadres d'âge moyen, politisés, généraux et colonels, reflet des différents courants d'opinion qui traversent la société, d'un niveau intellectuel et technique élevé, légalistes las des préjugés qui accentuent les injustices et éloignent l'armée du peuple, opposés aux flatteries courtoises et à la pratique de la flagornerie à l'égard des chefs, auxquels sont sensibles nombre de leurs aînés attachés à leurs privilèges, souhaitent l'émergence d'un pouvoir démocratique et désirent servir, au-delà d'une institution, l'Algérie entière, nation et peuple. Le problème sérieux et grave c'est que l'armée étant partie prenante du jeu politique, une règle que ne se trouve pas dans Ibn Khaldoun, Descartes ou Keynes, mais dans Machiavel, sans que ses membres puissent contourner la discipline qui fait sa force, l'obéissance aux chefs, ils sont soumis à de graves crises de conscience.

Le devoir et l'honneur de l'armée est de servir la nation, seulement la nation.

A. Y. A.

Alger, le 6 octobre 2015

## JEAN DANIEL. JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN

# «Il faut s'opposer à tous les aspects totalitaires d'une pensée dominante»

Jean Daniel est natif de Blida (1920). C'est l'un des plus grands noms du journalisme français et francophone en général.

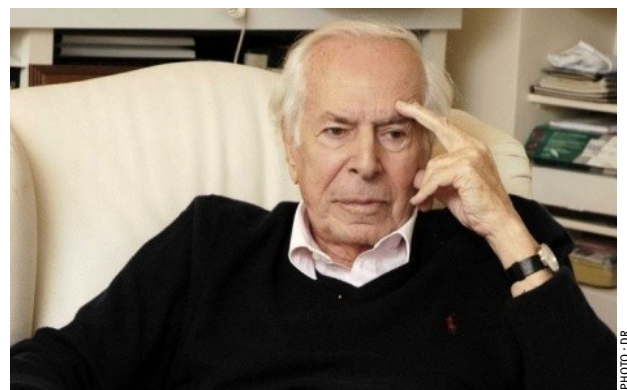


PHOTO : DR

Sa jeunesse d'intellectuel a été marquée par ses reportages dénonçant le colonialisme dans ses pires injustices comme la torture. Dans ce petit témoignage, ce vieux routier de la presse, qui a plus d'un demi-siècle d'expérience en tant que journaliste et patron de presse écrite, apporte son soutien à *El Watan* qui fête son 25<sup>e</sup> anniversaire. Lui-même membre fondateur et éditorialiste du *Nouvel Observateur*, il souhaite à notre rédaction de durer et de résister face aux pressions politiques et à la crise économique que vit la presse écrite mondiale.

#### Comment avez-vous connu *El Watan* ?

Je crois me souvenir que c'est à Paris et non à Alger que j'ai rencontré pour la première fois Omar Belhouche, le directeur de rédaction d'*El Watan*. C'est à sa demande que Laurent Joffrin, qui travaillait alors à mes côtés, a organisé un déjeuner, place de la Bourse à Paris. Mon souvenir est d'autant plus agréable qu'il contient ma surprise. Omar connaissait tout de moi et il avait même lu attentivement plusieurs de mes livres. On ne peut pas mieux séduire un inconnu en lui démontrant qu'il le connaît. Omar m'a paru direct, simple et libre.

#### Que représente pour vous *El Watan* en tant que projet éditorial, vu la situation générale de la presse indépendante francophone maghrébine ?

Peut-être faudrait-il avoir de l'ensemble de cette presse des connaissances plus complètes pour répondre avec rigueur. Je peux affirmer, néanmoins, que le premier exemple de la liberté de la presse m'a été donné par l'hebdomadaire marocain *Tel Quel*. C'est ensuite qu'au cours d'une visite en Algérie (2004, ndlr), pour y recevoir le titre de Docteur Honoris Causa qui m'a été attribué par le recteur de l'Université d'Alger, que je me suis habitué à lire chaque jour *El Watan*. J'ai une très grande

## Le devoir des élites est d'exprimer d'une manière la plus familière et la plus vivante, en tout cas la plus accessible, toutes les préoccupations des lecteurs

estime professionnelle pour Omar et son équipe, et une empathie constante pour la répartition des sujets. J'ai fait l'éloge d'*El Watan* dans tous les lieux où j'ai été invité. Je regrette que nos relations se soient distendues ou espacées.

#### Vous faites du journalisme depuis plus d'un demi-siècle. Que faut-il faire pour durer dans la profession ?

Je ne vais pas vous infliger l'habituel commentaire sur la crise de la presse et sur les menaces qui pèsent sur l'écrit. En revanche, il est indispensable, même si c'est très difficile, d'affronter tous les problèmes avec le langage et l'intelligence du peuple. Le devoir des élites est d'exprimer d'une manière la plus familière et la plus vivante, en tout cas la plus accessible, toutes les préoccupations des lecteurs que l'on cherche à atteindre. Bien sûr, il faut s'engager à s'opposer à tous les aspects totalitaires d'une pensée dominante. Averroès et Maïmonide ont été les prophètes de la distinction entre la raison et la foi. C'est mon ami Mohammed Arkoun qui a professé cette pensée jusqu'à son dernier souffle, il n'y a pas si longtemps.

S. G.

L'AVENTURE D'EL WATAN WEEK-END

# Belle **synthèse** entre l'héritage et l'avenir

**El Watan Week-end s'est durablement installé** dans le paysage médiatique, devenant une référence en termes d'innovation éditoriale et d'ouverture sur le monde.

Par **Adlène Meddi**

Un congé d'été annulé pour se consacrer au projet, des grandes feuilles éparpillées sur un bureau, des maquettes dessinées à la main, des nuits et des matinées interminables de débats sur la formule, l'examen des pages des plus modernes journaux italiens ou libanais, français ou américains. Et le trac en attente de la réponse de la direction d'El Watan après un été de labeur. Nous sommes à l'été 2008 et c'est la gestation d'un projet-pilote pour le groupe d'El Watan qui décide d'investir cet angle mort des parutions de la presse nationale, le vendredi, jour férié où seulement 40% ouvrent juste pour revendre les journaux du jeudi en mésentente ou du tabac. «*Ça ne marchera jamais, un journal du week-end en Algérie ! Un vendredi ? Avec une fenêtre de vente entre 9h et midi ? Jamais !* » On a entendu cette phrase plusieurs fois, parfois même de la bouche de professionnels des médias.

Aujourd'hui, avec des moyennes de 100 000 exemplaires et de 20% d'invendus (chiffres certifiés par l'OJD et public) et 80% de kiosques qui ouvrent le vendredi, soit le dou-

ble par rapport à 2008, *El Watan Week-end* s'inscrit comme un label incontournable chez nos lecteurs.

Le concept part d'une idée très simple : offrir, dans la trêve hebdomadaire qu'est le vendredi, un produit éditorial de qualité, qui porte le défi de ramasser l'actualité de la semaine écoulée et prépare le lecteur à la semaine qui s'annonce.

Cela exige un effort de lucidité sur ce qui intéresse vraiment le lectorat (pas seulement d'El Watan puisqu'on «récupère» le lectorat francophone orphelin de ses titres le vendredi), tout en se projetant sur les sept jours à venir. Un exercice qui réclame un planning et un agenda mis à jour régulièrement, avec l'apport de la grande équipe d'El Watan et, au-delà, grâce à l'ouverture du groupe El Watan aux compétences et contributeurs externes.

L'autre force d'El Watan Week-end est la valeur ajoutée que représentent les iconographies (photos, dessins et graphiques) qui ne sert pas à remplir des vides mais à concourir à la matière journalistique, afin de donner au lecteur, qui est abreuvé d'images grâce à internet et à la télé, un produit qui respecte ses aspirations. Pour cela, le labo photo d'El Watan, ses archives, mais aussi des contributeurs occasionnels invités de la rédaction d'El Watan Week-end contribuent



L'entrée d'El Watan Week-end raconte déjà toute une histoire...

à réhabiliter la photo de presse aux côtés de dessinateurs de la jeune génération qui n'ont franchement pas froid aux yeux, comme Saâd et l'intrépide L'Andalou.

Autre caractéristique du Week-end, son équipe : jeune, dynamique, souvent arabo-phone et francophone à la fois qui, dans le cadre du concept «journal-école» qu'est *El Watan Week-end*, conjugue héritage historique du titre et fraîcheur des sujets et des tendances de la société d'aujourd'hui. Et au-delà de cette équipe compacte, tout le réseau en Algérie et à l'étranger de journalistes de la maison-mère appuient l'effort de production d'une information de proximité et de qualité.

*El Watan Week-end* est aussi une écriture : le style des papiers se veut direct et débarrassé des poncifs, accentuant le trait sur l'info et le sujet, les acteurs et leur récit de vie plutôt que sur des clichés ou des généralités qui foisonnent un peu partout. Un style qui

fait mouche et nos lecteurs nous le disent : on essaie toujours de représenter la réalité algérienne, si complexe, avec un maximum d'honnêteté et de pédagogie, sans pour autant sacrifier la profondeur de l'analyse.

*El Watan Week-end* est tout cela, mélange d'esprits novateurs et de fidélité à l'historique militant du titre qui, durant un quart de siècle, a bravé les pires menaces. Riche de cette culture combative, curieux du monde, ouvert sur les sensibilités et les tendances de l'Algérie d'aujourd'hui (ou de demain, enfin, dans les limites du possible), *El Watan Week-end* continue son aventure avec un succès que confirment les chiffres de vente. Encore une belle expérience pour l'ensemble du groupe. **A. M.**

EL WATAN 2014

## L'expérience d'un déploiement inédit sur le web

500 000 visiteurs de janvier à avril, 20 000 «like» pour sa page facebook, meilleur site d'information lors des Algeria Web & Mobile Awards : *El Watan 2014* a marqué l'histoire de notre groupe par une expérience inédite de site éphémère pendant la campagne électorale de 2014.

«*Il n'y avait pas de suspense médiatique. Pas de suspense politique non plus. El Watan 2014 n'en est pas moins parvenu à trouver la recette pour faire de cette 'élection présidentielle' un événement journalistique. Au lieu de se dire que tout était écrit, ses journalistes ont trouvé matière à écrire. Et à faire partager aux Algériens.*» Le témoignage d'un e-lecteur du site lancé par *El Watan* consacré à la présidentielle d'avril 2014 résume assez bien l'esprit de cette aventure. Créer un site éphémère en conjuguant le cumul professionnel d'El Watan avec les plus récentes techniques de présentation de l'information sur le web. En dépit de l'issue biaisée de l'élection, d'une connexion lamentable, des tentatives de piratage, *El Watan 2014* a réussi à mobiliser plus de 500 000 visiteurs de janvier à avril et à entrer dans le top 1000 des sites, tous thèmes confondus, qui parlent de l'Algérie.

Vous êtes plus de 1000 à vous être abonnés à notre chaîne YouTube qui compte plus de 826 825 vues. Et vous êtes plus de 6600 followers sur le compte twitter et plus de 20 000 sur notre page facebook. Et, consécration ultime, le 19 juin 2014, le site a été élu meilleur



L'équipe du site web El Watan 2014

site média lors de la 3<sup>e</sup> édition des Algeria Web & Mobile Awards, aux côtés de deux autres sérieux finalistes : le site généraliste d'El Khabar et le site politique d'Echourouk. Au-delà de la récompense qui gratifie le travail de toutes les rédactions du groupe mobilisées de 6h à minuit (et parfois plus), ce trophée est la plus belle preuve qu'il est possible, aujourd'hui en Algérie, de relever tous les défis de l'information sur le web : tenir une ligne éditoriale indépendante, publier du contenu édité aux multiples formats (dépêches, analyses, vidéos, infographies, diaporamas, lives...), créer des passerelles avec les réseaux sociaux et relever le défi technique au-delà des freins technologiques et politiques encore puis-

sants. C'était cela, le pari lancé par le groupe El Watan qui mobilisa une équipe de jeunes (le plus âgé ayant 39 ans à l'époque) journalistes maîtrisant les nouvelles techniques du story-telling et du breaking news sur internet, la vidéo, la photo, l'infographie animée et la gestion du flux des réseaux sociaux. L'idée ? Être mobilisés, du matin au soir, souvent tard, pour assurer un suivi en direct des événements marquant aussi bien la précampagne, la campagne que l'élection du 17 avril, ainsi que ses répercussions sur la scène politique nationale. L'ingénierie mise en place permettait aussi de soutenir ce flux d'information en

continu par des décryptages et des analyses «maison» ou de contributeurs indépendants et crédibles. Avec un plus qui a fait, également, la singularité d'El Watan 2014 : notre déploiement en arabe et en anglais qui nous a ouvert de nouveaux horizons de lectorat, malgré les contraintes techniques que l'équipe a su dépasser avec beaucoup de volontarisme. Ce déploiement en anglais et en arabe a été reçu par nos e-lecteurs comme une marque de respect vis-à-vis d'une communauté intéressée par l'actualité en Algérie qui, sur le web, se diversifie de plus en plus, que ce soit nos compatriotes à l'étranger ou les chercheurs, ou encore les médias à travers le monde. Internet donne cette possibilité de s'ouvrir sur plusieurs publics qui, parfois, se sentent exclus du fait de la langue ou de la disponibilité du support papier. *El Watan 2014* a compris cet écueil et a tenté d'en faire un atout. Pari gagné.

In fine, *El Watan 2014* et l'expertise cumulée lors de cette expérience par les équipes engagées dans ce projet a surtout permis au groupe d'avoir les moyens et la vision d'un déploiement opérationnel et efficace sur le web, tant sur plan du design du site, des présentations de l'information aussi diverse soit-elle et du potentiel de mobilisation maximale. *El Watan 2014* a été, certes, un site éphémère par essence, mais il continuera à nourrir la stratégie du groupe El Watan pour l'avenir. C'est déjà un grand succès. **A. M.**

## PÔLE COMMUNICATION

### Acom

Agence de communication  
& de publicité

## PÔLE IMPRESSION

### 05 Rotatives

ALDP (Centre) : 02  
Enimpor (Ouest) : 01  
Simprec (Est) : 01  
ALDP (Sud) : 01

# El Watan

SPA

>> **Date de création**  
8 octobre 1990

>> **Chiffre d'affaires**  
1,2 milliard de DA

>> **Nombre d'employés**  
250

>> **Tirage moyen quotidien**  
139 098 ex. (OJD 2014)

>> **Taux d'inventus**  
21,03 %

## SIÈGE

### Construction d'un nouveau siège

Un building de 13 niveaux englobant le quotidien, et l'édition du week-end



## PÔLE ÉDITION

125 journalistes  
100 collaborateurs  
29 bureaux régionaux  
06 bureaux à l'étranger

### Site web

www.elwatan.com



## Editions locales

**Centre :**  
- Alger Infos  
- Bida Infos  
- Kabylie Infos  
- Béjaïa Infos  
- Tipasa Infos  
- Bouira Infos

**Est :**  
- Constantine Infos  
- Annaba Infos  
- Tébessa Infos  
- Skikda Infos  
- Jijel Infos  
- Sétif Infos

## Pages hebdomadaires

- Santé  
- Société  
- Espace des lecteurs

## Suppléments

- Economie  
- Arts & Lettres  
- Etudiant  
- Automobile  
- Magazine

## Edition du vendredi

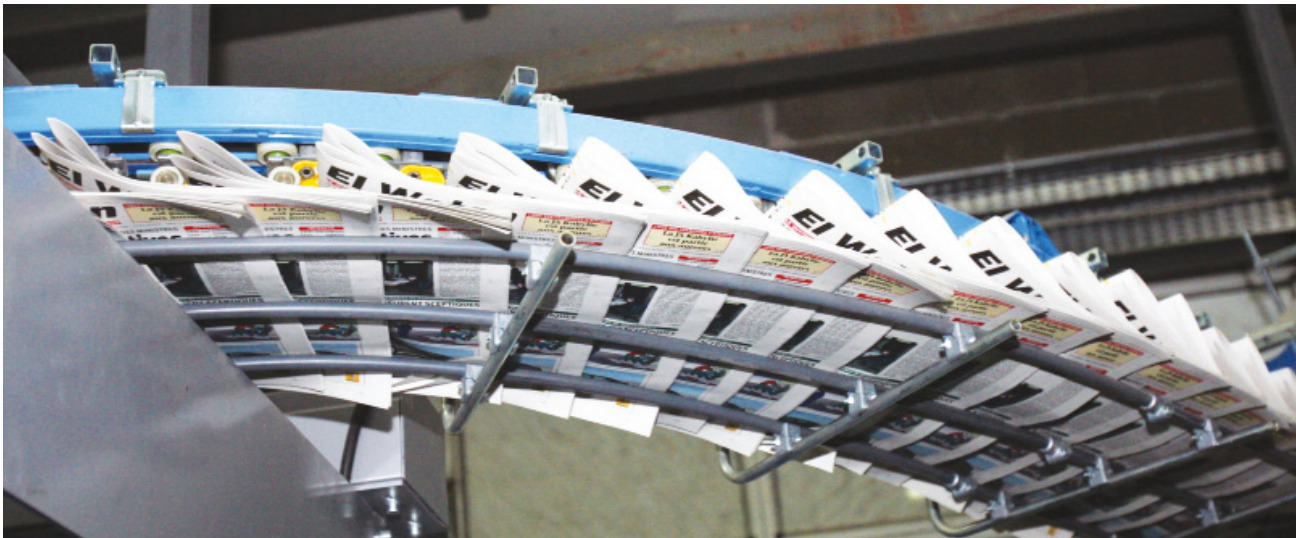
El Watan Week-end (édition complète paraissant le vendredi)

## LES PUBLICATIONS



ALDP, 1<sup>RE</sup> SOCIÉTÉ D'IMPRESSION DE PRESSE PRIVÉE

# La garantie de l'autonomie



PHOTOS: B. SOUHL



Les équipes commerciale et technique veillent chaque jour à la bonne marche de l'imprimerie du Centre ALDP

**Durant ses 25 années d'existence, El Watan s'est voulu indépendant et a investi gros pour s'autonomiser.**

Par **Asma Bersali**

**E**n plus de veiller à donner une information crédible aux lecteurs, il a révolutionné le monde de la presse en Algérie en créant la première société de distribution et d'impression privée. En partenariat à parts égales avec le quotidien arabophone El Khabar, la SARL Algérie diffusion et impression de presse (ALDP) date de l'année 1995 et a connu une véritable évolution au fil de toutes ces années.

## 25 ANS D'INVESTISSEMENT

Pour l'histoire, cette société a été créée par les deux partenaires après la dissolution de la société de diffusion Sodif. Le but initial était d'assurer la diffusion des deux titres, une tâche assez difficile, voire impossible pour certaines régions, durant les années de brasse.

Avec un réseau de distribution très mal organisé et livré à des étrangers à la profession, ALDP était face à un véritable défi. Il figurait parmi ses priorités majeures de l'épo-

que de mettre de l'ordre dans le réseau de distribution et assurer le recouvrement, qui ne fut pas si évident durant cette période. Ne comptant que sur ses propres moyens et ceux des propriétaires, ALDP a réussi à relever le défi.

Depuis 1996, et ce, sur le fil de 3 années, du personnel a été recruté et beaucoup d'investissements majeurs consentis avec une somme de départ de 350 millions de dinars. En 1999, la distribution s'est nettement améliorée et les recouvrements se faisaient à 100% avec une évolution de 20 000 exemplaires pour *El Khabar* et entre 8 à 10 000 exemplaires pour *El Watan*.

Cinq ans après, les deux partenaires ont décidé d'investir dans du lourd et se lancer dans un domaine encore vierge : l'impression. Un terrain d'une superficie de 4700 m<sup>2</sup> a été acquis à cet effet à la zone d'activité de oued Romane à El Achour. Une machine rotative KBA d'une capacité de tirage de 50 000 exemplaires y a aussi été installée. Son acquisition n'a pas été facile mais était loin de dissuader les dirigeants d'ALDP et encore moins ses propriétaires. Ce n'est que vers la fin de l'an 2000, que l'achat réel de la rotative s'est effectué avec un crédit bancaire

obtenu difficilement de la banque publique, le Crédit populaire d'Algérie (CPA). Importée d'Allemagne, cette rotative est restée trois mois au niveau du port avant d'être enfin délivrée et installée à l'imprimerie.

Le premier tirage a été effectué le 16 juin 2001 marquant ainsi une nouvelle ère d'autonomie d'*El Watan* et d'*El Khabar*.

Se voulant moderne et désireux d'offrir à ses employés un cadre de travail tranquille, il était impératif d'acquiescer un nouveau siège. Un terrain d'une superficie de 5380 m<sup>2</sup> a été acquis dans ce sens, en 2006, dans la micro zone d'activités de Ain Naadja dans la commune de Gué de Constantine à Alger. Un siège social très moderne et nettement plus spacieux et organisé digne d'une société d'impression privée qui se veut leader dans son domaine.

Il a nécessité un budget assez important de 130 millions de dinars. Un autre investissement lourd a été consenti encore une fois d'une valeur de 500 millions de dinars pour l'achat de deux machines rotatives très sophistiquées de marque Man Roland. Un investissement financé à hauteur de 30% par ALDP et 70% par la banque française BNP Paribas. La totalité du crédit a été rem-

boursée quelques années après. Les machines ont été mises en marche en 2007. Le système utilisé par l'entreprise offre une performance maximale jusqu'à 100 000 exemplaires par heure ainsi qu'un excellent rapport qualité/prix. Un atout qui a permis à l'entreprise d'acquiescer un portefeuille clients consistant dont le plus important est le quotidien francophone Liberté.

## ASSIDUITÉ ET DYNAMISME

Assurant les deux activités impression et diffusion, la SARL ALDP offre des postes d'emploi à 154 employés tous types confondus entre diffusion et administration, production et technique. Un effectif relativement jeune et qui semble aimer le cadre de travail offert par l'entreprise. Pour M. Kahoul, le gérant d'ALDP, la réussite de l'entreprise et tous les défis qu'elle a relevés sont dus à toute l'équipe qui n'a pas baissé les bras, a cru en ses capacités et a tenu à franchir tous les caps pour arriver à ce bout de chemin plein de gloire. Pour ce dynamique et très discret gérant, à l'instar d'ailleurs de tous ces sous-directeurs, l'aventure n'est pas encore finie. Au contraire, elle ne fait que commencer.

**A. B.**

# La rédaction d'Oran au cœur de l'information de proximité

Au 2<sup>e</sup> étage du 38, boulevard Benzerdjeb à Oran, l'ambiance est studieuse et l'adrénaline ne manque pas au sein du bureau régional d'El Watan.

Par Cherif Lahdiri

La rédaction fonctionne 7 jours sur 7 et couvre un immense territoire s'étalant sur 17 wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest. Il y a une année, les locaux ont été totalement rénovés et modernisés. « Ces locaux sont nettement meilleurs que nombre de sièges d'agences de journaux en France », témoigne Jean-Louis, journaliste au quotidien français *Libération* qui a visité la rédaction l'an dernier. C'est ici que sont confectionnées les pages locales de l'Ouest. Dès la matinée, deux chefs de pages coordonnés par un responsable régional confectionnent le menu de la journée et font des projections sur la semaine. Le collectif trace sa feuille de route. « Ce qu'il y a d'exaltant est cette adrénaline qui accompagne le devoir, chaque jour, d'être à l'affût de l'actualité, faire la revue de presse, être sur le terrain, faire les comptes rendus, pour ensuite procéder à la mise en page. Choisir les articles, les titres, la photo qui illustre au mieux l'article d'ouverture, et tout cela avant l'heure fatidique du bouclage », témoigne Akram El Kebir, animateur de la page Oran. Des propositions de sujets à traiter émanent en cascade des bureaux de la région. Des idées de dossiers, de reportages, d'enquêtes, d'interview, des informations de services, des infos sur les quartiers et les

villages, la vie économique, culturelle et sportive locale, des faits divers, des portraits et les sujets de société sont sérieux. L'équipe de la rédaction tente de bien tenir son agenda et élabore les menus prévisionnels. Le « chemin de fer » étant établi sur 2 ou 3 pages locales, la pagination impose qu'il soit segmenté selon la « température » de l'actualité. Le point est fait : les informations sont hiérarchisées ; celles qui relèvent de l'actualité chaude sont immédiatement programmées. D'autres informations plutôt « froides » sont insérées en complément. Au fil des heures, la tension monte. Le stress est à son paroxysme. Au fur et à mesure, la boîte mail de la rédaction est submergée d'articles envoyés par un dense réseau de journalistes qui couvrent les principales villes, à l'image d'Oran, Tlemcen, Chlef, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Mascara, Saïda, Relizane, mais aussi des hauts plateaux (El Bayadh, Saïda, Tiaret, Tissemsilt), des vastes territoires steppiques épars de Nâama et enfin l'immense Sahara (Adrar, Bêchar et Tindouf). D'où un contenu de pages régionales extrêmement diversifié. Les articles sont traités, corrigés avant d'être transmis au service de la PAO pour le montage. Le moment du bouclage est crucial et souvent marqué par des engorgements. L'adrénaline est à son comble : les dernières touches et les ultimes vérifications sont faites aux pages avant leur envoi à la rédaction centrale d'Alger. Et ce n'est pas tout, il faut aussi alimenter en informations



L'équipe rédactionnelle et technique du bureau d'Oran autour de Cherif Lahdiri, chef de bureau

les différentes éditions du journal gérées à Alger : le tronc commun quotidien (dont la rubrique *Epoque*), l'édition du week-end, les suppléments *Economie*, *Magazine*, *Etudiant*, *Automobile* et bien entendu la rubrique sportive. Il faut aussi alimenter le site internet d'El Watan, qui consacre une place grandissante à l'information locale. Le travail de proximité a réussi l'amalgame du Net et du journal papier en proposant un travail qui a su séduire un large lectorat tant virtuel que réel. « El Watan s'est imposé comme un support incontournable pour nombre de lecteurs, y compris les décideurs locaux. Il est considéré comme un espace connu pour sa crédibilité, qui accorde une importante place aux informations locales », affirme Ahmed Yechkour, journaliste d'El Watan à Chlef. Le défi à El Watan est de faire en sorte que

l'info de proximité ait un fort ancrage. Le travail des rédactions locales est immense. Cadres et journalistes sont conscients qu'il est grand temps, pour dynamiser l'édition locale, de la prendre à bras-le-corps. C'est dans cet état d'esprit qu'un séminaire de formation a été récemment organisé pour dégager des pistes à même de dynamiser la rubrique locale et lui permettre de mieux valoriser ses branches d'informations afin que ces dernières ne soient pas le parent pauvre du journal. C. L.

ENIMPOR

## Un investissement judicieux pour la conquête de l'Ouest

Par Djamel Benachour

Depuis sa concrétisation puis sa mise en service en 2008, l'Enimpor avait pour but de permettre aux titres *El Watan* et *El Khabar* de s'affranchir totalement – couvrant désormais l'ensemble du territoire – du monopole de fait des imprimeries d'Etat. Seulement, pour gagner cette autonomie, encore faut-il réussir le pari de proposer sur les états de l'ouest du pays un produit de qualité et sans interruption. C'est désormais chose faite grâce à un investissement judicieux en moyens techniques mais surtout en éléments humains. « Nous essayons d'être à jour technologiquement mais surtout de renforcer le capital essentiel, les ressources humaines, et c'est le pari du groupe pour tous les sites de production », indique Othmane Benachour, directeur de l'Enimpor, mettant en avant la formation continue. La moyenne d'âge du personnel ne dépasse pas les 35 ans. Ce sont, hormis le personnel administratif, des ingénieurs : électroniciens, automaticiens, spécialistes en génie mécanique, informatique et aussi des spécialistes en arts graphiques. Ces jeunes recrutés ont bénéficié de formations préalables sur les autres sites du groupe, à Alger et à Constantine, avec l'assistance de représentants de la marque venus d'Allemagne. Tous les 6 mois, un groupe d'ingénieurs vient entretenir les machines et



L'équipe d'Enimpor

l'état d'avancement de la maîtrise des outils de production. « Une équipe jeune veut dire un pari à long terme », poursuit le même responsable, tout en exprimant le souhait que cette équipe reste avec l'entreprise jusqu'à la retraite. La nouvelle génération a appris sur le tas, mais est parvenue à prendre le train en marche et à mettre en œuvre un plan d'action qui a montré ses preuves, car le résultat est là : une maîtrise technique et artistique indéniable. Certains ont été recrutés en DAIP (aide à l'insertion des jeunes diplômés). Ces jeunes, qui ont suivi des formations internes, ont montré leurs compétences et c'est pour cela que tous ont été gardés. Le renouvellement de leur contrat s'est fait automatiquement et il y en a même qui sont passés à des postes

supérieurs. C'est le cas de Kalaidji Mounir. « Je suis jeune et mon souci premier est d'acquiescer le savoir-faire et évoluer », indique-t-il, satisfait. Détenteur d'un master en génie mécanique, il n'a que trois ans et demi d'expérience au sein de l'imprimerie, mais c'est lui qui est responsable des méthodes et de la maintenance. Cela consiste à préparer le programme des préparateurs machine, le programme du mécanicien et le programme préventif. « Nous avons appris beaucoup de choses que l'on ne nous a jamais enseignées durant notre cursus universitaire », ajoute-t-il. L'équipe de jour est chargée de la maintenance pour que les équipes de nuit puissent travailler dans les meilleures conditions. La

politique de recrutement s'est poursuivie, car de 35 employés, l'Enimpor en compte aujourd'hui une cinquantaine, en fonction des besoins qui sont apparus au fur et à mesure. L'Enimpor assure aussi des prestations occasionnelles ou permanentes pour d'autres éditeurs. « Il y a encore de l'espace pour d'autres tirages, les portes sont grandes ouvertes aux éditeurs, à ceux qui veulent bénéficier de notre expérience, partager notre savoir-faire et se doter d'une meilleure image », assure Othmane Benachour, qui évoque l'intérêt d'être à la page en termes de nouveautés et donc de renouvellement continu de certains équipements. Par exemple, les dernières tendances mondiales incitent à aller vers l'industrie verte, qui consiste à réduire la partie chimie. L'Enimpor s'inscrit dans cette démarche en passant à des machines « pré-press », qui fonctionnent pratiquement sans chimie par souci de préservation de l'environnement. Même constat pour la partie soft, car les éditeurs ont acquis des logiciels qui facilitent grandement le travail en apportant par exemple au lecteur l'image la plus fidèle possible par rapport à ce qui a été pris sur le terrain par le photographe. « Nous ne sommes jamais à l'abri de pannes, mais il n'y a pas eu de grosses entraves à la production depuis 2008 », assure le directeur d'Enimpor qui rappelle la tendance mondiale à la baisse des tirages papier. Pour lui, « le fait de maintenir les mêmes tirages est déjà une réussite ». Djamel Benachour

BUREAU RÉGIONAL DE CONSTANTINE

# Chronique d'une journée ordinaire

Depuis le mois de juillet 2014, le personnel du bureau régional de Constantine s'est installé dans les locaux réaménagés de son siège de la rue Kikaya Amar, dans le quartier du Coudiat.

Par S. Arslan

Un cadre spacieux et agréable, qui donne vraiment envie de travailler. «C'est nettement mieux qu'avant, nous travaillons dans de meilleures conditions, avec toutes les commodités nécessaires», affirme avec bonne humeur Ahlem Abada, agent technique. Dans ce cadre «sympathique», les choses commencent lentement le matin. La cadence monte au fil de la journée. On n'arrête pas de sonner

à la porte. Au service publicité, Mouna Merrouche reçoit les premiers clients. Mouna est l'une des anciennes de la boîte. Elle a vu défiler de nombreux journalistes. «Les choses ont beaucoup évolué vers le mieux», note-t-elle.

Les choses sérieuses commencent à 11h. C'est l'heure de la réunion de coordination entre le chef des bureaux de l'Est, Nouri Nesrouche, et les chefs de rubrique, Naïma Djekhar et Moungi Fadel. Un moment nécessaire pour faire l'état des lieux des pages régions, étudier les menus des correspondants, et discuter de la feuille de route pour la journée. Commence alors la préparation des pages régionales. La salle de ré-



Le bureau régional de Constantine à l'heure du bouclage

daction s'anime. A midi, Ahcene Boussouf, le photographe du journal, arrive avec son appareil chargé de photos, réalisées pour le compte d'un reportage. Lydia Rahmani, la plus ancienne des journalistes du bureau de Constantine, finalise une enquête pour le supplément Magazine. Lydia est pleinement concentrée sur ses papiers, elle ne parle jamais quand elle écrit, pour ne pas perdre le fil de ses idées. «Comment résumer 18 années passées au journal ? Des moments intenses, des rencontres enrichissantes, des désaccords aussi, mais au bout du compte, l'essentiel est de ne pas perdre en chemin sa foi pour ce noble métier, en dépit des difficultés rencontrées», assène-t-elle. Bien installé sur son siège,

Foued Raoui vient de rentrer d'une couverture d'un séminaire international sur le tourisme à l'université Mentouri de Constantine. Il consulte minutieusement son bloc notes. Son papier, il le fait entre deux cigarettes. Depuis neuf ans qu'il collabore à El Watan, il estime que beaucoup de choses ont changé. «Certains de nos collègues sont partis pour exercer leur talent ailleurs. Ahmed Boussaïd, l'un de nos collègues journaliste, est malheureusement décédé en 2013. Une immense perte pour sa famille mais aussi pour nous, ses amis. La vie continue, de nouveaux élé-

IMPRIMERIE DE L'EST(SIMPREC)

## Garant de l'indépendance éditoriale

Par Naïma Djekhar

Cela fait huit ans que la rotative de SIMPREC tire sans discontinuité, quatre titres de la presse indépendante. Il s'agit bien de la société d'impression de l'Est dont les propriétaires ne sont autres qu'El Watan et El Khabar. La SIMPREC de Constantine est implantée dans la zone d'activité de la nouvelle ville Ali Mendjeli, à 20 km sur les hauteurs de la ville des ponts. Le site (lot 151) qui s'étend sur 7400 m<sup>2</sup> abrite un bâtiment principal (rotative et administration) et quelques annexes pour le service de diffusion, ainsi que des espaces non encore exploités.

Au-delà du bâti, c'est toute une symbolique que représente cette société d'impression dont la capacité est de 50 000 exemplaires/jour. Détenir pareille « machine » - ce qui se fait de mieux dans le domaine de l'impression - signifie s'extraire du joug de l'imprimeur étatique et se libérer de cette chape de plomb qui, pendant longtemps, a tenté d'entraver l'ascension de certains journaux dont le nôtre. Les moins de vingt-cinq ans l'ignorent peut-être, mais le pouvoir, via son imprimerie, la SIA et ses filiales à l'Est et l'Ouest, la SIE et la SIO, a soufflé, pendant des années, le chaud et le froid sur le tirage de quelques titres de la presse « réfractaires », à son goût, à la pensée unique. Faut-il le rappeler, pour que cette génération qui jouit de l'information « instantanée » sache que le parcours de la presse indépendante a été jalonné de multiples embûches.

L'imprimerie de l'Est imprime quatre titres : Liberté, El Watan, El Khabar, et El Khabar Erriadi. Elle a même été pionnière à la SIE en optant pour la technique de l'impression en couleurs. Autre le fait que c'est un pied de nez au monopole du secteur de l'impression,



c'est aussi un pourvoyeur d'emploi qui compte dans son personnel 54 employés, dont 33 affiliés au service technique, répartis sur deux équipes, selon Lilia Kehlouche, la gérante qui met un point d'honneur à assurer, vaillamment, le tirage de l'ensemble des titres dont elle a la charge. « En dépit des contraintes techniques, notamment les pannes, nous avons toujours honoré nos engagements. Nous n'avons jamais failli à notre mission et les journaux sortent d'ici 7j/7 », dira Mme Kehlouche, aux commandes de la société depuis 2010. Et à elle de préciser que les pannes techniques coûtent très cher puisque « toute la matière première, papier, encre et pièces de

rechange, sont importés ».

Les projets de SIMPREC sont multiples et ils ne sont pas démesurés. Ils sont aux prunelles des ambitions d'un journal qui nonobstant les écueils, dressés sciemment sur son parcours, a réussi à s'imposer. Un défi d'autant plus important à l'heure actuelle où devant l'échec de le mettre au pas, la pression n'a pas changé de visage, seulement de moyens dont le plus incisif est celui de la publicité. Disposer de sa propre imprimerie aujourd'hui est un acquis inestimable qui confère une grande liberté de ton et une indépendance financière. Pour preuve, autres les titres imprimés, la SIMPREC sous traite le livre scolaire. « Il est aussi

Simprec, des techniciens impriment le journal

question de certains projets qui sont pour le moment sur le bureau du directeur », nous confiera la gérante, tenue au secret et qui n'en dira pas plus. Et d'espérer pour les 25 ans d'El Watan que « les tirages ne faiblissent pas pour sauvegarder les emplois à une époque où l'information gratuite cause préjudice aux éditions en papier ».

N. D.



PHOTOS: EL WATAN

ments sont venus enrichir la rédaction et chacun essaie de faire de son mieux en dépit des difficultés et du stress inhérents à la profession», note Foued Raoui. La benjamine du bureau de Constantine, c'est Youssa Salem. Une jeune fille fouguese et débordante d'énergie, qui a toujours les écouteurs «collés» aux oreilles, toujours à l'affût de la moindre information. Elle illustre parfaitement la «new wave» de cette génération ambitieuse qui ne cherche qu'à être bien encadrée. «Après trois ans passés au journal, j'avoue que je suis bien encadrée et j'ai beaucoup appris sur le terrain, en dépit des contraintes et des

obstacles rencontrés au début. Après le diplôme universitaire, le travail dans un journal est vraiment un autre monde», avance-t-elle. A 13h30, Souhayla Mellari débarque avec son large sourire. La caricaturiste du bureau a toujours le vent en poupe. Elle commence par son traditionnel rituel des embrassades, avant de s'emparer du journal pour éplucher l'actualité du jour. Son coin préféré demeure le dessin du Hic (on la comprend). «Depuis que j'ai été recrutée en 2008, j'ai beaucoup appris en travaillant la caricature. Cela m'a permis aussi d'être à jour avec l'actualité et d'évoluer. El Watan m'a donné l'occasion dont je rêvais toute ma vie, celle de vivre de mon talent d'artiste-peintre, de publier mes dessins et d'avoir une signature», avoue-t-elle.

#### UN RYTHME SOUTENU

Le téléphone de la rédaction ne «chôme» pas. Les correspondants Rafik Baba Ahmed (El Tarf) et Ouhab Khider (Skikda) appellent pour annoncer des papiers en préparation. Il faut réserver de l'espace. Mais il y a aussi des citoyens qui transmettent des requêtes.

Un citoyen de Ouled Rahmoun appelle pour dénoncer la mauvaise gestion des projets dans sa commune. Un autre, d'El Menia, non loin de Constantine, dénonce des travaux d'assainissement non achevés. Le bureau reçoit chaque jour des citoyens qui viennent solliciter leurs doléances. Des demandeurs de logement en colère, des souscripteurs floués par des promoteurs, des habitants qui dénoncent leur cadre de vie, des étudiants révoltés contre les conditions de vie dans les campus, des associations de quartier remontés contre les autorités et même des cas de litiges

de citoyens avec l'administration. Il y a même eu des policiers victimes d'abus de pouvoir et de sanctions arbitraires. C'est en somme le résultat de l'absence d'écoute de la part des administrateurs. «Votre journal est le plus lu et le plus crédible, c'est pour cela que nous sommes venus vous soumettre notre requête», lâche un lecteur. C'est le quotidien des journalistes du bureau de Constantine, qui restent à l'écoute de tous ces citoyens qui n'ont pas trouvé d'écho auprès des autorités.

La préparation des pages Régions avance. A son poste, Naïma Djekhar, chef de rubrique, est absorbée. Elle passe minutieusement en revue les papiers des correspondants, change, arrange, réarrange, place, replace, lit et relit avant d'opter pour une photo ou un dessin pour l'article d'ouverture. De son côté, Mounji Fadel, chef de rubrique, ne cesse de consulter la boîte pour actualiser le dossier des papiers région. Il finalise sa page avant une dernière lecture. Il ne rate pas un moment de répit pour «décompresser» et détendre l'atmosphère avec des blagues «croustillantes».

Bien que très occupé par les papiers commandés par la rédaction d'Alger, le chef de bureau, Nouri Nesrouche, fait des sauts réguliers à la rédaction pour suivre l'avancement de «la machine rédactionnelle». A 15h arrive Farid Aboud, l'agent de montage. C'est l'artiste invétéré du bureau de Constantine. C'est lui qui donne cette touche artistique aux pages. Les moments du montage sont vécus avec une réelle intensité, avec les relectures, les correctifs, les retouches, les réarrangements pour finir par donner un aspect agréable. Tout cela pour être au service des lecteurs.

A. S.

## Mohammed Kali La plume aux multiples points



PHOTOS: DR

Comme un vieux millésime, Mohammed Kali se bonifie et prend de la valeur au fil des cuvées... rédactionnelles.

Par **Chahreddine Berriah**

J'ai vécu la période homérique du journalisme sous l'ère terroriste. J'ai toujours signé de mon nom pour être digne de ceux qui sont morts», confesse d'emblée, sans fausse compassion orgueilleuse déplacée celui qui est notre doyen à l'ouest du pays. Notre grand frère. Et il ne croit pas si bien dire puisqu'il a rejoint El Watan en 1991, à l'époque où le journal était encore en grand format.

Journaliste de la première heure au style délectant, auteur de sept ouvrages (trois sur le théâtre) dont un roman (il sera présent au prochain SILA avec son beau livre sur la région témouchentoise) conférencier et membre de jury de festivals (il a été honoré par le festival national du théâtre professionnel en 2013) Mohammed a, aussi, marqué des générations d'élèves, puisqu'il a été, d'abord, instituteur, puis formateur d'enseignants. Kali, c'est le reportage à travers l'Algérie, mais il s'est vite investi dans le journalisme culturel et de proximité, lorsque l'organe de presse a créé les pages Régions.

«Le métier dans la proximité, ce n'est pas une sinécure pour nous autres. Le journalisme de proximité, il n'y a que cela de vrai ! Tu es en prise directe avec les gens du quotidien, avec le réel, pas avec des cercles où on t'embobine sur ta plume, ton courage, etc. J'ai connu cela ; c'est une chimère. Le bonheur, c'est lorsque ton papier contribue à la prise en charge effective des problèmes des citoyens. Et puis, c'est plus dangereux que de taper même féroce sur un ministre ou le pouvoir. Parce que quand tu fais un papier pas favorable sur la gestion d'un dossier par le maire ou par un directeur d'exécutif, non seulement le lendemain tu ne peux le rencontrer car ce n'est pas évident, dans la proximité, le monde est très petit. Mais surtout gare aux procès et surtout à la hogra, bête et méchante, par exemple un droit à réclamer pour soi et qui t'est refusé et pour lequel tu ne peux utiliser ta plume car tu ne peux la mettre qu'au service des autres... Pis, parfois, cela peut virer au tragique, rappelle-toi le sort notre collègue, Beliardouh» confie-t-il humblement, les yeux embués.

A 65 ans, Kali le Témouchentois, l'homme qui sait comment naît une vigne aussi et encore, débite ses réponses comme on déclame un poème. Il est comme ça, Mohammed : une plume aux multiples points, un séducteur... Être modeste et d'une grande sensibilité. Il est comme un vieux millésime qui se bonifie et prend de la valeur au fil des cuvées...

C. B.

Mohammed Kali sera présent au prochain SILA avec un beau livre sur le Témouchentois où il réside. Il a été honoré par le Festival national de théâtre professionnel en 2013.

### INFORMATION DE PROXIMITÉ

## Un socle de l'identité d'El Watan

Par **Nouri Nesrouche**

Les médias qui ont sous-estimé l'impact des éditions régionales et tourné le dos à l'information de proximité, ont vite payé leur obstination en subissant la sanction du public. La formule s'est avérée rentable pour devenir vite une tendance mondiale, confirmée par ce qu'on appelle le journalisme citoyen, développé sur le Net. L'information de proximité est bel et bien un enjeu primordial pour les médias à travers le monde. Des expériences notoirement ont démontré d'ailleurs, que ceux qui ont bien négocié ce virage ont été récompensés en prenant la tête des ventes. En France, l'expérience du quotidien régional Ouest-France est sans doute la plus marquante ces 20 dernières années. Avec ses 53 éditions locales, ce journal a su, en effet, prendre la tête des ventes avec une moyenne de 750 000 exemplaires vendus quotidiennement, et des millions de consultations par mois de son site Internet. Une prouesse qui permet de relativiser l'idée du déclin général de la presse en papier et donne à réfléchir pour ceux qui veulent s'adapter aux besoins des lecteurs. A El Watan, l'information de proximité est considérée comme une part entière de l'identité du journal. Les pages locales consacrées aux différentes régions du pays reflètent des choix éditoriaux où la notion de proximité est considérée d'abord comme un renforcement des liens de service public pour lequel le journal. La création de ces pages depuis près de quinze ans ont accompagné

une politique de maillage du territoire national par la création de bureaux et le recrutement de journalistes dans toutes les wilayas et les grandes villes d'Algérie ; ceci en vue d'informer les citoyens et porter leurs voix. Car si El Watan peut jouer un rôle d'intermédiaire entre les populations et les institutions, il doit le faire d'abord au niveau local.

La réussite de cette vision s'est vérifiée au quotidien et les citoyens l'ont vite compris, en misant sur la force du journal pour plaider leurs causes. Chaque jour, les journalistes correspondants et les bureaux locaux sont sollicités pour couvrir des événements ou bien rendre publiques des situations de conflits. Souvent, le journal est considéré par les uns comme l'outil efficace pour informer le grand public des décisions, et par les autres comme ultime recours en situation de désespoir. Cette sollicitation accrue et l'inflation des besoins, conséquente à la démission des autres relais de la société, implique plus de responsabilité de la part du journaliste et une disponibilité exemplaire.

#### AUDACIEUX ET PROFESSIONNEL

Le paradigme d'information de proximité ou information locale renvoie à une considération géographique et spatio-culturelle de l'information. La tyrannie de l'urgence, comme l'a défini le professeur Zaki Laidi, exige une adaptation continue des médias classiques face à la déferlante des NTIC et les nouveaux comportements du consommateur d'information. L'impératif de l'évolution dicte d'autre part, une adaptation ininterrompue aux besoins du lecteur. Ces

besoins ne sont d'ailleurs, pas si compliqués. Il s'agit d'écouter le citoyen et bâtir une édition locale «concernante», c'est-à-dire qui touche aux intérêts du citoyen dans sa vie de tous les jours.

A El Watan, ces impératifs sont pris en considération à tous les niveaux de fabrication du journal, d'où le souci d'une mise à jour périodique de nos tablettes à l'aune des attentes de notre lectorat. Le sondage des lecteurs, commandé en 2013 auprès d'un bureau d'étude expert, suivi d'une série de séminaires encadrés par Christophe Préault, un grand spécialiste des méthodes d'adaptation, ont permis de faire un bilan de ces pages et cerner au mieux l'évolution de ces attentes. Au terme de ces séminaires organisés durant le deuxième semestre 2014, autour du thème des pages locales, l'ensemble des journalistes et responsables des bureaux locaux ont formulé une synthèse adaptée justement à ces appels du lectorat : Parler de la vraie vie aux algériens du quotidien, élargir les catégories cibles, et faire de ces pages un acteur du développement local. Il en résulte un traitement audacieux, courageux, professionnels de l'information, ce qui a renforcé la crédibilité et la qualité du journal. Les pages régionales renforcent ainsi les valeurs d'El Watan, un journal à l'écoute et au service du lecteur, un journal observateur, témoin et acteur de la vie locale. Certes, un important effort reste à faire pour répondre aux attentes toujours renouvelées du «roi» lecteur. Mais le challenge est assumé par les correspondants et la rédaction afin de tenir toutes les promesses formulées par le journal.

M. N.

Débats d'El Watan

# Le rendez-vous des «intellos» subversifs

Il est des succès qui ne se démentent pas. Les Débats d'El Watan en font incontestablement partie. Ilôt de la parole savante, libérée et contradictoire, l'espace Débats d'El Watan a inoculé une décennie durant, de 2006 à 2013, sa dose de cheval d'expression subversive à un corps national frappé d'atonie.

Par **Mohand Aziri**

Dans un pays exsangue de libertés, l'Algérie, occurrente «terre brûlée» au chalumeau de la police politique et de la pensée unique, le cycle des Débats – entamé un jeudi 2 mars 2006 par un (thème) «Algérie-France : la guerre des mémoires ?» – s'est imposé, au fil des éditions, en véritable tribune démocratique. Totalement pris en charge par le journal El Watan, cet espace autonome – dont l'existence même relevait du quasi miracle – était une bouffée d'oxygène pour une «société civile» (ou ce qui en subsiste) bâillonnée et atomisée et un public sevré de débats contradictoires et de «vérités» scientifiques par un demi-siècle de sœurs froides aux «décideurs». Le public, barolo, hétéroclite n'a jamais fait faux

bonds au rendez-vous mensuels donné par El Watan et son maître de cérémonie, le politologue Mohammed Hachemaoui, le modérateur, inspirateur et organisateur de ces joutes d'outre-temps. Des personnalités distinguées, des «historiques», des responsables politiques, des militants en tout état de cause, des universitaires, académiciens, des penseurs libres de suite, des experts connus et reconnus dans leurs domaines respectifs, des «chercheurs trouveurs» au sein d'illustres laboratoires... enfin du beau monde s'était succédé à la chaire de ces débats souvent empreints de passion contagieuse. La liste est longue et celle-ci n'a pas la prétention de l'exhaustivité, citons : feu Abdelhamid Mehri (ancien secrétaire général du FLN), Mohamed Harbi, historico et historien du mouvement national, Mouloud Hamrouche (ancien

chef de gouvernement), d'anciens ministres : Smail Goumeziene, Abdelaziz Rahabi, Aïssa Kadri (sociologue, directeur de l'Institut Maghreb-Europe, université Paris VIII), Abderrahmane Moussaoui (anthropologue, maître de conférences à l'université d'Aix-en-Provence) Daho Djerbal (historien et directeur de la revue Naqd), Djamel Guerid (sociologue et professeur à l'université d'Oran), Isabelle Wernefens (politologue, chercheuse à la Fondation sciences et politique de Berlin), Yadh Ben Achour (doyen de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis), Mohammed Hocine Benkheira (directeur d'études à l'École pratique des hautes études de Paris), Omar Carlier (historien et professeur des universités à l'université Paris VII), Jean Leca (politologue, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris,

ancien directeur de l'IEP d'Alger), Nadia Marzouki, politologue, Yale University, la philosophe tunisienne Hélé Béji, le professeur Henri Clement Moore de l'université du Texas, politologue, Huguette Labelle, la présidente de Transparency International, Sarah Ben Néfissa (sociologue, IRD), Pierre-Jean Luizard (historien, chercheur au CNRS), Farhad Khosrokhavarn (sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris)... et des centaines d'autres chercheurs émérites sociologues, anthropologues, politologues, économistes, philosophes... Pluridisciplinaires, mais pas seulement, les thèmes remués lors des Débats d'El Watan valent leur pesant de nitroglycérine. Citons à titre d'exemple : «Algérie : corruption du système ou système de corruption ?»; «Société civile : entre le marteau et l'enclume»; «Peut-on sauver l'université du naufrage ?»; «Pourquoi les régimes politiques arabes ne sont-ils pas démocratiques ?»; «Quel changement pour quelle Algérie ?»; «Révolution démocratique dans le monde arabe : du virtuel au réel...»; «Terrorisme islamique, de l'Algérie à Al Qaïda...» Autant de questionnements,

à l'effet boomerang, donnant des sueurs froides à des «décideurs» en mal de «Pol Pot-tite» et de verrouillage à la méthode nord-coréenne. En témoigne cette tentative de faire avorter l'édition des Débats d'El Watan de novembre 2013 – à quelques mois du scrutin présidentiel – sous le fallacieux prétexte de la «non-obtention d'une autorisation» administrative pour l'exploitation de la salle Cosmos. «Statu quo autoritaire - quel coût pour l'Algérie ?», le thème retenu pour les rencontres, il est vrai, ne pouvait pas souffrir l'indifférence des gardiens du temple. Des moments forts, il y en avait durant les nombreuses éditions des Débats d'El Watan (aujourd'hui en suspens). Il est ainsi de ce colloque international organisé en juillet 2012 qui a vu se succéder un arpage de personnalités, sommités des univers politiques, académique, associatif, et de différentes nationalités. Ce fut l'occasion de marquer une halte, de ces haltes indispensables dans la vie d'une nation, autour du cinquantenaire de l'indépendance. Son intitulé, «Cinquante ans après l'indépendance, quel destin pour quelle Algérie ?», revient encore comme un leitmotiv. **M. A.**

## CONTRE-POUVOIRS DE MALEK BENSMAÏL

### «Un film sur le travail»

Par **Ghania Lassal**

Présidentielle d'avril 2014. Alors que la campagne électorale débute, une caméra, celle du réalisateur Malek Bensmaïl, s'installe dans la rédaction d'El Watan afin de suivre, au quotidien, les journalistes, les responsables de la rédaction ainsi que les équipes techniques. Durant les six semaines qu'a duré le tournage, M. Bensmaïl a pu, au fil des 97 minutes du film Contre-pouvoirs, rendre compte des rouages qui mènent à la confection d'El Watan. Si le réalisateur se définit lui-même comme un «questionneur quasi obsessionnel de la complexité de la société», Carlo Chatrian, directeur artistique du Festival de Locarno, où le film a été projeté en avant-première mondiale le 11 août dern-

ier, le présente comme «un grand narrateur d'un pays, dont le regard se pose sur le présent mais aussi sur la mémoire». Et c'est d'ailleurs par devoir de mémoire que M. Bensmaïl a voulu faire ce film. «Le monde s'est intéressé aux journalistes algériens, mais uniquement durant la décennie noire. D'où l'idée de raconter, 25 ans plus tard, cette presse qui n'a pas cessé de se battre, et qui est aujourd'hui confrontée à des problèmes, différents certes, mais tout aussi menaçants», expliquait-il dans une interview accordée à El Watan, publiée en août dernier. Mais c'est aussi sur la liberté d'expression et la pensée journalistique qu'il se penche à travers ce film, «pour tenter de mettre en lumière le concept de «contre-pouvoir», à la fois comme enjeu de liberté et de démocratie». «J'ai pu capturer la manière dont un

journaliste travaille, malgré la confusion et la complexité des choses. En résulte un film qui donne à voir, justement, l'évolution de la réflexion», analysait M. Bensmaïl lors du débat qui avait suivi la projection de Contre-pouvoirs à Locarno. Et l'actualité donne matière à débats dans le documentaire ; bien qu'omniprésent, Abdelaziz Bouteflika est invisible, suscitant indignation et craintes des citoyens, tandis que des émeutes éclatent çà et là, que le mouvement «Barakat !» tente de mobiliser et d'organiser une forme de contestation, et que les autres candidats enrôlés dans cette élection ubuesque n'ont de cesse de dénoncer fraudes et anomalies. Mais au-delà d'un film «politique», c'est surtout le «travail» que M. Bensmaïl a voulu montrer. «Tous mes films sont socio-politiques, tous mes films parlent de la

société, car c'est cela qui m'intéresse, le pourquoi de l'état dans lequel se trouve le pays. Mais ce que j'ai vraiment voulu montrer dans ce film, ce qui était le plus important pour moi est le travail. Je filme le travail ; les claviers, les visages qui s'expriment et réfléchissent, les ouvriers avec leurs pelles, l'imprimerie. C'est l'essentiel de ce que j'ai voulu garder. Tout le reste n'est qu'un décor», expliquait-il ainsi dans l'interview d'août dernier. L'un des autres aspects les plus importants de Contre-pouvoirs est le dialogue continu qui existe entre tous les acteurs du journal. «C'est vivre sa démocratie entre quatre murs, à défaut de la vivre dans la société. Car, au-delà de la langue, il y a une liberté des mots, une liberté de ton, ce qui est un acquis indéniable. Car c'est aussi cela une rédaction, la cohabitation de

diverses personnalités et appartenances», expliquait M. Bensmaïl, qui ajoutait que cela reflète parfaitement la composition sociale et sa complexité dans ses divers courants idéologiques ou politiques, et qui arrivent toutefois à vivre ensemble et à dialoguer. «Ce film vient souligner que ce pays ne se résume pas uniquement au terrorisme et au pouvoir autoritaire. Il est aussi et surtout composé d'hommes et de femmes qui se battent au quotidien», avait quant à lui résumé Omar Belhouche, directeur de la publication d'El Watan, lors de la projection à Locarno. Le journal est-il un «contre-pouvoir» ? «Nous cherchons seulement à exister. Etre un contre-pouvoir ou un pouvoir est un luxe dans notre situation. Un journal de résistance me semble plus approprié», avait conclu M. Belhouche. **G. L.**

## UNE PREMIÈRE DANS LES MÉDIAS ALGÉRIENS

### Un sondage pour connaître les attentes des lecteurs

Par **Ali Boukhlef & Amel Blidi**

Pour connaître les pulsions et les attentes de ses lecteurs, El Watan a effectué, en juin 2013, en collaboration avec l'École de journalisme de Lille, un sondage. L'analyse portant sur les 4807 réponses complètes au questionnaire montre ainsi une satisfaction globale des lecteurs d'El Watan, sans rejet remarquable (4% seulement). Il reste que ce contentement peut encore être amélioré (28% des notes sont entre 6 et 7). El Watan est néanmoins considéré comme un journal sérieux, réactif, qui donne confiance et permet de comprendre l'actualité. La bonne image dont bénéficie le quotidien s'appuie sur six atouts exprimés par les répondants : les lecteurs pensent ainsi que le journal a une

vraie volonté de défendre le pays, de parler de ce qui va bien et de combattre ce qui va mal ; ils n'ont pas le sentiment d'avoir gâché leur temps en lisant El Watan ; que le journal prend souvent l'initiative sur des enquêtes de fond, des reportages exclusifs, des scoops ; qu'il ose et publie ce que d'autres ne publient pas ; qu'il sait s'engager, donner son avis à bon escient. Le sondage a démontré, entre autres, que le lectorat d'El Watan est dominé par une frange de la société. Ainsi, Les lecteurs sont répartis sur toutes les tranches d'âge, avec une domination des moins de 50 ans (56%) sur les plus de 50 ans (44%). Le journal dispose d'un échantillon de lecteurs assidus : 76% lisent le journal tous les jours ; 60% le lisent uniquement dans sa version papier ; 20% le lisent aussi bien dans sa version papier que sur le site internet et 20% uniquement sur

le site web. Concernant l'assiduité, le sondage montre que pas moins de 58% des répondants lisent le journal attentivement : 19% le lisent du début jusqu'à la fin (ce qui est une belle performance), 39% lisent la majorité des articles et feuilletent le reste. Au total, 60% des lecteurs accordent à El Watan moins de 30 minutes et 40% le lisent pendant plus de 30 minutes. Les moins de 34 ans (47%), les femmes (46%) et les étudiants (51%) considèrent internet comme la source principale d'informations. Ceux qui restent attachés à la version papier sont les retraités, les 65 ans et plus et les lecteurs assidus. Pour résumer, le rapport conclut qu'El Watan jouit d'une légitimité forte et historique dans le traitement de la vie politique et économique nationale. Les lecteurs d'El Watan sont particulièrement satisfaits du traitement de la vie

politique, des affaires de corruption, de la vie économique nationale et internationale ainsi que des débats et colloques du quotidien. En revanche, ils expriment le besoin de voir plus de sujets traitant du pouvoir d'achat, des décisions et projets locaux (wilayas, communes), des questions de société (éducation, scolarité, santé, santé publique, emploi, logement), des technologies de l'information ainsi que des faits divers. Le sondage ne s'est pas limité au quotidien. Il a touché également l'édition du week-end. Les grandes tendances du quotidien se sont également confirmées. 54% des lecteurs jugent l'édition au moins aussi intéressante qu'en semaine. Ce sondage a donné matière à la rédaction afin de tenter de répondre aux aspirations de ses lecteurs dans le but de donner un produit de meilleure qualité. **A. B. / A. B.**

# Ils en parlent...

**Sid-Ahmed Ghozali**  
Ex-chef de gouvernement  
(1991-1992)



Aussi est-il des plus opportuns de souhaiter à la famille El Watan une vie réussie au service de la vérité. Le professionnalisme est le meilleur moyen de survivre à une culture politique aveugle et hermétique au concept de la liberté d'expression. Je salue la constance d'El Watan dans la recherche du professionnalisme, garant par excellence contre la soumission politique.

**D<sup>r</sup> Ahmed Benbitour**  
Ex-chef de gouvernement  
(1999-2000)



J'aimerais féliciter l'équipe dirigeante et les journalistes d'El Watan qui ont pu survivre dans des zones de turbulence pendant un quart de siècle, sans perdre le cap de la liberté d'expression. A cette occasion, je rappelle à l'attention de la communauté des journalistes, hommes et femmes, les règles qu'avait annoncées l'un des plus grands combattants pour les libertés et la non-violence, Mahatma Gandhi qui disait : «L'un des objectifs de la presse est de comprendre les sentiments de la population et de s'en faire l'écho ; un autre est d'éveiller en elle des sentiments louables ; un troisième est d'exposer sans crainte les défauts dont elle souffre.» Le Prix Nobel d'économie, Amartya Sen, dit : «Le développement peut être appréhendé comme un processus d'expansion des libertés.» Egalement : «Aujourd'hui, pour la planète toute entière, le défi politique ne se réduit pas à remplacer des régimes autoritaires par la démocratie. La tâche va bien au-delà : elle consiste à faire fonctionner la démocratie pour des gens ordinaires.»

**Abdelaziz Ziari**  
Ex-président de l'Assemblée  
populaire nationale  
(2007-2012)



Longue vie à El Watan, journal républicain et patriote, pionnier de la liberté d'expression. J'ai toujours apprécié le respect de l'éthique professionnelle de ses journalistes, même lorsque nous ne partageons pas le même point de vue. C'est un quotidien qui se transforme en véritable école du journalisme. Bonne route pour l'avenir.

**Ali Benflis**  
Président du parti  
Talaie El Houriat



El Watan occupe une place privilégiée dans le paysage médiatique national. Cette place, il l'a gagnée de haute lutte. Elle est celle d'un journal dont les meilleurs de ses bâtisseurs ont donné leur vie pour elle ; elle est celle d'un média qui a donné ses lettres de noblesse au devoir d'informer ; elle est, enfin, celle d'un espace d'information dont les utilisateurs sont imbus jusqu'au plus profond d'eux-mêmes du droit de leur lectorat de savoir et de leur devoir envers lui de l'informer avec rigueur, honnêteté et objectivité. Cette appréciation n'est pas de circonstance tout comme elle n'est pas un sentiment dicté par la complaisance. El Watan est l'un des fleurons de nos médias. Il fait la fierté de sa noble profession. Il est un acquis précieux de la libre expression et du droit d'informer. Cela méritait d'être dit et je le dis de tout cœur.

**Soufiane Djilali**  
Président de Jil Jadid



El Watan constitue incontestablement l'un des piliers du paysage médiatique algérien. Sérieux, sobre, diversifié et riche en informations, il fait incontestablement partie des incontournables de la presse écrite. Comme beaucoup de choses nécessaires dans la vie, il est devenu une évidence. Avec une noria de journalistes réputés, un chroniqueur pour le moins original, un caricaturiste de talent et une ligne éditoriale sans concession, il s'inscrit dans une ligne républicaine et démocratique forte et jalouse de sa liberté. Cela lui en coûte souvent très cher. Mais sa résilience fut plus forte encore. Son rôle durant la période du terrorisme et son refus d'allégeance au pouvoir font de lui un journal de caractère, devenant forcément une référence pour l'Algérie dans le monde. A l'âge de la maturité, je lui souhaite de franchir de nouvelles étapes, avec plus d'ouverture, plus d'audace et plus d'inventivité. Longue et heureuse vie à El Watan.

**Mohamed Saïd**  
Président du Parti  
de la liberté et de la justice



En fêtant ses 25 ans, El Watan nous rappelle tous qu'il faut une volonté pour un dessein : quand une équipe est déterminée à relever le défi, quand elle est prête à en payer le prix, elle fait des merveilles et impose le respect. C'est le cas de ce quotidien

national qui a vu le jour et grandi dans une conjoncture houleuse, ce qui n'a pas empêché ses femmes et ses hommes de persévérer dans leur choix de chercher la vérité et de la dire, contribuant ainsi fortement à désenclaver le champ médiatique pour mieux éclairer une opinion publique souvent peu considérée. El Watan mérite aussi, en ce moment de malaise économique, d'être félicité pour avoir investi en Algérie à la fois dans la formation des journalistes et dans les infrastructures de base. Un exemple de professionnalisme et de patriotisme à suivre. Bravo à toute l'équipe, mais sachez, comme le dit W. Churchill, que «le succès n'est pas final et que c'est le courage de continuer qui compte».

**Mahmoud Rechidi**  
Secrétaire général du PST



Ce sont les sacrifices des jeunes d'Octobre 1988, dont on célèbre le 27<sup>e</sup> anniversaire, et les luttes des masses populaires qui ont imposé au régime de Chadli l'ouverture démocratique qui a consacré le multipartisme et la liberté de la presse. La lutte des journalistes au sein du MJA, dont j'ai eu l'honneur de faire partie, était à l'avant-garde du combat démocratique et les libertés d'expression et de la presse ont été arrachées de hautes luttes, comme en témoigne le martyr de Sid Ali Benmechiche, criblé de balles le 10 Octobre 1988, lors de la fusillade de la DGSN. La création de plusieurs titres de la presse privée, dont El Watan, est avant tout le fruit de ces luttes. El Watan qui se veut un journal d'opinion s'est malheureusement enlisé depuis, via sa ligne éditoriale, dans la propagande et le soutien au libéralisme économique que le PST combat et œuvre même à une «convergence démocratique antilibérale et anti-impérialiste». Cependant, les quelques espaces concédés à d'autres opinions, que nous souhaitons plus larges dans l'avenir, les prises de positions courageuses contre la corruption, contre les atteintes aux libertés et l'information sur les luttes des travailleurs et des masses populaires font d'El Watan un journal utile suscitant par le passé la solidarité de notre parti contre l'intimidation et la répression.

**Noureddine Bahbouh**  
Secrétaire général de L'UFDS



Fêter son 25<sup>e</sup> anniversaire, c'est l'événement d'une grande symbolique pour un journal qui est devenu inéluctablement une référence dans le paysage médiatique de notre pays. Sans démagogie aucune, je tiens à souligner que le quotidien El Watan a su tenir bon dans le combat pour les libertés et la construction d'un Etat de droit. Il constitue au demeurant une vraie source d'informations vérifiées et vérifiables, notamment celles liées à la corruption, la délinquance financière et les violations des droits fondamentaux des citoyens. Au nom de tous les cadres et militants du parti, je vous souhaite un joyeux anniversaire. Continuez et grand bravo à toute l'équipe.

**Athmane Mazouz**  
Chargé de  
la communication du RCD



Pour les plus jeunes d'entre nous, la diversité du paysage médiatique dans la presse écrite peut sembler aller de soi. Il n'en est rien. Nous la devons au combat de générations entières de militants politiques et syndicaux ainsi qu'à l'engagement de nombreux journalistes. C'est dire que les sacrifices, en particulier de la jeunesse, dans la répression sanglante des événements d'Octobre 1988, ne pouvaient avoir moins comme hommage que le refus du retour à la dictature de la pensée et du parti uniques. La naissance de votre journal, El Watan, est ainsi indissociable du combat pour la liberté d'expression et de toutes les libertés publiques que sont le droit à l'organisation, de presse, de manifestation et du respect des droits de l'homme avec, son corollaire, la protection du journaliste comme une condition incontournable du droit du citoyen d'être informé. Si je rappelle ces fondamentaux d'une société démocratique, c'est que nous sommes encore loin malgré tous les combats et les sacrifices des années 1990 et ceux de l'ère de la normalisation forcée entreprise depuis 1999 par le pouvoir politique dans tous ses segments.

**Seddik Chiheb**  
Secrétaire national chargé  
de la communication et  
porte-parole du RND



Permettez-moi, tout d'abord, de vous présenter au nom du RND mes vives félicitations pour votre 25<sup>e</sup> anniversaire. Le quotidien national El Watan s'est imposé par son rôle hautement louable dans la consécration de l'expression libre et sa ligne éditoriale moderniste et farouchement partisane pour une Algérie plurielle et démocratique. Nous, au RND, qui avons été à l'avant-garde de la lutte antiroriste et pour la préservation de l'Etat national et démocratique, sommes témoins du courage et de l'engagement sans faille du quotidien El Watan dans le combat contre l'obscurantisme et la régression, et pour l'affirmation des valeurs qui fondent un Etat moderne en particulier, mais également pour la liberté d'opinion, d'expression et de conscience. C'est grâce à cet engagement et aux efforts de son équipe rédactionnelle et éditoriale que le quotidien national El Watan est devenu plus qu'un journal de référence, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger... C'est un repère pour tous les patriotes qui ont pu tenir le cap en dépit des difficultés et la période très difficile vécue par le pays dans la douleur et la souffrance. Nous sommes convaincus qu'il continuera sur cette ligne et celle d'une Algérie moderne et démocratique.

PHOTO : B. SOUHLI

PHOTO : H. LYES

PHOTO : H. LYES

PHOTO : H. LYES

PHOTO : H. LYES

PHOTO : D. R.

PHOTO : B. SOUHLI

PHOTO : B. SOUHLI

PHOTO : H. LYES

PHOTO : B. SOUHLI

# Ils en parlent...

**Louisa Hanoune**  
Secrétaire générale du Parti  
des travailleurs



PHOTO: H. LYES

Dans la période difficile que nous traversons, chacun par ses moyens propres est appelé à sauver la nation pour qu'elle sorte indemne de l'examen périlleux dans laquelle elle se trouve. Dans cette situation, les médias en général et El Watan en particulier ont une responsabilité énorme. Aujourd'hui, El Watan est devenu une institution, une référence, de par son sérieux, mais également grâce à l'expérience accumulée durant ces 25 années. Aujourd'hui, il fait

partie de la mémoire contemporaine du pays. Car quand un journal tient à livrer la vérité aux citoyens, il aide à l'aiguïsement des consciences. El Watan est d'une grande richesse, grâce aux nombreuses sensibilités qui s'expriment dans le journal et qui font sa force. Par ailleurs, la ligne éditoriale du journal est en faveur de la démocratie, de la souveraineté du peuple. De même le journal a été partie prenante de tous les combats de ces dernières années, que ce soit pour la liberté de la presse ou les droits démocratiques. Il a ouvert ses colonnes pour témoigner des combats des citoyens, des partis politiques, des luttes des travailleurs. C'est pour cela que 25 ans après, El Watan continue de tenir un rôle d'avant-garde dans la lutte contre la prédation, l'oligarchie et pour la défense de l'Etat républicain. C'est pour tout cela qu'aucun responsable ne peut être indifférent à ce qui se publie dans les pages d'El Watan, car ses enquêtes sont le fruit d'investigations pointilleuses. Cette richesse est le produit du travail de ses journalistes, qui comptent plusieurs femmes n'hésitant pas à braver les difficultés pour éclairer l'opinion nationale. El Watan est un acquis pour le peuple algérien, c'est pour cela que nous le défendons. Ses succès se confondent avec la résistance du peuple algérien, avec les luttes démocratiques et sociales dans ce pays.

Le Parti des travailleurs est internationaliste par essence et, dans ce cadre, la question palestinienne fait partie de nos combats. Je tiens à saluer l'apport de votre correspondant en Palestine, Fares Chahine. A l'occasion de cet anniversaire, je souhaite bon vent à El Watan.

**Mohamed Nebbou**  
Premier secrétaire du FFS



PHOTO: DRK

D'abord je souhaite bon anniversaire et longue vie au quotidien El Watan. S'il fallait situer l'importance et l'enjeu que représente la presse dans la vie nationale, il n'est qu'à se rapporter les dernières décisions prises à l'échelon le plus haut de l'Etat qui ont concerné le secteur de l'information en générale et la presse écrite en particulier. Plus important encore, dans la conjoncture actuelle de judiciarisation du politique, de bouleversements économiques et financiers imminents et

de précarisation de la société, la responsabilité éthique, politique et sociale de la presse est immense. Quelles que puissent être les divergences d'analyse et les différences d'opinion que nous pouvons avoir avec la ligne éditoriale d'El Watan, il m'est agréable de vous adresser mes encouragements, louanges et félicitations. El Watan fait preuve de courage, fournit de grands efforts et essaye de faire au mieux. Nous sommes solidaires de votre lutte pour l'équité dans la répartition de la publicité étatique et dans votre quête d'autonomie. Dois-je rappeler, tout de même, qu'il n'y a pas de presse libre que dans un pays libre et démocratique. Le vrai clivage, aujourd'hui, se situe entre les partisans du changement pacifique et démocratique et les partisans du statut-quo.

**Abderrazak Makri**  
Président du MSP



PHOTO: B. SOUHIL

Le quotidien El watan à l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire : une icône de la presse privée algérienne, un journal courageux, bien informé et bien documenté, instructif et intéressant, défend sa ligne éditoriale avec du style et de la compétence, pèse considérablement dans la lutte pour les libertés en Algérie. On peut ne pas être d'accord, parfois, avec ses idées et ses positions mais on ne peut que respecter son niveau et sa notoriété. Faire de la tolérance,

de l'engagement démocratique un principe indéfectible le portera très haut dans le monde journalistique.

EL WATAN, VU PAR LES SYNDICATS AUTONOMES

# Soutien crédible à la cause des travailleurs

Le journal El Watan a fait un bout de chemin avec les syndicats dans leur combat pour leur reconnaissance en tant que partenaire social autonome et la défense des droits des travailleurs.



PHOTO: B. SOUHIL

Par **Fatima Aït Khaldoun-Arab**

Le quotidien a assisté à la naissance de plusieurs syndicats autonomes et suivi leur développement et leurs mutations et a déploré (et continue de le faire) les intimidations et autres blocages entravant leur activité. Il est témoin des entraves et blocages subis par les syndicalistes des différents secteurs. Il est aujourd'hui en train d'offrir pour ces formations, des tribunes d'expression qui leur sont fermées au niveau des médias lourds accessibles uniquement aux formations approuvant les décisions prises par les différents gouvernements, même celles au détriment des intérêts des travailleurs. Les syndicalistes (autonomes) considèrent El Watan comme un partenaire dans leur lutte pour la reconnaissance et l'expression de la voix des différentes catégories de travailleurs. Journaux et syndicats sont appelés à défendre une liberté d'expression chèrement acquise et sérieusement compromise dans la configuration politique et économique d'aujourd'hui. «El Watan a toujours été le bon support de vulgariser de nos revendications. Il est ce lien entre les représentants des travailleurs et l'opinion publique mais aussi entre les syndicats et l'employeur, qui a longtemps refusé de nous reconnaître en tant que partenaire social», reconnaît Idir Achour, porte-parole du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), relevant le rôle de la presse indépendante indispensable pour le multi syndicalisme parfaitement joué, selon lui, par l'équipe d'El Watan. «C'est grâce à des titres comme El Watan que notre cause est connue de tous. Nos propos sont

transmis, nos problèmes exposés et nos propositions sont ainsi écoutées. Même si elles ne sont pas encore prises en compte, nous avons aujourd'hui notre mot à dire», ajoute le même syndicaliste rappelant que ce quotidien a toujours réussi son travail d'information durant tous les événements qui ont marqué le secteur. Messaoud Amraoui, secrétaire national chargé de la communication à l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef) reconnaît à El Watan une crédibilité, devenue «valeur rare» chez les professionnels du secteur. Selon ce syndicaliste, ce quotidien est une référence en matière d'information. L'exactitude de l'information et le sérieux des journalistes ont joué leur rôle dans les différentes polémiques suscitées dans le secteur. Souvent des polémiques ont été amplifiées sur la base d'informations erronées, et là El Watan a brillé par son professionnalisme en faisant intervenir toutes les parties concernées par les conflits et par l'exactitude des informations données.

## «UN SOUTIEN AU MONDE SYNDICAL»

«Au moment où d'autres titres ont recours au sensationnel pour faire le buzz, El Watan vérifie et recoupe ses informations, remarque M. Amraoui. Même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec ses lectures, et avons des positions différentes concernant certains points relevant de notre secteur d'activité, El Watan apporte toujours de la lumière avec des informations vérifiées et un travail crédible, et c'est cet aspect qui fait aujourd'hui la différence dans cette multitude de titres par ailleurs indispensables pour nous», soutient M. Amraoui. Meziane Meriane, coordinateur national du Syndicat na-

El Watan a toujours été un support de vulgariser les revendications syndicales

tional autonome des professeurs du secondaire et du technique (Snapest) estime, quant à lui, que si le combat des syndicats autonomes s'est fait connaître aux niveaux national et international, c'est grâce à la presse libre en général et El Watan en particulier. «Le journal El Watan était présent pendant tout le cheminement de notre combat depuis 2003 à ce jour. Au moment où certains titres boycottaient les activités des syndicats autonomes, le journal El Watan les médiatisait en une», relève M. Meriane qui regrette que le quotidien ne s'intéresse pas autant aux activités des syndicats au niveau international. Pour Malik Rahmani, président du Conseil national des enseignants du supérieur (CNES), El Watan contribue quotidiennement à la promotion de la liberté syndicale comme il l'a toujours fait à travers le support et le soutien infaillibles à tous les mouvements engagés par les forces démocratiques et syndicales algériennes. Le CNES considère «sérieux» le traitement réservé par l'équipe d'El Watan à toutes les transformations vécues par l'université algérienne. «Ce journal a toujours été pertinent dans ses analyses. C'est une référence pour la communauté universitaire», selon M. Rahmani. Le CNES considère que le supplément d'El Watan Etudiant illustre parfaitement l'intérêt porté pour l'université dans sa composante sociale, politique, économique et pédagogique. Le président du CNES rend hommages aux journalistes et autres collaborateurs du journal assassinés pour une Algérie débout. **F.A.K.-A.**

# Les hommes de culture en parlent...

## El Watan, qui ça ?

Par **Cheikh Sidi Bémol**  
Chanteur, compositeur et instrumentiste



Dans les loges, en attendant de monter sur scène et pour éviter de parler encore de musique, sujet ennuyeux par excellence car mille fois rabâché, les musiciens se racontent des blagues. En général, c'est le guitariste qui lance le sujet : «Tu connais la dernière ?», puis chacun y va de sa petite histoire rigolote. Je ne sais pas comment cela est possible mais ils ont toujours de nouvelles histoires à raconter. Ou peut-être que j'ai oublié qu'ils ont déjà racontées, car mine de rien ça va faire un quart de siècle que nous travaillons des gammes ensemble et que nous nous retrouvons dans des loges pour tuer le temps. Aujourd'hui, le propos est plus sérieux, nous parlons d'El Watan et c'est moi qui ai abordé ce thème :

- El Watan va fêter ses 25 ans d'existence !
- Qui ça ? Demande le batteur.
- El Watan, réponds le percussionniste, c'est un quotidien algérien.
- El Watan c'est Le Monde, je dis.
- Mais non, dit le bassiste, El Watan ça veut dire le pays.
- Oui, le sens du mot El Watan c'est la patrie, mais le journal El Watan en Algérie c'est un peu l'équivalent du journal Le Monde en France.
- En tout cas c'est le journal algérien le plus connu dans le monde et il a eu plein de prix internationaux, dit le guitariste.
- Moi, je ne connais pas la presse arabe, dit le batteur.
- C'est un journal en français, dit le percussionniste, un journal algérien francophone.
- L'Algérie est un pays arabe, dit le bassiste.
- L'Algérie est aussi un pays francophone, répond le percussionniste. Et de toute façon «pays arabe» ça ne veut rien dire ! Dans tout le Maghreb nous sommes Amazigh !
- La France est partie en 1962, dit le bassiste.
- Mais «francophone» ne veut pas dire «français» !
- Le percussionniste commence à s'énerver. La langue française n'appartient pas à la France ! Les Belges parlent français, les Suisses aussi ! Les Québécois parlent français, les Maliens, les Sénégalais, les Burkinabés !
- Luxembourg, Monaco, Côte d'Ivoire, dit le batteur.
- Bien sûr, dit le percussionniste, une langue, ce n'est qu'un outil. C'est un «butin», comme disait Kateb Yacine. Je ne vois pas pourquoi, simplement parce que je suis Algérien, je dois avoir honte de parler français.
- Notre langue c'est l'arabe, persiste le bassiste.
- Nous avons une longue histoire commune avec les pays arabes, c'est vrai. Nous faisons partie de cet ensemble géostratégique et politique qu'on appelle le Monde arabe, mais nous avons aussi une longue histoire avec l'Afrique et une longue histoire avec

l'Europe, l'Espagne, l'Andalousie !  
- Et nous avons aussi une très longue histoire avec nous-mêmes, dit le percussionniste. Finalement vous cherchez tous votre histoire chez les autres, vous êtes tous colonisés dans vos têtes et après on vient m'emmerder parce que je suis francophone ! C'est la meilleure !  
Tout à coup l'ambiance devient tendue et je commence à regretter d'avoir abordé le sujet des 25 ans d'El Watan. Je réfléchis vite pour essayer de trouver une sortie honorable pour tout le monde mais, heureusement le guitariste a un éclair de génie :  
«Vous connaissez la dernière ?», lance-t-il avec un grand sourire.

## «El Watan à l'avant-garde de la culture algérienne»

Par **Ahmed Bedjaoui**  
Critique cinéma, expert en communication



Vingt-cinq ans déjà et l'âge de la maturité. Né dans l'espoir et le rêve, le journal a été le témoin actif des événements et des épreuves qui ont forgé l'Algérie au cours du dernier quart de siècle de sa jeune existence. Ce qui lui a permis de prendre une place importante dans ses relations avec l'opinion publique nationale et internationale. Aucun autre organe de presse n'a consacré autant d'efforts à la place de la culture dans la société algérienne, y compris au sein de notre diaspora de par le monde. Les journalistes d'El Watan ont discrètement accompagné les activités culturelles. Il n'est pas en effet dans le style de la maison que le journaliste se mette en avant et se substituer au créateur de l'œuvre. Cette présence dans les colonnes du journal a toujours été une source d'encouragement pour les artistes et les intellectuels. Ce fut particulièrement le cas lors des périodes de vaches maigres, lorsque la culture était rejetée par certains esprits rétrogrades. C'est aussi vrai pour les années récentes où les arts et la création ont bénéficié de plus de moyens. Partout où les activités se développaient, El Watan était là pour informer, commenter et encourager. A cet égard, le supplément culturel Arts et Lettres est devenu une référence nationale en matière d'analyse, de réflexion et d'échanges entre le public et les créateurs. J'ai eu l'honneur et le privilège de collaborer pendant quelques années à ce supplément, sous la direction de mon ami Djamel Eddine Merdaci. Animé aujourd'hui par le talentueux et sémillant Ameziane Ferhani, Arts et Lettres continue à ouvrir ses colonnes à des plumes prestigieuses. Je voudrais également rendre un hommage appuyé à tous les journalistes dont la qualité n'a d'égal que la modestie et qui, tous les jours, nous informent et nous aident à mieux vivre, confirmant ainsi que la fonction principale de l'art est de consoler...

## «El Watan a contribué énormément à la promotion de la culture algérienne»

Par **Yasmina Khadra**  
Ecrivain



Que dire d'El Watan qui travestit mes interviews, dénigre ma personne, insulte mon intégrité et n'en finit pas de défigurer mon image ? Il y a quelques jours, il a titré «Le Canada refuse le visa à Khadra». Pourquoi cette désinformation ? Pourquoi cette haine ? Je ne veux même essayer de la comprendre. C'est ainsi et c'est tout. El Watan a contribué énormément à la promotion de la culture algérienne. C'est instable. De la littérature au théâtre, de la musique à la réflexion intellectuelle, El Watan a fait plus que les autres organes de la presse écrite algérienne. Il a des journalistes d'un grand talent. Mais quand il s'agit du traitement de faveur qu'il me consacre, je ne retrouve ni mon pays ni les miens. Fraternellement.

## «Continuez, vous êtes sur le bon chemin ! Pulitzer est fier de vous !»

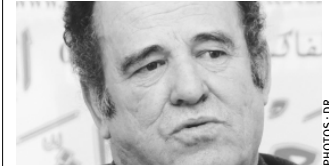
Par **Fawzi Saïchi**  
Acteur



Je suis un fidèle lecteur du quotidien El Watan. Pour moi, c'est le seul journal en Algérie qui est impartial et qui informe ses lecteurs en toute objectivité. Loin des médiasances, de l'intox et surtout de la désinformation pour les sujets brûlants. Et puis, ses journalistes sont des professionnels. On ne peut que se délecter de la bonne information. Je dis et le redis : El Watan, est le seul journal qui m'informe vraiment des événements dans mon pays. Des informations joyeuses ou tristes ! Je souhaite un bon anniversaire à notre cher quotidien dont la difficile mission exercée par ses journalistes et à leur tête mon ami Omar Belhouche. Continuez, vous êtes sur le bon chemin ! Pulitzer est fier de vous. Il ne se retournera pas dans sa tombe.

## Le journal qui m'accompagne fidèlement

Par **Abdelkader Bendaïmeche**  
Président du Conseil national des arts & lettres.



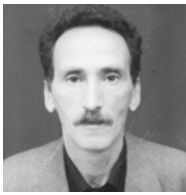
El Watan est le premier quotidien que je lis tous les matins. C'est un réflexe que j'entretiens depuis la création de ce grand journal qui m'accompagne fidèlement depuis toutes ces longues années. En plus de sa stabilité, l'équipe rédactionnelle possède des qualités professionnelles indiscutables et une crédibilité sans faille. Après un quart de siècle d'existence et une très bonne figure dans le monde de la presse écrite algérienne, le journal El Watan écrit cette institution médiatique dans laquelle la jeune génération puise ses ressources dans le but d'asseoir dans notre pays une véritable liberté d'expression.

## De grands efforts dans le domaine culturel

Par **Saïd Yassine Hannachi**  
Directeur des éditions Média-Plus



A-t-on un jour tenté d'imaginer ce qu'auraient été nos vies sans livres ? (...) La question interpelle l'homme qui, s'il devait rendre honnêtement son dû, avouerait tout devoir, ou presque, aux livres...» Ce petit extrait d'un discours prononcé en 2001 à Beyrouth par Ghassan Salamé, alors ministre de la Culture du Liban, n'a pas vieilli d'un jour. Imaginons alors ce qu'auraient été nos vies sans presse ? El Watan fête ses 25 ans, mes vives félicitations à ce grand quotidien, à son staff dirigeant, à ses journalistes et à toute son équipe. Bravo à ce journal militant qui fait de grands efforts dans le domaine culturel. J'ai eu la chance de connaître d'anciens et de nouveaux journalistes d'El Watan et à chaque fois j'ai pu constater la même détermination, la même ferveur : un maximum de professionnalisme et de crédibilité. Pour vos années de peines, de joies, de doutes, d'inquiétudes mais surtout de réussite, bravo et bon vent ! Permettez-moi enfin de partager avec vous ces quelques lignes rédigées le 20 février 1999 par Omar Belhouche lors de son passage à Média-Plus : «Le combat pour une édition privée est indissociable du mouvement général qui traverse l'Algérie pour libérer l'expression. Votre travail même s'il s'effectue dans des conditions pénibles est louable et mérite considération et encouragement.» Pour les 25 ans d'El Watan et son combat pour la liberté d'expression, je vous retourne le même texte.



## Abdelhaï Beliardouh Courage et solitude du correspondant

Par Nouri Nesrouche

Dans la courte histoire de la presse indépendante en Algérie, l'épisode du journaliste Abdelhaï Beliardouh est une tache honteuse au fronton de la République. La pulsion qui a poussé le journaliste d'*El Watan* à se donner la mort résume toute la solitude du correspondant de presse dans le pays profond, où l'Etat de droit est une notion étrangère.

Rappel des faits. Dans la nuit du 19 au 20 octobre, Abdelhaï Beliardouh, correspondant d'*El Watan* à Tébessa, décède à l'hôpital Mustapha d'Alger.

Un mois auparavant, il avait inculpé de l'acte pur pour mettre fin à ses jours et se débarrasser définitivement des barbouzes qui hantaient ses nuits, après avoir attenté impunément à son intégrité physique et à son honneur à Tébessa, où il vivait et exerçait.

On dit que la presse mène à tout et, dans le cas de Beliardouh, elle l'a mené six pieds sous terre. Il a échappé aux terroristes islamistes des années 1990, mais il n'a pas pu échapper à la mafia de la zone de non-droit qu'était devenue Tébessa.

Tout cela à cause d'un article qu'il avait publié le 20 juillet 2002, un article impliquant Garboussi, le président de la Chambre de com-

merce et d'industrie des Nememchas (wilayas de Tébessa et de Souk Ahras). Le jour même, ce dernier se présentait au domicile de Beliardouh et, sans introduction, se met à tabasser le journaliste devant sa famille, avec l'aide des trois sbires qui l'accompagnaient. Sa soif de «vengeance» n'étant pas encore assouvie, Garboussi embarque de force sa proie dans une voiture pour la trainer, dans les rues de la ville comme un trophée et ce, jusqu'à la place du 1<sup>er</sup> Novembre où se poursuit la démonstration de force, de coups et d'insultes à l'endroit du pauvre journaliste. La folie de Garboussi n'avait d'égale que la lâcheté de la population qui regardait le drame sans agir.

Selon le communiqué d'*El Watan* du 21 juillet 2002, ni la police ni la gendarmerie n'étaient intervenues pour porter secours au journaliste. Il avait ensuite été conduit, en voiture, dans la cave de la villa de Saâd Garboussi où il a été interrogé sur la source de l'information parue ce jour même, faisant part de l'arrestation de Saâd Garboussi qui «aurait été cité par un repenté comme étant un pourvoyeur de fonds pour le terrorisme» et «aurait participé au blanchiment des fonds du GIA, fruits du crime et du racket qui ont endeuillé les régions de Médéa et de Jijel». *El Watan* parlait alors «d'expédition punitive menée par un chef d'une mafia locale, (de) passivité, voire (de) complicité des services de sécurité et des élus locaux».

Les réactions fusent. RSF qualifie cet acte de

«grave dérapage symptomatique d'un Etat de non-droit». En Algérie, le milieu de la presse est scandalisé. Des organisations et des partis politiques, comme le SNJ, la LADDH et le MDS, condamnent ce qui est qualifié d'«acte ignoble» et appellent à une sanction exemplaire des auteurs, parmi lesquels il se trouvait un ancien policier et même un Tunisien.

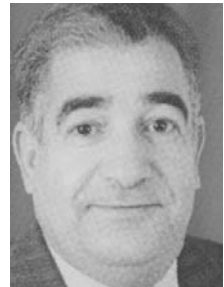
Beliardouh dépose plainte en justice, mais Garboussi n'ira jamais en prison. Le journaliste se suicide de désespoir et n'obtiendra jamais réparation de la forfaiture qu'il a subie. Ses ayants droits et le journal *El Watan* poursuivront un combat judiciaire pendant douze années, sans obtenir justice non plus. Deuxième mort de Beliardouh.

Dans ce feuilleton de l'absurde, les barbouzes se tirent d'affaire comme si le journaliste avait menti sur tout. Comme s'il était mort d'une glissade. Il en résulte naturellement une désaffection dans la corporation.

Depuis, les journaux qui ne brossent pas dans le sens du poil peinent à recruter des journalistes dans ces contrées livrées à la mafia. Et quand ils en trouvent, des consignes particulières leurs sont données pour éviter les sujets à problème, sinon les confier à des collègues qui n'habitent pas la même ville. Une forme d'autocensure que le terrorisme n'avait pas pu imposer. L'insécurité a pris de nouvelles formes et le journaliste correspondant l'a vérifié le premier.

N. N.

## Ali Hadj Ali Un expert averti



Par Akli Rezouali

Il y a presque sept ans, notre collègue, ami et aîné Ali Hadj Ali, nous quittait à jamais, laissant derrière lui un vide difficile à combler. Expert-comptable, commissaire aux comptes et expert fiscal judiciaire, Ali Hadj Ali faisait partie de l'équipe rédactionnelle qui a pris sur elle de relever le défi de lancer une publication hebdomadaire, *El Watan Economie* en l'occurrence. Il y apportait à la fois son savoir-faire, sa longue expérience dans le domaine de la comptabilité, mais aussi son sens de la pédagogie et son approche pertinente de l'actualité économique et financière. A travers ses écrits, il veillait à répondre au mieux aux attentes du monde de l'économie et de la finance en matière d'information et d'éclairages.

Militant de la cause nationale durant la période coloniale, ancien membre des Scouts musulmans d'Algérie (SMA), Ali Hadj Ali s'est voué après l'indépendance aux métiers de la finance et de la comptabilité, domaine dans lequel il s'est forgé une réputation de pionnier et d'expert des plus reconus en Algérie.

Considéré par ses pairs comme l'un des doyens de la profession, il a été porté à la tête de l'Ordre des experts-comptables dans les années 1990, lui qui fut l'unique expert-comptable algérien à être certifié aux normes internationales par des institutions officielles.

Au sein du quotidien *El Watan*, il a d'abord exercé en qualité de commissaire aux comptes durant trois mandats, fonction qui lui a ouvert la voie à l'écriture journalistique dont il a fait rapidement une passion qu'il cultivait assidûment, même durant la période où la maladie l'obligeait à garder le lit, à l'hôpital.

Expert averti, il nous apportait ainsi, à nous et nos lecteurs du supplément *Economie*, à la fois ses éclairages de fin connaisseur de la comptabilité et de la finance moderne et sa rigueur intellectuelle indissociable de ses écrits.

A. R.



MOHAMED MECEFFEUK (1944-1994)

## Un des premiers martyrs de la presse algérienne

Le défunt Mohamed Meceffeuk a été assassiné à Chlef, dans la localité rurale de Dahra, le 13 avril 1994 à 9h30, par des terroristes sanguinaires affiliés Groupe armé islamique (GIA). Le journaliste, qui travaillait pour *El Watan*, a laissé derrière lui une veuve et six enfants. Ce sinistre jour, Meceffeuk, qui habitait Mostaganem, était allé dans une localité reculée de la wilaya de Chlef, autrefois infesté par des terroristes les plus sanguinaires, afin de faire un reportage sur les exactions commises sur la population rurale.

Alors qu'il était en pleine discussion avec des habitants de la localité au

niveau du marché hebdomadaire, un groupe armé a surgi pour ouvrir le feu sur lui, le tuant sur le coup.

Mohamed Meceffeuk est né le 26 octobre 1944 à Saïda. Il a suivi, dès son enfance, un enseignement traditionnel dans les écoles coraniques, avant de fréquenter l'école républicaine pour décrocher le brevet d'étude du premier cycle du second degré, option sciences d'observation.

De 1960 à 1962, alors à la fleur de l'âge, Meceffeuk a milité en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Issu d'une famille modeste, il a toujours résidé dans la wilaya de Mostaganem. C'est d'ailleurs dans cette ville qu'il avait commencé sa carrière comme directeur d'école, ensuite il s'est

mis à rédiger des articles de faits divers pour le compte du journal *Détective* en 1993 et d'autres quotidiens, avant d'opter pour le quotidien indépendant *El Watan*. Meceffeuk était connu aussi pour être un sportif avéré ; il s'est fait surtout connaître, dans le monde footballistique, en qualité d'arbitre. Bien que courte, sa carrière a été riche car en marge du journaliste, il assumé plusieurs postes, notamment secrétaire général de l'Institut national d'agronomie de Mostaganem, président du Croissant-Rouge algérien, etc.

Mohamed Meceffeuk est l'une des victimes de la tragédie nationale des années 1990 qu'a connue l'Algérie. Une exposition de ses photographies et de ses articles parus dans plusieurs journaux

avait été alors présentée au public, à la maison de la culture de Mostaganem. Il était le doyen des correspondants de la wilaya de Mostaganem. Aujourd'hui, ils sont beaucoup à souligner la qualité des œuvres journalistiques du défunt. D'autres témoignages ont souligné comment Meceffeuk a tout sacrifié dans sa vie pour se lancer dans une lutte sans merci, par la plume, contre le terrorisme et l'extrémisme religieux qui a gangrené l'Algérie durant les années 1990. Considéré comme une personnalité de la wilaya de Mostaganem, Meceffeuk, armé de sa plume, a toujours navigué d'une wilaya à une autre pour faire entendre les doléances des localités marginalisées par les élus locaux.

A. Taoui

## Des exemples d'abnégation

Comment oublier le visage de Fatma-Zohra Mameri, toujours penchée sur son clavier, ou le sourire triste de Fouad Diaf, prêt à toutes les missions au volant de son véhicule de service pour accompagner les journalistes sur le terrain.

A elle seule, cette mère de famille, disparue à 51 ans, symbolisait le courage de la femme algérienne dans les épreuves difficiles. Entrée à *El Watan* en 1991, quelques mois après le lancement du premier numéro, elle fut la première à braver toutes les peurs, y com-

pris la sienne, le jour de l'attentat contre la Maison de la presse et *Le Soir d'Algérie*, rejoignant son poste de travail les larmes yeux, pleurant les confrères victimes de l'horreur intégriste et s'attellant à la confection du journal du lendemain.

Fouad Diaf avait intégré l'équipe des chauffeurs la même année que Fatma-Zohra. Il était toujours présent dans les couloirs du journal jusqu'au bouclage, prêt à conduire les journalistes là où les nécessités du travail les appelaient.





Salim Mesbah

# Le défenseur de la cause humaine

Par Lydia Rahmani

**E**l Watan a 25 ans ! Ce «vieux» canard n'a pas pris une ride. Mieux, il s'est offert un bain de jouvence en se connectant au monde qui bouge. *El Watan*, c'est une foudrerie de haltes, des moments d'incertitude mais, au bout du compte, c'est une kyrielle de satisfactions salvatrices. S'il est difficile de faire un bilan exhaustif, il est bon de souligner qu'au bout d'un parcours du combattant, il s'est imposé comme le référent médiatique de l'Algérie. Il l'est davantage pour nous autres, provinciaux, une espèce de dénominateur commun de cette Algérie profonde. Une Algérie profonde qui a «nourri» *El Watan* avec de brillantes plumes. Il en est ainsi de Constantine, carrefour par excellence de la presse algérienne,

ayant enfanté de grands journalistes, à l'image des fondateurs du célèbre hebdomadaire sportif *El Hadeff*. Certains d'entre eux – l'inégalable Boubakour Hamidechi, Mohamed Ghazi Kammas le gentleman et Salim Mesbah le poète – avaient rejoint, tour à tour, la grande famille d'*El Watan*. C'est au mois d'octobre 1997 que le défunt Salim Mesbah a pris les rênes du bureau de Constantine d'*El Watan*, sollicitant une modeste expérience en me «débauchant» du journal régional dans lequel j'apprenais le métier depuis quatre ans. Ne connaissant Salim Mesbah que de réputation, l'occasion m'avait alors été offerte de côtoyer, au fil des jours, le talentueux journaliste qu'il était. Il fallait, en effet, avoir un don inné pour la presse pour changer de cap, mettre la rubrique sport sur le banc de touche et rebondir en traitant des sujets de société, variés et pertinents, avec un style épuré plein de finesse et de subtilité. Le mal-vivre, la

détresse des femmes divorcées, maltraitées, la mauvaise prise en charge des handicapés, le vécu des Algériens en proie à la misère morale et matérielle étaient devenus ses sujets de prédilection. Salim Mesbah semblait, du moins c'est l'impression que j'en avais, satisfait de dédier, au cours des deux années durant lesquelles il a géré le bureau de Constantine, ses articles à la cause humaine.

## UN JOURNALISTE ENGAGÉ

En homme, mais aussi en journaliste engagé, il avait été particulièrement affecté par la suspension des quotidiens *El Watan* et *Le Matin*, en octobre 1998, au motif qu'ils n'avaient pas honoré leurs factures vis-à-vis des imprimeries étatiques. Le bras de fer a duré un mois durant lequel la société civile avait exprimé un indéfectible soutien aux journaux suspendus, se solidarisant avec les journalistes privés de leur tribune. Jovial et courtois, Salim Mesbah était aussi

capable de coups de gueule comme ce fut le cas lors du Forum de la liberté d'expression organisé le 19 novembre 1998 à la maison de la culture El Khalifa de Constantine, en interpellant vertement un intervenant qui affichait son hostilité envers la presse indépendante. Ainsi était le défunt. Une vie intense dédiée au journalisme. Un journalisme qu'il a embrassé très jeune puisqu'il avait rejoint *La Dépêche de Constantine* le 22 août 1964, à l'âge de 19 ans, avant d'atterrir par la suite dans les locaux d'*Ennasr*, édité à l'époque en langue française. En 1972, il s'était lancé un nouveau défi avec certains de ses camarades de la presse pour donner naissance à *El Hadeff*, premier hebdomadaire sportif algérien à cette époque. Cet hebdomadaire a été une véritable école de formation pour de nombreux journalistes qui ont pignon sur rue aujourd'hui. Salim Mesbah est décédé le 16 juin 2001.

L. R.

RACHID HAMDAD

## L'envol de la colombe

**A**Boudjellil, en Kabylie, où il repose, «le vent souffle si haut que les arbres se sentent abandonnés». La formule imagée du regretté Rachid Hamdad illustre sa tendance à la création littéraire bien qu'il fut un journaliste aux écrits tranchants et militant des causes bien réelles de l'homme. Aujourd'hui, il aurait eu 53 ans, l'âge de l'indépendance de l'Algérie. Quand Rachid nous a quittés, un certain 20 septembre 2001, alors qu'il était chef du bureau d'*El Watan* à Tiaret, il portait plusieurs projets d'écriture : romans, poésies et pièces de théâtre. C'est au moment où il allait commencer une carrière littéraire qui s'annonçait prolifique qu'un coup de feu est sorti de sa propre arme qu'il manipulait. L'accident qui mit fin à sa jeune existence (il avait



39 ans) fait de Rachid Hamdad une victime des terroristes islamistes qui condamnaient à mort les journalistes et les exécutaient. L'arme qui laissa une veuve et un orphelin était «le cadeau» que les services de l'Etat avaient fait aux journal-

istes pour se défendre contre l'hydre islamiste.

Rachid était syndicaliste, journaliste et militant de gauche ; à lui seul, il était trois cibles des terroristes. Les menaces de mort pesaient sur lui en permanence ; il décida en 1996 de quitter sa région natale, Tizi Ouzou, pour s'installer avec son épouse dans la ville de Tiaret, à la recherche de l'anonymat. Son départ brutal a été un grand fracas ; une corporation endeuillée et une immense perte pour la rédaction d'*El Watan*.

Rachid est parti, mais il a laissé un roman, *La Mort de Hamama*, publié à titre posthume. C'est un message de douleur, la mort d'une colombe ! Le roman, édité avec le concours d'*El Watan*, était en chantier, mais les 130 pages semblent se suffire à elles-mêmes ; une

mouture courte mais complète, où l'auteur décrit sa société dans ses archaïsmes, l'oppression de la femme et des libertés, l'acte militant, les harraga qui «préfèrent se faire manger par les poissons que par les vers que vous êtes», écrit-il à l'adresse des tenants du régime politique algérien.

La balle meurtrière qui lui a ôté la vie résume le drame du combat quotidien des journalistes dans les années 1990 contre le terrorisme. Pour Rachid, écrire pour son journal est d'abord un acte militant. Il n'a pas abandonné le métier, même après l'assassinat à Tizi Ouzou de son ami, le journaliste Moh Achour Belghezli, en février 1996, à la veille de l'Aïd. C'est pour perpétuer sa mémoire qu'il signait ses papiers «Achour Bel».

Rachid avait connu plusieurs

rédactions avant de se stabiliser à *El Watan*. Il se distinguait également par la maîtrise de la langue amazighe. Il publiait une chronique dans cette langue sur les colonnes de l'hebdomadaire *Le Pays-Tamurt* qui paraissait à Tizi Ouzou. Son dynamisme l'a amené à se rendre à Béjaïa en juin 2001, pour réaliser des reportages sur les événements sanglants de Kabylie. Les propos recueillis auprès des «Torturés d'Amizour», parus dans *El Watan* du 12 juin 2001, sont justement un témoignage de son engagement pour un journalisme qui se range du côté des opprimés. Rachid était un homme de principes et avait une vaste culture. Ses collègues et amis se souviendront toujours de son rire sonore, de sa gentillesse et de ses qualités professionnelles. Saïd Gada

NABIL LALMI

## Il défendait la veuve et l'orphelin

**D**imanche 8 février 2009 vers 17h, la terrible nouvelle se répand telle une traînée de poudre à travers les contrées sétifiennes. Un terroriste de la route venait de briser la vie d'une petite famille et l'élan d'une très belle plume. Agé d'à peine 46 ans, la victime, Nabil Lalmi, prend congé de ce bas-monde vers 20h, à l'hôpital de Bordj Bou Arréridj, où le personnel médical n'a ménagé aucun effort pour le sauver. Son fils Akram, âgé de 5 ans, et sa femme étaient avec lui dans sa voiture. Ils revenaient d'Alger lorsqu'arrivés à l'entrée de la capitale des Bibans, ils ont été violemment percutés par un camion de dépannage. La bêtise humaine happe ainsi la vie de Nabil et du petit Akram, qui attendait un implant cochléaire qu'il n'aura jamais.

Nabil, qui a été un très bon professeur de langue française a marqué de son empreinte le bureau de Sétif d'*El Watan*, où il a laissé un vide de la dimension d'un océan. Ainsi, le

journaliste a consacré sa plume aux causes justes, à la défense des brimés, à la dénonciation des malversations des uns et aux fourberies des autres. Ne pouvant rester insensible face aux malheurs des malades et aux désagréments causés à leurs proches, Nabil a réservé de grandes colonnes aux handicapés et aux infirmes moteurs d'origine cérébrale. Lalmi a fait partie de ceux qui ont apporté rigueur, crédibilité et noblesse à la profession de journaliste à Sétif où la rectitude, la droiture, la probité et l'honnêteté intellectuelle, sont de nos jours mal vues.

Cultivé et passionné par la lecture et les arts, Nabil qui avait interviewé la diva de la chanson arabe, Warda El Djazairia, et d'autres grandes stars, avait une oreille attentive et prenait la défense des laissés-pour-compte, des victimes du terrorisme lâchés par une tutelle sourde et des handicapés en quête de prise en charge. Il avait horreur des papiers commandés et des écrits de complaisance. Il



était un journaliste au sens noble du terme. La preuve, il était la bête noire de ceux qui aimaient caresser dans le sens du poil. Il ne laissait aucun répit à certains élus qui ne tenaient pas leurs engagements. Au fil des années, Nabil Lalmi s'était con-

struit une réputation de grand journaliste, honnissant la duplicité et la complaisance. Il ne cessait de mettre le doigt là où ça ne marchait pas. En homme intègre et fidèle à ses convictions, Nabil pointait du doigt les tares de sa cité ainsi que les responsables de la santé n'ayant toujours pas répondu aux doléances des enfants en attente d'un implant cochléaire.

Ayant donné au journalisme de proximité ses lettres de noblesse, l'enfant de «Bonmarché» où il est né et grandi dans une famille d'intellectuels a été et restera un modèle pour les journalistes du pays profond où il n'est pas aisé à la plume rectiligne de se frayer un chemin. Physiquement, Nabil est, depuis ce fatidique 8 février 2009, aux abonnés absents mais sa silhouette, son flegme, sa gentillesse, son altruisme, sa disponibilité et son sourire atypique sont omniprésents au bureau d'*El Watan*, à Sétif. Kamel Beniaïche

Pr BRAHIM BRAHIMI. SPÉCIALISTE DES MÉDIAS

# «Le pouvoir veut retourner à l'ancien système du parti unique»

Spécialiste reconnu des médias, le professeur Brahim Brahimi, auteur de plusieurs ouvrages de référence, revient sur la situation actuelle de la presse. Il regrette les attermolements des pouvoirs publics qui exercent un chantage insidieux sur les rares voix critiques. Ayant pris part aux commissions qui ont permis l'émergence d'une presse pluraliste, au début des années 1990, Brahimi, qui prendra incessamment sa retraite d'enseignant de l'École nationale supérieure de journaliste et des sciences de l'information (ENSJSI) de Ben Aknoun, qu'il a fondée et dirigée, a un regard critique et lucide sur l'actualité et l'activité du ministère de la Communication.

Par Nadir Iddir

**La presse algérienne traverse une crise. Des journaux qui ont longtemps bénéficié des largesses de l'Etat voient cette manne baisser, alors d'autres titres qui n'en ont jamais profité subissent une autre forme de pression. Le pouvoir, qui exerce une pression sur les opérateurs privés, veut-il en finir avec le pluralisme médiatique instauré au début des années 1990 ?**

Il faut tout d'abord parler de cette crise qui touche tous les journaux dans le monde pour une raison toute simple : la concurrence d'internet. Mais je pense que la presse, qui a réussi à survivre à la télévision, va résister, j'en suis convaincu, à internet. Les gens qui ont prédit la mort de la télévision avec l'apparition de la télévision se sont trompés, y compris Marshall McLuhan (théoricien de la communication canadien, ndlr). La possibilité formidable qu'ont les citoyens d'agir directement, à la faveur du développement de ces nouveaux supports, est une aubaine. Si cette participation est mise à profit par les journaux papier, on ira vers une certaine complémentarité. La presse doit s'adapter, et tant mieux qu'il y ait les sites.

Pour le cas algérien, il y a danger. Le danger le plus immédiat est le chantage publicitaire. Jusqu'à présent, il y avait un monopole institué par la circulaire de l'ancien chef de gouvernement Belaid Abdesslem (1992-1993), mais les journaux à grand tirage pouvaient se passer de la presse étatique parce que les entreprises publiques ne donnaient que 30% de totalité la publicité en circulation. Ces journaux privés profitaient donc de la publicité des opérateurs de téléphonie mobile et surtout des concessionnaires, plus nombreux. Mais, une nouvelle donne est intervenue : le pouvoir a commencé à exercer des pressions sur ces entreprises commerciales privées, comme Ooredoo et Djazzy, qui ne donnent plus de publicité aux organes privés. De grands quotidiens connaissent ainsi des difficultés et ont décidé de limiter leur pagination. Cette méthode va finir par asphyxier la presse écrite. La situation est vécue de manière beaucoup plus dure par des quotidiens qui tiraient à 20 000 exemplaires et sont descendus, en raison de difficultés de trésorerie, à moins de 6000 exemplaires. Maintenant, s'ils n'ont pas la publicité de l'ANEP, ils vont en toute logique disparaître. Et c'est cela qui est terrible.

**Visiblement il y aura de moins en moins de publicité publique à cause de la crise qui touche des entreprises publiques, qui ont réduit leurs insertions...**

Effectivement, l'ANEP tient ces journaux et leur fait du chantage. Il leur est insidieusement exigé de se plier à la politique gouvernementale pour bénéficier de la publicité. Finalement, sur les 140 quotidiens tirés et diffusés, il y en a beaucoup, et c'est regrettable, qui sont «mutilés» et ne travaillent pas dans l'intérêt général.

Cependant, comme je l'ai toujours dit, il y a une vingtaine de quotidiens qu'il faut aider. Mais comment le faire si le gouvernement lui-même fait du chantage pour que cette presse agisse à sens unique et se plie aux injonctions venues d'en haut ? Je pense que là, le danger est grave puisqu'au lieu de créer des institutions pour aider la presse comme l'avait suggéré le Conseil supérieur de l'information (CSI) en 1991, à travers une directive qui énumère des critères très clairs (retranchés publicitaires, travailler dans le sens de l'intérêt général, avoir un nombre de journalistes défini, etc.) pour pouvoir bénéficier des aides directes et indirectes (réduction d'impôts, aides pour le colportage, diminution des charges de transmission, etc.), le pouvoir veut retourner à l'ancien système du parti unique.

Je pense qu'un Etat qui se respecte doit impérativement définir les aides à la presse en l'orientant vers les journaux régionaux et locaux, aux publications destinées à la jeunesse et à tous les périodiques des associations.

**Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a insisté, dans ses interventions sur le respect de l'éthique et de la déontologie. Il a plaidé pour «un cercle vertueux». Des avertissements ont été adressés à des organes (El Djazairia, KBC, etc.), mais d'autres entreprises, dont on connaît la proximité avec des clans du pouvoir, sont épargnés malgré des dérapages et des atteintes avérées à l'éthique. Que pensez-vous de toute cette campagne ?**

Concernant la problématique de l'éthique, il faut rappeler que le Syndicat national des journalistes (SNJ) avait fixé trois objectifs en 2000 : une charte de l'éthique et de la déontologie ; un statut du journaliste ; la convention collective. Pour le premier objectif, il y a eu un succès total, sauf pour le Conseil de l'éthique qui a mal tourné et dont il a fallu renouveler le mandat expiré en 2004 et mieux définir le rôle. Pour le statut du journaliste, le syndicat a été trahi parce que sur les 61 articles proposés, 24 seulement ont été publiés dans le décret promulgué en 2008 avec, malgré tout, deux acquis : la collaboration des journalistes de la presse privée (ceux de la presse publique ont été pris en charge dans une directive du CSI) ; le second a trait aux droits d'auteur des journalistes. Mais en dehors de ces deux points, tout le statut est à revoir. Le troisième point proposé par le SNJ a trait à la convention collective qui doit définir les termes du contrat entre les journalistes et les entreprises de presse.

Mais pour le moment, il y a uniquement une convention pour les six quotidiens gouvernementaux mise en place grâce au CSI et à Nardjess Kermiche, une journaliste du quotidien régional Ennasr (installé à Constantine, ndlr), dont l'expérience a été reprise dans les cinq autres rédactions de la presse gouvernementale. Pour la presse privée, seul le quotidien *Liberté* dispose d'une vraie convention, grâce à l'implication de son directeur, Abrous Outoudert.



PHOTOS : ELWATAN

Cette convention a été gelée pendant l'absence de ce dernier avant d'être relancée à son retour.

Si le ministère de la Communication insiste sur l'éthique, c'est qu'il veut revenir à l'ancienne approche qui veut que le journaliste soit «responsable», c'est-à-dire qu'il doit s'autocensurer. Il est vrai qu'il y a eu des dépassements de la part de journalistes qui ont parfois recouru à l'insulte et à la diffamation, mais il ne faut pas généraliser ce constat à tous ceux qui exercent le métier. C'est un faux problème.

Les journaux qui sont actuellement visés sont ceux qui respectent le mieux l'éthique parce qu'ils sont crédibles et défendent l'intérêt général.

**L'autre tâche à laquelle s'attelle le ministre de la Communication est d'identifier la masse des journalistes. Un décret portant carte nationale de presse a été adopté et une commission ad hoc a été installée pour identifier la population des journalistes et ainsi pouvoir aller vers une assemblée générale et l'élection des représentants de la corporation. Comment jugez-vous toute cette opération ?**

Le ministère est revenu à l'ancien formule pour la désignation de la commission, avec six représentants du ministère et à peine quatre journalistes et deux éditeurs alors que sous le gouvernement Hamrouche (1989-1991), le CSI avait proposé que la commission de la carte soit composée uniquement de six journalistes et de six éditeurs. Sous Hamrouche toujours, on avait adopté un texte qui stipulait que la commission doit être paritaire. L'actuel ministère est revenu au système du parti unique avec une forte représentation du ministère pour un seul objectif : mieux contrôler l'opération d'octroi de la carte. C'est scandaleux. Et comme les journalistes de la presse privée ne veulent pas de cette situation, on essaie de les appâter avec des avantages matériels (transport, hôtel, téléphonie, etc.).

Les déclarations des responsables du ministère font état de 3000 journalistes en exercice. Le ministère ne veut pas reconnaître qu'il y a réellement plus de 5000 journalistes, dont une grande partie exerce dans le secteur public (900 à la Télévision, 800 à la Radio et 250 à l'APS).

**Quel bilan faites-vous de la loi organique relative à l'information adoptée en 2012 (n°12-05 du 12 janvier 2012) lorsque l'on sait que plusieurs dispositions prévues dans ce texte ne sont pas encore appliquées. Des organes, tels que le Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie du journalisme (art. 94), qui devait être mis en place au plus tard une année après la promulgation du texte (art. 99) et les différentes autorités de régulation de la presse écrite et de l'audiovisuel n'ont pas été installées. Pourquoi ces attermolements, qui ne sont pas seulement**

**du retard de la tenue d'une assemblée générale des journalistes professionnels ?**

Cette loi, disons-le tout de suite, a des côtés positifs et d'autres négatifs. Ce texte ne prévoit pas le droit à la communication. A partir du moment où le président Bouteflika a parlé de l'ouverture du champ audiovisuel et qu'il a signé une loi sur l'activité en question, il ne fallait pas se limiter au droit à l'information, notion certes possible dans les années 1980 et 1990, mais qui est devenue de nos jours obsolète. Le pouvoir ne veut pas d'un audiovisuel libre.

Les membres de l'autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), prévue par la loi relative à l'activité audiovisuelle (n°14-04) sont désignés par le pouvoir : 5 par le président de République, 2 par l'APN et 2 autres par le Sénat (art. 57). Ailleurs, les organes de régulation ont les coudees franches et ont même fini par désigner les présidents des organes publics, comme c'est le cas du CSA en France.

Chez nous, les chaînes de télévision, déjà sur place et qui émettent de l'étranger, appartiennent à des lobbies. L'autorité publique va-t-elle être autonome pour faire face aux forces de l'argent ? Le système politique subit de fortes pressions de son environnement économique, c'est-à-dire du pouvoir de l'argent. Et c'est la raison pour laquelle il est difficile de faire marche arrière et d'aller dans le bon sens. Pourquoi aucune chaîne de radio n'a été créée alors que quand le CSI avait, lorsqu'il a été dissous en 1993, des projets de 20 radios et à peine 4 chaînes de télévision ? Pour l'audiovisuel, on n'a pas écouté l'enseignement du sociologue américain Paul Lazarsfeld, qui a démontré que ce n'est pas le moyen d'information qui a un impact direct sur les électeurs, mais ce sont les leaders d'opinion.

Depuis quelque temps, le public algérien regarde la chaîne Al Magharibia TV parce que des gens crédibles, comme Abdelaziz Rahabi ou des syndicalistes, s'y expriment alors que notre Télévision nationale ferme la porte à tous les hommes représentatifs de la société.

Par ailleurs, je pense que l'Autorité de régulation de la presse écrite (ARPE) n'a pas lieu d'être si l'aide de la presse à l'Etat était défini par décret. Finalement, si cette autorité est installée, le ministère de la Communication doit disparaître puisque son rôle est le même que celui de cet organisme.

**Le quotidien El Watan fête ses 25 ans d'existence. Quel témoignage feriez-vous, M. Brahimi, vous qui avez accompagné la rédaction depuis le début ?**

Avec deux ou trois autres journaux, El Watan a réussi à résister à toutes les pressions. L'histoire du quotidien est jalonnée de défis. Lorsque votre journal s'est positionné, surtout en 2004, contre une certaine politique du pouvoir, des sanctions sont immédiatement tombées. Mais le journal a su y faire face. N.I.

# El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Jeudi 23 décembre 2011  
N° 8444 - Vingt-cinquième année - Prix : Algérie : 15 DA, France : 1 €, USA : 2,15 \$

## RÉFORMES POLITIQUES, NIVEAU DE VIE, LIBERTÉS

# 2011 L'année des désillusions

« L'Algérie de 2011 a regagné, sur le plan politique, les réformes venues d'un haut et d'un bas qu'il maintient le statu quo :  
« Le régime algérien n'a pas voulu briser les liens des équilibres en Afrique du Nord et dans le monde arabe.  
« La vie publique est devenue strictement contrôlée par le pouvoir qui a concédé aucune ouverture aux Algériens malgré la levée de l'état d'urgence.  
« Les marches, comme moyen civilisé de revendication, ont été interdites ou réprimées. Lire le dossier en page 2 et 3 »



# El Watan

Week-end

## DÉJÀ, LA FRAUDE !



# El Watan

Week-end

## Télécoms L'Algérie complètement hors champ

# SANS WALLI DEPUIS UN MOIS



# El Watan

Week-end

## ALGÉRIE-MAROC L'ÉTERNEL WESTERN



### El Watan Magazine

## Présidentielle 2014

# Les comiques de la politique

Présidentielle, pas une si mauvaise blague !

### El Watan Magazine

## Non-voyants, une vie dans le noir

AU PAYS DE LA CHARA... On ne compte plus l'argent, on le pèse !

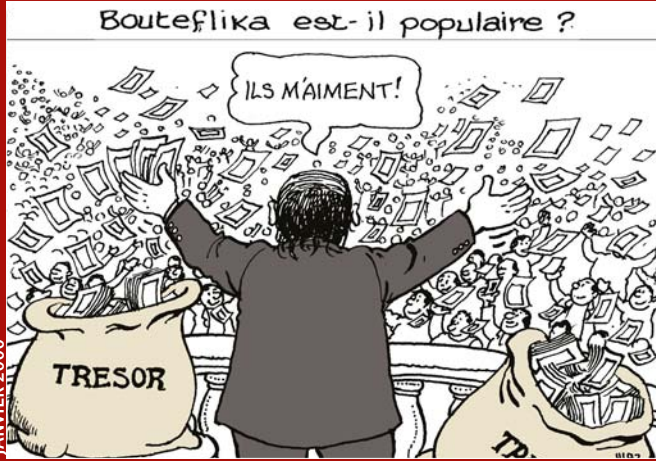
### El Watan Magazine

## Chroniques d'une présidentielle inédite

### El Watan Magazine

## Chroniques d'une présidentielle inédite

# 25 ans de MAZ



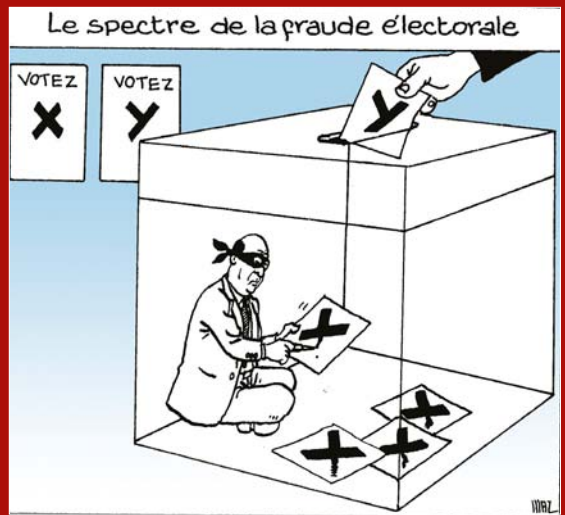
JANVIER 2000



9 NOVEMBRE 2003



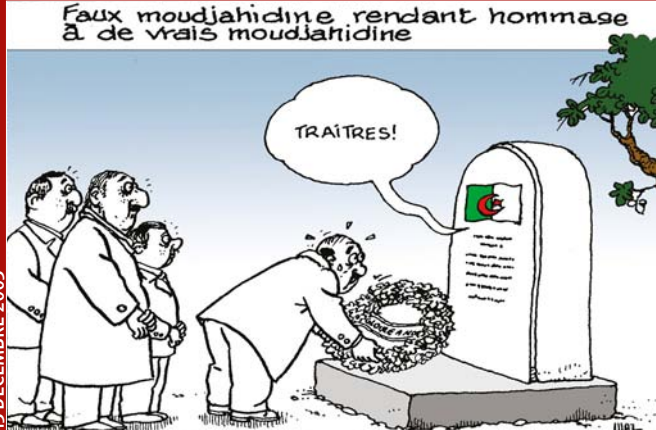
11 SEPTEMBRE 2011



AVRIL 1999



4 DÉCEMBRE 2003



13 DÉCEMBRE 2003



6 JUN 2010

NOUVEAU SIÈGE D'EL WATAN À RUISSEAU (ALGER)

# Un challenge qui en valait la peine



PHOTOS : B. SOUHLI

**Le nouveau siège d'El Watan est achevé.** Son occupation ne saurait tarder. Réalisé dans le quartier Oasis, sur la rue Mahmoud Boudjatit menant à Kouba, l'immeuble sera occupé par les différents services du quotidien, qui sont actuellement à l'étroit dans les locaux de la maison de la presse Tahar Djaout.

Par **Nadir Iddir**

On voulait absolument avoir ce siège. On a acquis une assiette de terrain en 2001, mais vu les tracasseries administratives, les travaux n'ont été lancés que 12 ans après», indique Omar Belhouchet, directeur de la publication, qui a suivi de près la réalisation du projet, le premier d'une telle ampleur en Algérie. La direction d'El Watan a acquis un lot de terrain de 700 m<sup>2</sup>, patrimoine d'une entreprise publique dissoute, sur l'avenue des Fusillés. Surprise : le passage du tracé du futur tramway contraignait l'administration publique à exproprier des propriétaires, retardant de plusieurs années la réalisation du projet. Une indemnisation a été proposée à El Watan, qui a préféré disposer d'un terrain en échange. Le nouveau lot de terrain sur lequel sera finalement construit l'immeuble est situé à quelques encablures plus haut, dans le quartier Oasis. Cet immeuble de grande hauteur, dont la silhouette imposante se détache dans cette partie de la zone du Hamma, a coûté 80 milliards de centimes. «Le coût du siège est de 80 milliards de centimes. Nous avons bénéficié d'un crédit du CPA de 20 milliards, que nous honorons assez largement. Le reste de l'enveloppe est assuré sur nos fonds propres qui proviennent des ventes et à la publicité», précise M. Belhouchet. L'immeuble dans lequel seront réunis les différents services du quotidien offre une flexibilité et des fonctionnalités dont étaient privées les employés

dans les locaux de la place du 1<sup>er</sup> Mai. «Le nouveau siège permettra à nos travailleurs des différents services d'avoir les conditions nécessaires optimales pour accomplir convenablement leur travail. Ce siège permettra également d'accueillir dans de très bonnes conditions nos lecteurs, des personnalités nationales et nos annonceurs que nous recevons quotidiennement», insiste-il.

#### AMÉNAGEMENT MODERNE D'UN IMMEUBLE ÉCOLOGIQUE

En R+8 en plus des sous-sols, le nouveau siège regroupera tous les services actuellement éparpillés. Les employés seront ainsi répartis dans trois espaces : un pour les «pages chaudes» quotidiennes, un deuxième pour les «pages froides» hebdomadaires (différents suppléments et édition d'El Watan Week-end) et un troisième exclusivement technique, réservé aux employés de la PAO et du labo photo. Une telle organisation facilitera le travail de l'équipe, répartie dans un espace de type open-space. Les travailleurs, quelque peu frustrés dans les locaux anciennement occupés par le ministère de l'Enseignement supérieur et l'APN, bénéficieront désormais de toutes les commodités nécessaires au bon fonctionnement des équipes rédactionnelles et des différents services techniques et de la publicité (réseaux téléphonie, internet, etc.), des espaces de détente (une salle de sports), une climatisation et une aération ultramoderne. Plus question pour les travailleurs du journal, qui a vu ses équipes grossir ces dernières années, de souffrir des récurrents et insolubles problèmes de stationnement en ville : le

nouveau siège dispose d'un spacieux parking en sous-sol et d'une aire de stationnement en surface. Les avantages qu'offre l'immeuble bénéficieront également aux nombreux visiteurs qui souffraient de l'exiguïté dans l'ancien siège : une salle de réception est ainsi aménagée au rez-de-chaussée où ils auront tout le loisir de discuter tranquillement avec les journalistes et les responsables du quotidien.

Le siège d'El Watan, qui deviendra à terme un repère dans le tissu urbain de la ville, dispose d'un emplacement qui facilite l'accès : sur une butte, l'immeuble est desservi par la station de transport multimodale (métro, tramway, bus et téléphérique) située plus bas, au Ruisseau, et d'un réseau routier important (rocade Sud, routes importantes menant vers les communes limitrophes du centre de la capitale). La zone du Hamma où est réalisé le siège accueille en sus la Cour d'Alger et d'autres administrations des communes, plusieurs infrastructures publiques d'importance qui seront à proximité du siège du journal, à l'instar du Parlement. Nouveauté, par ailleurs, qui distingue le siège du quotidien : le respect des normes écologiques. En plus d'une terrasse-jardin, la façade de l'immeuble respectueux de l'environnement est réalisée avec des matériaux autonettoyants, de panneaux «caméléon» aux couleurs changeantes et une isolation thermique.

Le mérite d'une telle réussite architecturale revient au BET de l'architecte Hamid Ahlouli, dont l'équipe pluridisciplinaire, formée en Algérie, suit avec abnégation la réalisation du projet, en contact permanent avec le mai-

tre de l'ouvrage. Une vingtaine d'entreprises étaient engagées dans le projet (coréennes, espagnoles, chinoises, françaises, etc.). Une métaphore visible par les observateurs avisés, a été respectée par les concepteurs : la façade de l'immeuble a la forme d'un journal ouvert. El Watan, dont l'équipe rédactionnelle est entièrement dévouée au sacerdoce d'un travail professionnel, tient à rester ouverte sur le monde et ses exigences. Les nouveaux espaces les y aideront à coup sûr.

**N. I.**



Hamid Ahlouli, l'architecte responsable de la construction du nouveau siège d'El Watan

AVIS / Madani Mezran appelle à un cessez-le-feu

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

HORRIBLE CARNAGE À BENTHAHA PRÈS DE BARAKI

## Les tueries continuent

Commentaire  
de  
F. Boudiaf

7

Le carnage de Bentaha, près de Baraki, est un acte de barbarie qui a coûté la vie à de nombreuses personnes. Les autorités algériennes doivent agir rapidement pour mettre fin à ces tueries et protéger la population civile.

25 ANS D'HISTOIRE (BOUSSAËDÈRES)

Un séisme de 4,5 secoue plusieurs localités

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Dimanche 23 février 2014

N°7107 - Vingt-quatrième année - Prix : Algérie : 15 DA France : 1 € USA : 2,15 \$ - ISSN : 1111-0333 - http://www.elwatan.com

EDITION DU CENTRE

**PROCES ET AGRESSION**  
Pressions terribles sur le caricaturiste

**ÉTUDIANTS DE BOUGIAËR**  
Des opposants au 4<sup>e</sup> mandat arrêtés

**REVENUS DES HYDROCARBURES**  
La rente pétrolière en péril

**TRIPARTITE**  
Pas suffisant pour vivre dignement

**ODIEUX ASSASSINAT D'HERVÉ GOURDEL**  
Les Algériens sous le choc

**QUATRIÈME MANDAT IL A OSÉ!**

Il ose le faire. Accroché au pouvoir tel à son monarque, Abdelkader Bouhadja a fait le choix de maintenir le pays dans un périlleux blocage historique. Mais il n'a pas hésité à pousser à l'extrême les rétrogrades nécessaires à la mise en œuvre de son projet. Il a décidé de rompre, à l'image du système politique autocratique qui l'inspire, le quatrième mandat. (Suite page 3, lire également nos articles en pages 3 et 4)

**www.elwatan2014.com**

ANNABA / 12 arrestations

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

BOUDIAF INHUME AUJOURD'HUI

## L'Algérie se recueille

32 Pages

Le président de la République, Abdelkader Bouhadja, a été inhumé à Annaba. Des milliers de personnes se sont rassemblées pour rendre un dernier hommage à l'ancien chef de l'État.

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

ODIEUX ASSASSINAT D'HERVÉ GOURDEL

## Les Algériens sous le choc

Le journaliste français Hervé Gourdel a été assassiné à Alger. Ses proches ont exprimé leur profonde tristesse et leur soutien à la justice algérienne.

**ADIEU L'ARTISTE**

Le chanteur algérien Adjem Hadjil a été inhumé à Annaba. Ses proches ont tenu une cérémonie pour se souvenir de son œuvre et de sa personne.

**CATASTROPHE HUMANITAIRE SANS PRÉCÉDENT**

Une catastrophe naturelle a frappé une région d'Algérie, causant de nombreuses victimes et des dégâts matériels considérables. Les secours sont en cours.

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

47 milliards de dollars rapatriés en 2015

32 Pages

EL HACHEMI GUEROUAB A ÉTÉ INHUME À OUMETHEUR D'EL MADANIA (ALGER)

## ADIEU L'ARTISTE

Le chanteur algérien Adjem Hadjil a été inhumé à Annaba. Ses proches ont tenu une cérémonie pour se souvenir de son œuvre et de sa personne.

**CATASTROPHE HUMANITAIRE SANS PRÉCÉDENT**

Une catastrophe naturelle a frappé une région d'Algérie, causant de nombreuses victimes et des dégâts matériels considérables. Les secours sont en cours.

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

LES ALGÉRIENS ET L'INCERTITUDE POLITIQUE

## 2014 QUE CESTE LA MASCARADE!

Le régime algérien est confronté à une crise politique majeure. Les citoyens expriment leur mécontentement face à la situation actuelle.

**COUP DUR POUR LE FFS**  
DÉMISSION COLLECTIVE DE LA FÉDÉRATION DE BÉJAÏA

**151 MEMBRES DU FILM CONTESTENT**  
VERS L'ISOLEMENT DE AMAR SAADANI

**GRUPE RENAULT ALGÉRIE N°1 EN 2013**  
GRÂCE À VOUS, NOS MEILLEURS LIÉGERS POUR LA RÉGION GÉNÉRÉE CONSCIENTE.

**El Watan**  
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Jeudi 17 avril 2014

N°7153 - Vingt-quatrième année - Prix : Algérie : 15 DA France : 1 € USA : 2,15 \$ - ISSN : 1111-0333 - http://www.elwatan.com

# Statu quo ou changement ?

17 AVRIL 18 AVRIL

LIRE NOS ARTICLES EN PAGES 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 ET 10

**COMMENTAIRE**  
**La responsabilité des militaires**  
Par Omar Belhouche

**MOUVEMENT BARAKAT UN RASSEMBLEMENT RÉPRIMÉ À ALGER**

La police a violemment empêché le rassemblement du mouvement citoyen Barakat à la place Audin, à Alger.

Plusieurs manifestants ont été rudoyés avant d'être embarqués puis relâchés par les services de sécurité.

LIRE L'ARTICLE EN PAGE 10

ORAN / Attention aux incendies de forêts

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

LE DÉPART DE MOULOUD HAMROUCHE

## Démission ou limogeage ?

Le ministre de l'Énergie, Mouloud Hamrouche, a annoncé sa démission. Les médias ont analysé les raisons de ce départ.

**FOOTBALL**  
Finch au milieu de tempête

**SYMPOSIUM**  
L'Algérie en question

**SOCIÉTÉ**  
Une vie dans les villes

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

ABDELALIZ BOUTEFLIKA ÉLU PRÉSIDENT AVEC 83,49 % DE VOIX

## Un plébiscite et des questions

Abdelaliz Bouteflika a été élu président de la République algérienne. Cette victoire a soulevé de nombreuses questions sur l'avenir du pays.

**LES CROQUIS SÉRIÉS À BARAKI**

**LES AMÉRICAINS FACE À L'INSURRECTION EN IRAK**

**DÉLUGE DE FEU SUR FALLOUJAH**

**El Watan**  
Le Quotidien Indépendant

APRÈS L'EXPULSION DE ZIDANE LORS DE LA FINALE DE LA COUPE DU MONDE

## Les raisons d'un geste

Zinedine Zidane a été expulsé lors de la finale de la Coupe du monde. Les médias ont analysé les raisons de ce geste.

**ON VESTI DOMINER LA SOCIÉTÉ, BILAN LI FFS**

**STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
MENACE SUR LE DROIT DE GRÈVE